



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



MARDI 28 MARS 2023

Nous ne choisissons pas notre personnalité : notre subconscient est notre maître.

- ▶ **Voitures électriques. Un fiasco de plus en plus colossal.** (Charles Sannat) p.2
- ▶ **LE PIC PÉTROLIER MONDIAL HISTORIQUE A EU LIEU EN NOVEMBRE 2018** (Aspo France) p.2
- ▶ **Un an de sanction sur le pétrole russe : quelle efficacité ?** (Philippe Charlez et Hugo Duterne) p.10
- ▶ **Piège temporel** (Tim Watkins) p.20
- ▶ **Fin des voitures thermiques en 2035 : l'Allemagne fait plier l'Europe** (Charles Sannat) p.24
- ▶ **Pourquoi nous ne pouvons pas nous contenter de le faire : la vérité sur notre incapacité à réduire les émissions de carbone** (Richard Heinberg) p.25
- ▶ **Le pire modèle de l'histoire : Comment la courbe n'a pas été aplatie** (Ugo Bardi) p.27
- ▶ **À propos de Paul Keating et AUKUS** (Simon Sheridan) p.33
- ▶ **Problèmes d'argent** (James Howard Kunstler) p.37
- ▶ **Quand Hollywood dit la vérité** (Nicolas Bonnal) p.39
- ▶ **Rapport du Giec : face au réchauffement climatique, "nous sommes dos au mur", mais "des solutions existent", résume Valérie Masson-Delmotte** p.42
- ▶ **Comment accélérer la transition** p.46
- ▶ **Lutter contre le Shadow-Banning. Le blog Seneca débarque sur Substack** (Ugo Bardi) p.49
- ▶ **Voiture électrique, une fausse bonne idée** (Biosphere) p.53
- ▶ **TACTIQUE ET STRATÉGIE...** (Patrick Reymond) p.55
- ▶ **Les Forces spéciales étasuniennes veulent utiliser les « deep fakes » pour mener des opérations psychologiques** p.58

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **« Comme prévu la Deutsche Bank vacille. L'Europe tremble »** (Charles Sannat) p.62
- ▶ **Vous serez choqué par la quantité d'argent retirée des banques américaines, et maintenant la plus grande banque d'Allemagne est en difficulté** (Michael Snyder) p.65
- ▶ **« Les stocks physiques du marché de Londres des entrepôts remplis de sacs de pierres au lieu de minerais »** (Charles Sannat) p.68
- ▶ **« Les dilemmes de Powell. La hausse des taux ou l'instabilité financière »** (Charles Sannat) p.71
- ▶ **186 autres banques « risquent de faire faillite »...** (Michael Snyder) p.75
- ▶ **Une diatribe et une déchirure pour mon ancienne banque** (Sean Ring) p.77
- ▶ **Voici pourquoi une autre crise bancaire est peu probable... Nous aurons de l'inflation à la place** p.82
- ▶ **Trois faillites... et combien d'autres à venir ?** (Philippe Béchade) p.87
- ▶ **Le système patine irrésistiblement** (Bruno Bertez) p.89
- ▶ **Powell déçoit Wall Street** (Brian Maher) p.92
- ▶ **Pourquoi la Fed continue de se tromper** (Jim Rickards) p.94
- ▶ **Des tortues jusqu'au bout des ongles** (Brian Maher) p.96
- ▶ **Monnaie numérique : tout nous y mène** (Philippe Béchade) p.100
- ▶ **Quand le pardon sera-t-il de mise ?** (Joel Bowman) p.102
- ▶ **Où aller en cas d'ouragan ?** (Jeff Thomas) p.108
- ▶ **La route vers l'Argentine** (Bill Bonner) p.110
- ▶ **Un bouillon empoisonné** (Bill Bonner) p.114

$$\langle \diamond \rangle \langle \diamond \rangle \langle \diamond \rangle \langle \diamond \rangle (0) \langle \diamond \rangle \langle \diamond \rangle \langle \diamond \rangle \langle \diamond \rangle$$

Voitures électriques. Un fiasco de plus en plus colossal.

par Charles Sannat | 27 Mars 2023



L'histoire jugera sans doute avec beaucoup de sévérité notre aventure douteuse vers les voitures électriques.

Tout d'abord les fabriquer est un fiasco environnemental, car sur le cycle de production entier du véhicule, la pollution est certes délocalisée dans des pays que nous ne regardons pas, mais elle est bien réelle et largement pire que celle engendrée par un véhicule thermique.

Mais ce n'est pas tout.

Un jour il faudra recycler toutes ces bonnes batteries, enfin celles qui n'auront pas été accidentées ou qui n'auront pas brûlé.

C'est l'**agence Reuters** qui aux Etats-Unis s'est fendue d'un très long article dans lequel elle explique par le menu que pour de nombreux véhicules électriques, il n'y a aucun moyen de réparer ou d'évaluer les batteries même légèrement endommagées après un accident, ce qui oblige les compagnies d'assurance à détruire des voitures qui parfois n'ont que quelques kilomètres, ce qui entraîne des primes plus élevées et réduit considérablement les gains de passer à l'électrique.

« Nous achetons des voitures électriques pour des raisons de durabilité », a déclaré Matthew Avery, directeur de recherche chez Thatcham Research, société de renseignement sur les risques automobiles. **« Mais un véhicule électrique n'est pas très durable si vous devez jeter la batterie après une collision mineure. »**

Les batteries peuvent coûter des dizaines de milliers de dollars <30 000\$ pour une Tesla> et représenter jusqu'à 50 % du prix d'un véhicule électrique, ce qui rend souvent leur remplacement peu rentable.

Je vous le dis autrement.

Un véhicule électrique n'est presque pas réparable, alors côté écologie et économie circulaire c'est juste totalement raté.

Raté, comme cette volonté quasi religieuse d'électrifier le parc de véhicule.

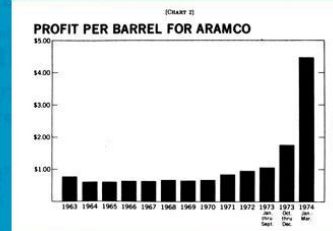
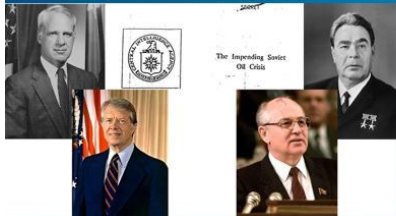
Nous allons dans le mur avec cette stratégie qui est aussi stupide que nos éoliennes et nos panneaux solaires que l'Australie ne sait même pas comment recycler.

Histoire globale de l'énergie

LE PIC PÉTROLIER MONDIAL HISTORIQUE A EU LIEU EN NOVEMBRE 2018

Russie (part. 1) & Arabie Saoudite (part. 2)

ASPO : 14 mars 2021
Michel LEPETIT



www.theshiftproject.org

<https://aspo france.org/2023/03/19/le-pic-petrolier-mondial-a-eu-lieu-en-novembre-2018-michel-lepetit-mars-2023/#prettyPhoto>

Plan de la présentation



- Le pic pétrolier historique de novembre 2018
 - Géologique
 - Géopolitique
 - Économique (& financier)
- Les 3 « titans » du pétrole
 - Russie part. 1
 - Arabie Saoudite part. 2
 - USA
- Documents d'archive et histoire globale

www.theshiftproject.org

LES TROIS TITANS DU PÉTROLE



THE SHIFT PROJECT 2023
LIED 2023
Michel LEPETIT



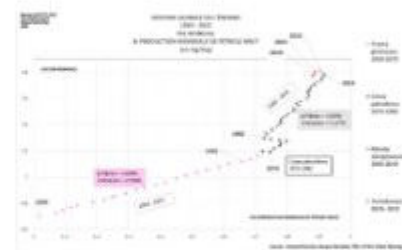
- Une production mondiale « hors Titans » stable de 1998 à 2022

Sources : US EIA, Global Warming estim.

PARTIE 1 : TITAN N°1 : RUSSIE – CIA 1977



- Une vision américaine de la situation mondiale en 1977
 - L'anticipation correctement modélisée (couplage PIB/Pétrole) du second choc pétrolier
 - « Energy Plan » de Carter en 1977

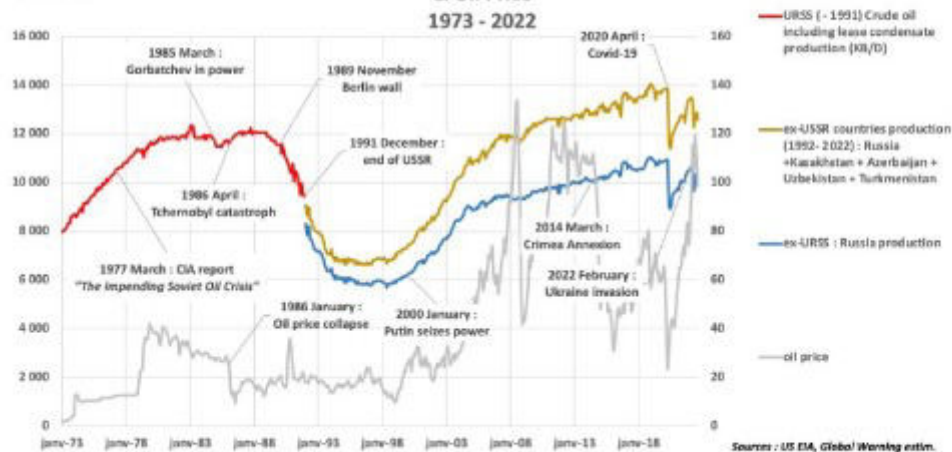


RUSSIE – URSS TRANSITIONS ...



THE SHIFT PROJECT 2023
LIED 2023
Michel LEPEYIT

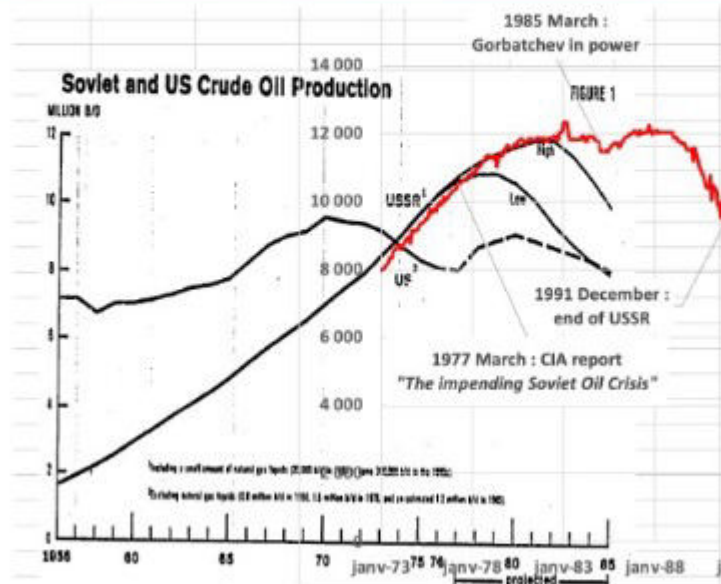
USSR & post-USSR Crude Oil Production & Oil Price 1973 - 2022



www.theshiftproject.org

Date

RUSSIE 1977 : L'ANTICIPATION DU PIC PÉTROLIER RUSSE PAR LA CIA



www.theshiftproject.org

Date

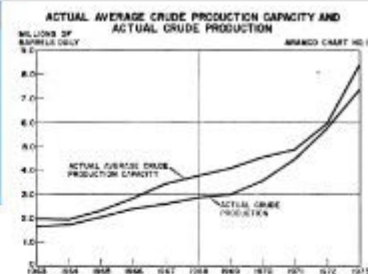
CONCLUSIONS (PART. 1 : RUSSIE)



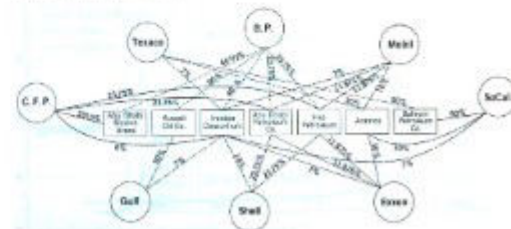
- **Pic pétrolier russe et effondrement de l'Union soviétique**
 - La dépendance aux importations de produits agricoles : leçons pour l'UKRAINE 2022 ?
 - La dépendance à la technique occidentale
- **Des documents d'archive exceptionnels**
- ANNEXE I :
CIA- THE IMPENDING OIL CRISIS – March 1977
- ANNEXE II :
CIA- THE INTERNATIONAL ENERGY SITUATION : OUTLOOK TO 1985 – April 1977
- ANNEXE III :
CIA – SOVIET ECONOMIC PROBLEMS AND PROSPECTS – July 1977

PARTIE 2 : TITAN N°2 : L'ARABIE SAOUDITE

- Le discours pérenne sur la capacité de production [MSC] « **exponentielle** » de l'Arabie Saoudite
- Archives américaines sur ARAMCO
- Les prévisions utopiques de l'OCDE puis de l'AIE

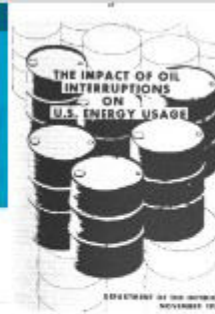


Ownership Links Between the Major International Oil Companies (Including Compagnie Française des Pétroles) and the Major Crude-Oil Producing Companies in the Middle East

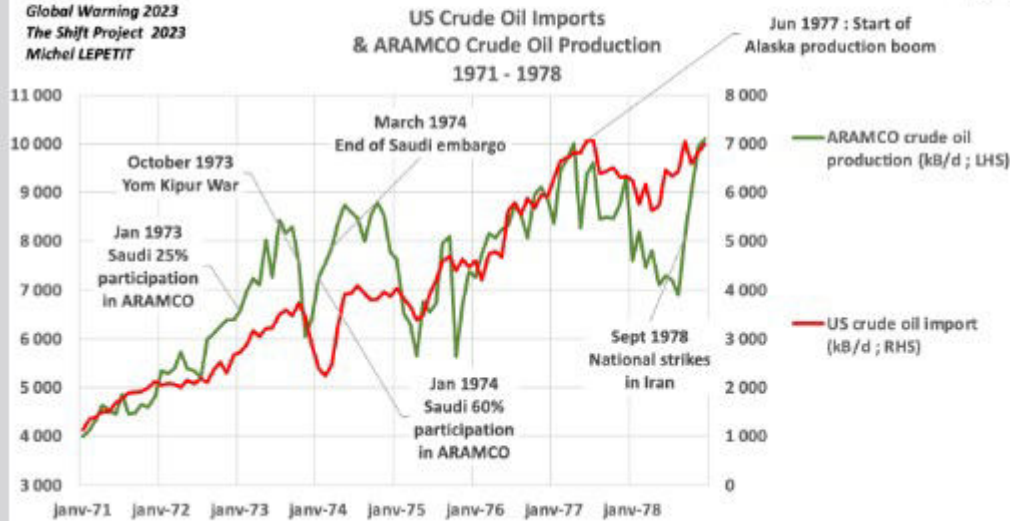


SOURCE: Henry W. Kissinger, *The Shape of the Future*

ARAMCO et ...AMERICA



Global Warming 2023
The Shift Project 2023
Michel LEPETIT



Sources : US Senate 1979, US EIA, US Dept of commerce, Global Warming

Federal Energy Administration 1974



OPEC productive capacity by countries

	Million b/d				
	1973	1975	1980	1985	1990
Venezuela	3.5	3.5	3.3	4.0*	5.0*
Ecuador	.4	.5	.5	.5	.5
Indonesia	1.5	1.7	2.0	2.0	2.0
Iran	6.0	7.5	8.5	8.0	7.5
Iraq	2.2	3.0	4.0	5.0	6.0
Kuwait	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5
Abu Dhabi, etc.	2.7	3.5	6.5	7.0	7.0
Libya	3.0	3.0	2.5	2.0	2.0
Algeria	1.1	1.1	1.3	1.5	1.6
Nigeria	2.0	2.5	2.8	2.7	2.6
Saudi Arabia†	8.0	12.0	18.0	20.0	20.0

*Assumes the Orinoco tar belt is developed. If not, productive capacity will decline by 3 million b/d in 1990. †Includes 50% of Neutral Zone.

Source: EIA

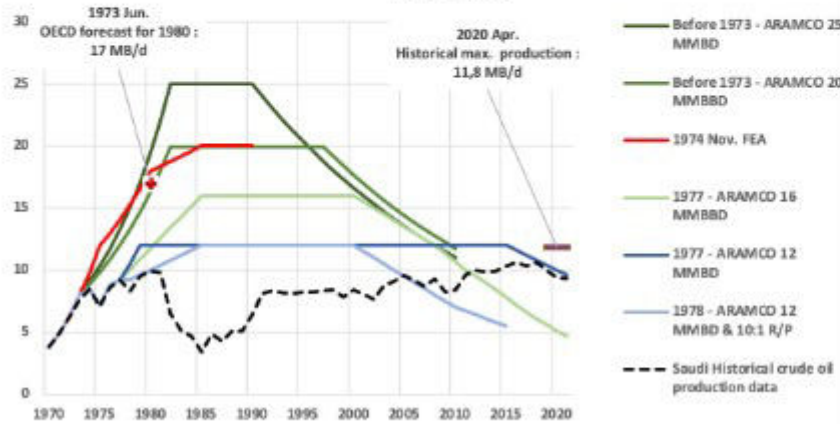
Petroleum production	Million b/d					
	1973	1975	1980	1985	1990	2021
Venezuela	3,4	2,3	2,2	1,7	2,1	0,6
Ecuador	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,5
Indonesia			1,6	1,4	1,5	0,8
Iran	5,9	5,4	1,7	2,3	3,1	3,5
Iraq	2,0	2,3	2,5	1,4	2,0	4,2
Kuwait	3,0	2,1	1,7	1,0	1,2	2,7
UAE & Qatar	2,1	2,1	2,2	1,5	2,5	5,6
Libya	2,2	1,5	1,8	1,1	1,4	1,3
Algeria	1,1	1,0	1,1	1,0	1,2	1,4
Nigeria	2,1	1,8	2,1	1,5	1,8	1,6
Saudi Arabia	7,6	7,1	9,9	3,4	6,4	10,8

Source : EIA : Crude oil, NGPL, and other liquids production ; Annual

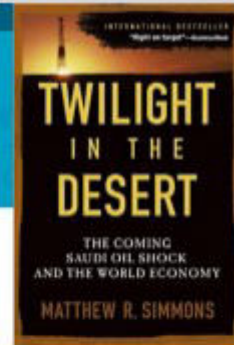
ARAMCO – SÉNAT US 1979

Global Warning 2023
The Shift Project 2023
Michel LEPETIT

HISTORY OF ARAMCO CRUDE OIL PRODUCTION FORECASTS 1973 - 1978

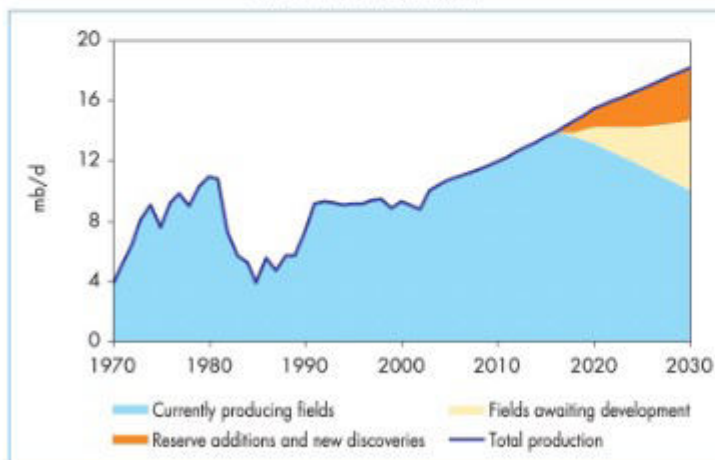


Sources : OECD, US Senate, Oil & Gas Journal, US FEA, US EIA, Global Warning

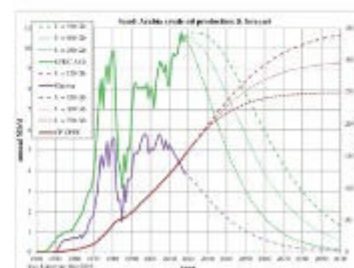
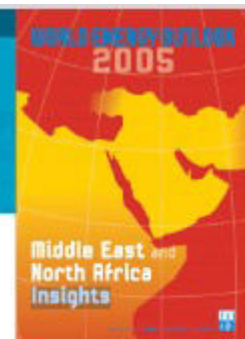


EIA WEO 2005

Figure 16.10: Saudi Arabia's Crude Oil Production by Source in the Reference Scenario



Note: Includes NGLs and condensates.



Conclusions

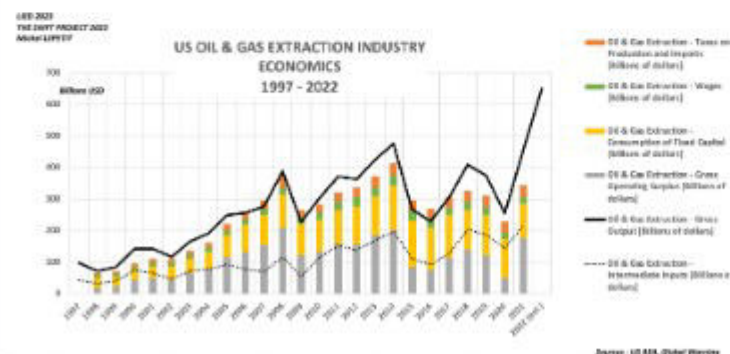
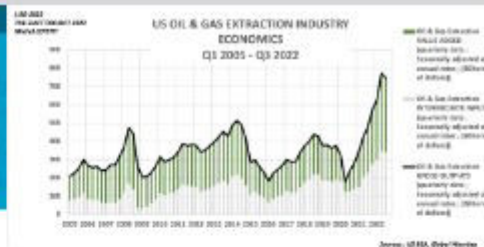
- L'économie/finance (2010) et la géopolitique (2022) peuvent changer la donne
- La contrainte géologique n'est pas tout ... mais n'est en rien négligeable



www.theshiftproject.org

A SUIVRE ...

- PIC PETROLIER HISTORIQUE 2018 (PART. 3 : USA)



Merci !

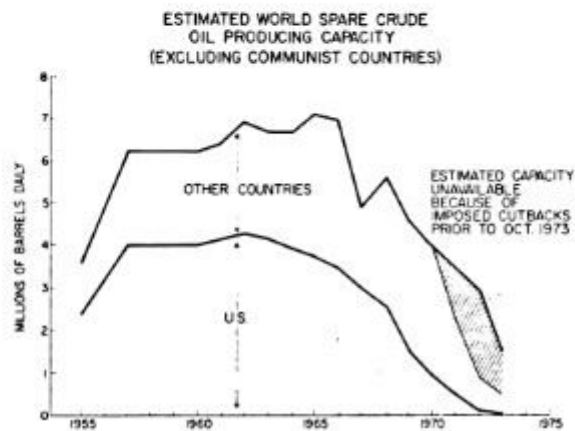
to Sustainability Partnering with us Investors Careers



see record full-year 2022 results

Aramco announces record full-year 2022 results

DHAHRAN, March 12, 2023



▲ RETOUR ▲

Un an de sanction sur le pétrole russe : quelle efficacité ?

Vers une baisse inexorable de la production russe

Philippe Charlez et Hugo Duterne Institut Sapiens Février 2023





Philippe Charlez

Ingénieur des Mines de l'École

Polytechnique de Mons (Belgique) et Docteur en Physique de l'Institut de Physique du Globe de Paris.

Expert internationalement reconnu en énergie, Charlez est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la transition énergétique dont « Croissance, énergie, climat. Dépasser la quadrature du cercle » paru en Octobre 2017 aux Editions De Boek supérieur et « L'utopie de la croissance verte. Les lois de la thermodynamique sociale »

paru en octobre 2021 aux Editions JM Laffont. Philippe Charlez enseigne à Science Po, Dauphine, l'INSEAD, Mines Paris Tech, l'ISSEP et le Centre International de Formation Européenne. Il est éditorialiste régulier pour Valeurs Actuelles, Contrepoints, Atlantico, Causeur et Opinion Internationale. Il est l'expert en Questions Energétiques de l'Institut Sapiens. Pour plus d'informations sur l'auteur consultez www.philippecharlez.com et <https://www.youtube.com/energychallenge>



Hugo Duterne

Spécialiste du secteur de l'énergie et des matières premières. Diplômé de Sciences Po Strasbourg et d'un Master en Macroéconomie de la Faculté d'Economie de l'Université de Strasbourg, il a travaillé pour la start-up italienne KiteGen puis pour le fond OFI precious metals spécialisé dans les métaux précieux. Au sein du Shift project il a travaillé sur les risques pesant sur l'approvisionnement pétrolier de l'Europe dans un contexte de déclin probable des capacités de production des pays fournisseurs. Il est également membre de l'association pour l'étude du pic pétrolier ASPO France.

A propos de l'Institut Sapiens

L'Institut Sapiens est un laboratoire d'idées (*think tank*) indépendant et non partisan réfléchissant aux nouvelles conditions d'une prospérité partagée à l'ère numérique. L'humanisme est sa valeur fondamentale. Son objectif est d'éclairer le débat économique et social français et européen par la diffusion de ses idées.

Il fédère un large réseau d'experts issus de tous horizons, universitaires, avocats, chefs d'entreprise, entrepreneurs, hauts fonctionnaires, autour d'adhérents intéressés par les grands débats actuels. Sapiens s'attache à relayer les recherches académiques les plus en pointe.

Les travaux de Sapiens sont structurés autour de *sept observatoires thématiques* : développement durable ; IA et éthique ; science et société ; santé et innovation ; travail, formation et compétences ; politiques, territoire et cohésion sociale ;

innovation économique et sociale.

Sa vocation est triple :

Décrypter — Sapiens aide à la prise de recul face à l'actualité afin d'aider à la compréhension des grandes questions qu'elle pose. L'institut est un centre de réflexion de pointe sur les grands enjeux économiques contemporains.

Décloisonner et faire dialoguer — Sapiens met en relation des mondes professionnels trop souvent séparés : universitaires, membres de la sphère publique, praticiens de l'entreprise ou simples citoyens. L'institut est un carrefour où ils peuvent se rencontrer pour réfléchir et dialoguer.

Se former — Le XXI^e siècle est celui de l'information ; il doit devenir pour l'individu celui du savoir. Les immenses pouvoirs que donnent les technologies appellent un effort nouveau de prise de recul et d'analyse. Grâce à ses publications, événements et rencontres, Sapiens se veut un lieu de progression personnelle pour ceux qui veulent y prendre part.

Pour en savoir plus, visitez notre site internet : institutsapiens.fr



En réponse à l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, l'UE¹ a imposé à la Russie de nombreuses sanctions dont certaines visent à interdire l'importation de certaines commodités énergétiques. Parmi ceux-ci figurent le charbon² (depuis août 2022), le pétrole brut (depuis décembre 2022) et les produits pétroliers raffinés (depuis février 2023). En revanche, les sanctions n'interdisent pas pour l'instant les importations de gaz (par gazoduc ou sous forme de Gaz Naturel Liquéfié). D'où la question cruciale : quel sera l'impact réel de ces mesures sur l'économie russe mais aussi sur l'approvisionnement européen et mondial ? L'embargo risque-t-il de provoquer une nouvelle flambée des prix avec toutes les conséquences économiques et sociétales que cela peut entraîner dans nos sociétés déjà fortement affectées par une inflation galopante ?

L'embargo sur le pétrole brut et les produits pétroliers

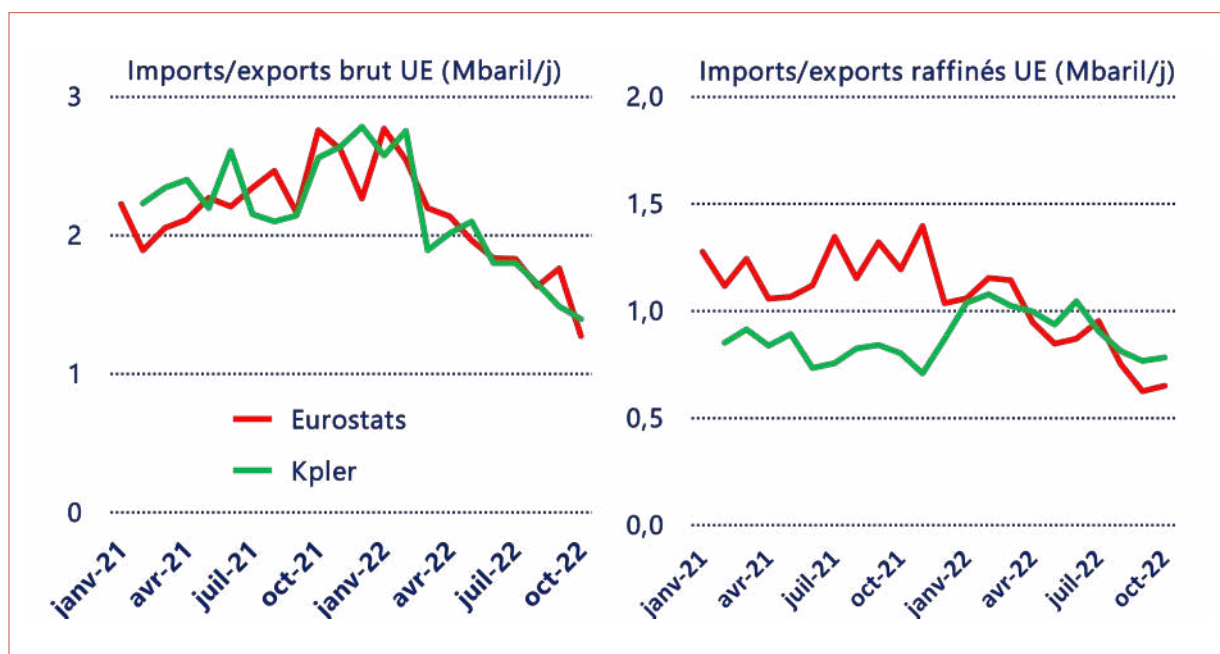
C'est en juin 2022, que le Conseil Européen a décidé d'interdire sous conditions de prix l'importation maritime³ de pétrole brut et de certains produits pétroliers Russes. Les sanctions s'appliquent depuis le 5 décembre 2022 pour le pétrole brut et depuis le 5 février 2023 pour les produits raffinés. Ainsi, depuis décembre 2022, le brut russe ne peut plus être importé par voie maritime à un prix supérieur à 60 dollars et ce indépendamment des prix du marché. Pour les principaux produits raffinés (diesel, kérosène et essence) ce seuil a été fixé à 100 dollars par baril⁴. Pour s'assurer de l'applicabilité des règles, l'UE a interdit aux compagnies maritimes européennes garanties par des assureurs européens de transporter puis de vendre les produits sous embargo à des pays tiers au-dessus des prix imposés.

L'analyse a été réalisée à partir de données tirées d'Eurostats pour les importations européennes et de Kpler⁵ en ce qui concerne les exportations russes. Les données des deux sources ont été confrontées avec succès sur les imports/exports de pétrole brut (**Figure 1 – gauche**). En ce qui concerne les produits raffinés, Eurostats donne des valeurs supérieures par rapport à Kpler en

- 1 <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-overukraine/sanctions-against-russia-explained>
- 2 <https://www.lexpress.fr/monde/europe/embargo-prix-plafonnees-les-mesures-contre-les-produits-petroliers-russes-se-multiplient-WYNQYPOUZJF3NI7ZBAHVURJD7Y/>
- 3 Les sanctions ne couvrent pas les importations par oléoduc dans les États membres de l'UE ne disposant pas d'accès à la mer.
- 4 <https://www.lexpress.fr/monde/europe/embargo-prix-plafonnees-les-mesures-contre-les-produits-petroliers-russes-se-multiplient-WYNQYPOUZJF3NI7ZBAHVURJD7Y/#:~:text=L'accord%20comprend%20un%20prix,des%20bateaux%20des%20pays%20partenaires.>
- 5 <https://www.kpler.com/>

2021 (**Figure 1 – droite**). Cette différence s'explique par le fait que les données Kpler ne s'appliquent qu'aux échanges maritimes alors que les données Eurostats intègrent à la fois les données terrestres et maritimes. Les échanges terrestres de produits raffinés (train et camions) ayant pratiquement cessé depuis le début du conflit ukrainien, expliquent la convergence observée en 2022. Dans la suite de l'exposé les données issues de la base Kpler seront qualifiées de « *maritimes* ».

Figure 1 – Comparaisons des BDD Eurostats et Kpler sur les importations européennes depuis la Russie de pétrole brut (gauche) et de produits raffinés (droite)



Impact sur les importations européennes

L'Union Européenne^{6,7} importe quotidiennement entre 12 et 12,5 millions de barils de pétrole brut et de produits raffinés (**Figure 2 - haut**).

Ce chiffre a légèrement augmenté en 2022 par rapport à l'année 2021 marquée par un second confinement d'envergure dans l'ensemble de l'Union Européenne. Les importations se décomposent en 80% de pétrole brut (incluant LPG et condensats) et 20% de produits raffinés. Le diesel représente lui-même un peu plus du tiers des produits raffinés importés. Si la production européenne de pétrole brut ne représente plus que 2% de sa consommation globale⁸, en revanche le vieux continent continue de raffiner une grande partie de ses importations de pétrole brut⁹.

1 BP statistical review 2022

2 <https://www.iea.org/reports/russian-supplies-to-global-energy-markets/oil-market-and-russian-supply-2>

3 Le Danemark, la Roumanie et l'Italie sont les derniers producteurs européens de pétrole brut

Figure 2 -

Haut - Importations totales de brut et de produits raffinés par l'UE Bas - Importations russes de brut et de produits raffinés par l'UE

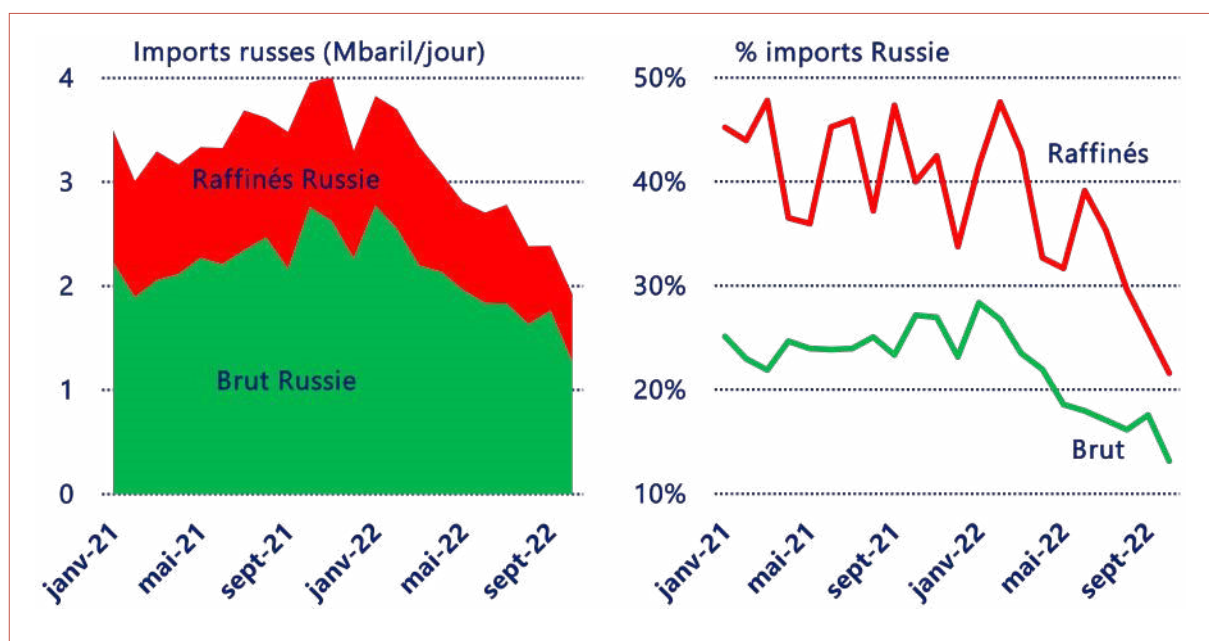
Europe imports annuels (Mbaril/jour)				
Date	Brut	Raffinés	Diesel	Total
2021	9,36	2,87	0,99	12,24
2022	9,97	2,61	0,99	12,59

Europe imports annuels russes (Mbaril/jour)				
Date	Brut	Raffinés	Diesel	Total
2021	2,28	1,19	0,44	3,48
2022	1,99	0,90	0,40	2,89

Source de données : Eurostats

Les importations européennes de pétrole brut et de produits raffinés russes (*Figure 2 – bas*) représentaient en 2021 28% du total des imports (24% du pétrole brut, 41% des produits raffinés et 44% du diesel). Sur les dix premiers mois de 2022, le chiffre est tombé à 23% (20% pour le pétrole brut, 34% pour les produits raffinés et 40% pour le diesel).

Figure 3 – Historique des importations russes par l'UE



Source de données : Eurostats

Cette baisse apparemment modérée sur l'année 2022 s'est toutefois fortement accélérée au cours du second semestre 2022 (*Figure 3*). En octobre, les importations de pétrole brut étaient ainsi

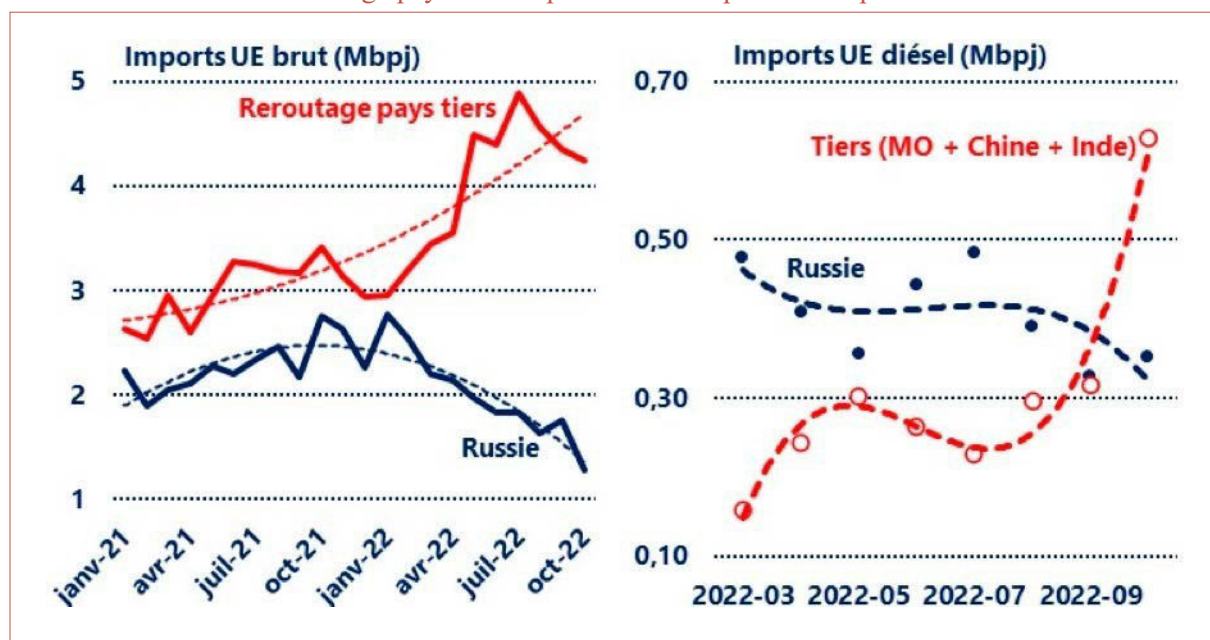
tombées à 13% et celles des produits raffinés à 22%. **Entre octobre 2021 et octobre 2022 l'UE a ainsi réduit de moitié ses importations pétrolières russes.**

La baisse des importations russes se sont déplacées vers un certain nombre de pays tiers. Ainsi, depuis mi 2022, l'Arabie-Saoudite, la Norvège, les Etats-Unis, l'Irak, l'Angola et le Brésil ont compensé les déficits d'importation de brut Russe en plus du demi-million de barils supplémentaires enregistrés sur l'ensemble de l'année 2022 (**Figure 4 - Gauche**). L'Europe n'a donc pas rencontré de difficultés particulières à « *remplir le robinet russe asséché* ». Si le reroutage des produits raffinés n'est pas aussi limpide, on observe clairement au cours du quatrième trimestre 2022 (**Figure 4 – Droite**) une forte hausse des importations de diesel en provenance de Chine, d'Inde et du Moyen Orient.

Figure 4 –

Gauche - Reroutage pays tiers importations européennes de brut

Droite - Reroutage pays tiers importations européennes de produits raffinés



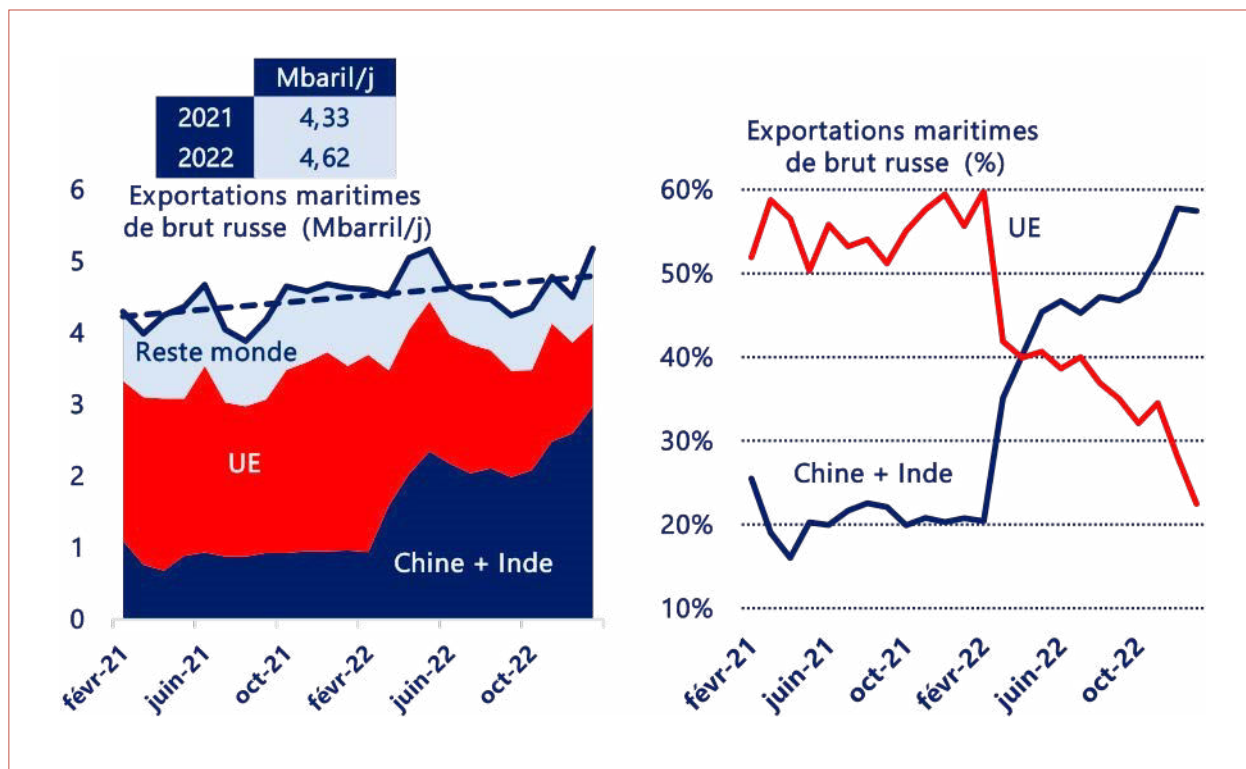
Sources de données : Eurostats

Impact sur les exportations Russes

Malgré la réduction drastique des importations européennes, les exportations de pétrole brut russe n'ont pas pour autant faibli (**Figure 5 - gauche**). Par voie maritime, elles ont même accru de 7% en volume entre 2021 (4,33 Mbaril/jour) et 2022 (4,63 Mbaril/jour). La réduction significative des importations européennes et des autres pays de l'OCDE (Etats-Unis, Canada, Australie) a été largement compensée par un accroissement spectaculaire des importations de brut russe par la Chine et l'Inde. Fin 2022 ces deux pays importaient 60% des exportations de brut russe (contre 20% au début de l'année (**Figure 5 – droite**)).

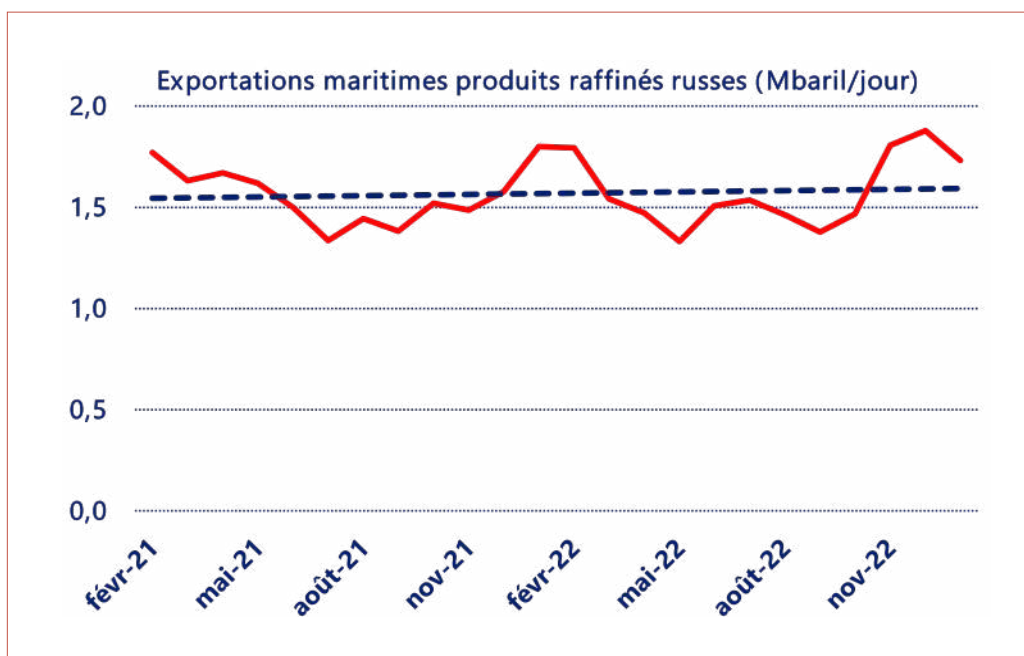
Malgré la baisse significative des importations européennes de produits raffinés (**Figure 3**) les exportations maritimes russes sont restées stables au cours des années 2021 et 2022 (**Figure 6**). Comme pour le pétrole brut, les produits raffinés ont donc été reroutés vers d'autres directions. La multiplicité des produits raffinés ne donne toutefois pas, comme pour le pétrole brut, d'indication claire sur la géographie de ce reroutage.

Figure 5 – Exportations maritimes russes de pétrole brut



Source des données Kpler

Figure 6 – Exportations de produits raffinés russes



Source des données : Kpler

Impact des embargos sur les prix du pétrole brut et des produits raffinés

Au vu des cours actuels du Brent (stable autour de 80\$/baril) et des produits raffinés (légèrement

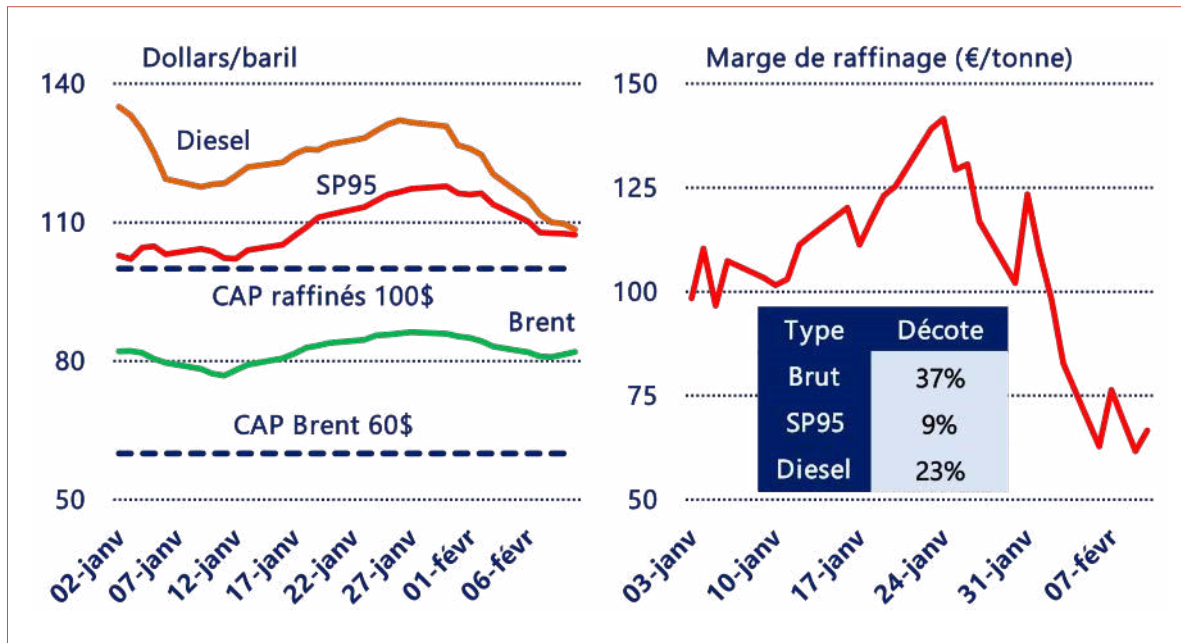
supérieurs à 100\$/baril début février) l’embargo impose aux produits pétroliers russes une décote moyenne de 9% au SP95, de 23% au diésel et de 37% au pétrole brut (**Figure 7**). La baisse des marges de raffinage depuis début février après de fortes tensions en janvier (**Figure 7 - gauche**) démontre toutefois que les marchés ont intégré que l’embargo ne devrait pas affecter la disponibilité des produits. En conséquence, au grand soulagement des Français, les prix à la pompe sont plutôt à la baisse depuis début février¹⁰.

10

<https://www.sudouest.fr/economie/carburants-nouvelle-baisse-des-prix-a-la-pompe-la-semaine-derniere-14052247.php>

Figure 7 – Prix marchés comparés aux CAPs imposés au brut et produits raffinés

Evolution des marges de raffinage depuis début janvier 2023



Source des données : UFIP Energies & Mobilités

Impact des embargos sur l'économie russe

Comme la plupart des pays pétroliers et gaziers, la Russie est une « économie de rente » reposant principalement sur l'extraction de ressources minières (métaux, charbon, pétrole et gaz) et non sur la valeur ajoutée de l'industrie, du commerce et des services¹¹. La rente étant limitée dans le temps et non renouvelable, le principal défi d'une telle économie réside dans sa capacité à transformer suffisamment rapidement ce revenu purement financier en véritables actifs productifs. Or, le temps nécessaire pour mener à maturité de tels projets est souvent plus long que la durée de vie des ressources naturelles. Il en résulte une accumulation de capital non investi négligeant outil industriel et formation, surévaluant la monnaie locale et développant une consommation sophistiquée donnant une vision déformée de la modernité. Ainsi les boutiques de

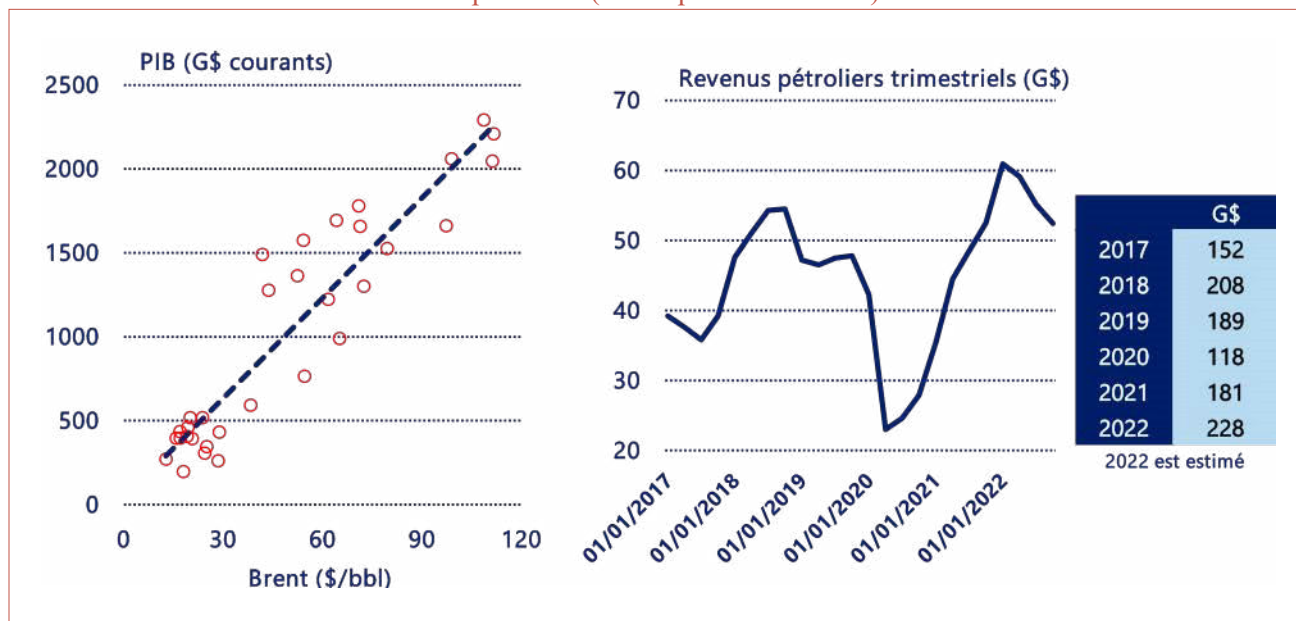
luxue et les hôtels cinq étoiles de Moscou contrastent-ils avec un outil de production souvent obsolète. Au lieu d'une véritable classe d'entrepreneurs émerge une « *bourgeoisie minière* » au clientélisme politique opaque couplé à un degré élevé de corruption. Les états rentiers dédaignent les activités productrices en faveur des profits spéculatifs. Ainsi le PIB de la Russie Poutinienne évolue-t-il au gré des cours de l'or noir (**Figure 8 – gauche**).

11 Abdelkader Sid Ahmed (1987) « Rente pétrolière : quelques problèmes théoriques » Colloque ORSTOM, Paris.

Figure 8 – Impact pétrolier sur l'économie russe

Gauche – PIB en fonction du baril de Brent

Droite – Revenus pétroliers (brut + produits raffinés) trimestriels et annuels



Sources des données : BP Statistical Review 2022, World bank, et Banque de Russie¹²

Les prix élevés du pétrole en 2022 couplés à la facilité de contournement de l'embargo via le sud-est asiatique ont donc logiquement conduit à une augmentation significative des recettes pétrolières russes qui ont doublé par rapport à l'année pandémique 2020 et se sont accrues de près de 25% par rapport à 2021 (**Figure 8 – droite**). Mais, cette vision court terme est un peu l'arbre qui cache la forêt.

Depuis le dernier trimestre 2022, on observe un début de tassement des revenus pétroliers lié à une baisse de production (-500000 baril/j). Là se trouve le principal « *talon d'Achille* » de la Russie. L'industrie extractive russe (pétrole mais aussi gaz) souffrira lourdement au cours des prochaines années de l'assèchement des compétences extraterritoriales précédemment apportée par des Opérateurs et des Compagnies de Services étrangères. Quand on sait que la production de champs existant correctement maintenus et inspectés baisse en moyenne de 4% à 6% par an, une déficience de maintenance couplée à une réduction drastique des investissements dans le développement de nouveaux développements par manque aura à moyen terme un impact considérable sur la production russe qui risque de s'effondrer au cours des prochaines années.

12 https://cbr.ru/eng/statistics/macro_itm/svs/

A de multiples reprises, l'histoire a montré, qu'un pays pétrolier sous embargo technique voyait sa production décliner rapidement. L'Iran de Mossadegh, l'Irak de Saddam Hussein et le

Venezuela de Chavez en ont fait la douloureuse expérience. Plutôt que de vouloir à court terme enfoncer le clou de l' « *embargo pétrolier* », il serait beaucoup plus efficace d'assécher le plus rapidement possible la Russie de toutes compétences et formations extraterritoriales. Il faut toutefois garder à l'esprit qu'avec une production de plus de dix millions de baril par jour, la Russie compte pour 10% d'une consommation mondiale qui continue de croître (la consommation mondiale 2022 a dépassé pour la première fois de l'Histoire le cap des cent millions de barils par jour¹³). D'une réduction trop rapide de la production russe résulteraient d'inexorables tensions sur les marchés avec comme conséquence immédiate une hausse stratosphérique des cours.

Conclusion : Compte tenu de sa transportabilité aisée par mer (tanker) mais aussi par terre (oléoduc, camion, train), un embargo sur le pétrole brut et les produits pétroliers reste facile à contourner à la fois pour le producteur et le consommateur. Ainsi, l'embargo sur le pétrole iranien¹⁴ a-t-il été régulièrement contourné malgré les menaces américaines d'appliquer aux compagnies contrevenantes les règles d'extra-territorialité¹⁵. Les embargos sur le pétrole brut et les produits raffinés russes n'échappent pas à la règle. La baisse drastique des importations européennes et des principaux pays de l'OCDE ont inversé les flux géographiques de volumes globaux restant pratiquement inchangés. Ainsi, le brut russe non importé par l'UE se retrouve principalement en Chine et en Inde tandis que les Européens ont de leur côté accru leurs importations de brut en provenance du Moyen-Orient, d'Afrique et des Etats-Unis. Un jeu de « *chaises musicales* » pour l'instant assez peu pénalisant pour la Russie qui, malgré les rabais qu'elle consent continue d'engranger une rente pétrolière plus que confortable. En ce qui concerne les produits raffinés, l'accroissement soudain des importations indiennes de Diesel posent la question perverse de brut russe raffiné en Inde puis revendu impunément aux européens. Malgré eux, nos concitoyens remplissent quotidiennement leurs voitures avec... « *du pétrole russe remaquillé en diesel indien* ». Au vu des flux de brut il serait donc hautement conseillé d'éviter d'acheter du diesel ou autres produits raffinés en provenance d'Inde et de Chine.

..... Au cours des dernières semaines les prix pétroliers n'ont que peu varié. Le baril de pétrole brut stagne depuis des mois autour de 80\$ tandis que le marché des produits raffinés qui s'était légèrement tendu en janvier semble avoir retrouvé la sérénité depuis début février. S'il s'agit certes d'une bonne nouvelle pour les consommateurs et les entreprises subissant de plein fouet une inflation galopante, cette baisse confirme l'inefficacité des différents embargos. Quand on connaît la sensibilité des cours du brut à la moindre annonce de pénurie, si le pétrole russe n'avait pas trouvé preneur, le manque à produire se serait inexorablement traduit par une flambée des prix à la pompe.

En revanche, la sortie de Russie de presque tous les grands acteurs pétroliers (compagnies opératrices mais surtout compagnies de service) va inexorablement se traduire sur le moyen terme par une baisse structurelle de la production russe faute d'investissements mais surtout de compétences techniques. C'est sur cet embargo de compétences que se situe le principal « *talon d'Achille* » de la Russie. Extrêmement efficace à moyen terme il risque toutefois d'assécher un marché pétrolier toujours aujourd'hui en forte croissance.

- 1<https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/comment-liran-exporte-son-petrole-malgre-les-sanctions-americaaines-1780113>
2<https://www.lafinancepourtous.com/2019/04/30/liran-victime-de-lextraterritorialite-americaine/>

▲ RETOUR ▲

Plège temporel

Tim Watkins 24 mars 2023

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is breaking... Are you prepared?



Le physicien **Albert Bartlett** a affirmé que la plus grande faiblesse de l'humanité était son incapacité à comprendre la fonction exponentielle. Si c'est le cas, notre incapacité à traiter le temps doit être notre deuxième plus grande faiblesse. Comme je l'ai écrit dans mon livre, *The Consciousness of Sheep* (La conscience des moutons) :

"L'écrasante majorité d'entre nous est complètement déconnectée de son futur. Nous comprenons, à un niveau cognitif, que nous deviendrons dans le futur une personne différente de celle que nous sommes aujourd'hui. Mais nous avons du mal à comprendre que ces personnes que nous allons devenir sont en fait nous-mêmes. S'ils sont malades, nous devons éprouver leur douleur. S'ils sont pauvres, nous devons faire l'expérience de leur pauvreté. S'ils sont obèses, nous devons lutter pour respirer en traînant leur excès de poids..."

"Ceci... met en évidence une raison essentielle pour laquelle tant de gens restent coincés dans des situations désagréables, simplement parce qu'ils ne veulent pas faire d'efforts pour changer les choses. Encore une fois, nous comprenons tous cela à un niveau cognitif. Par exemple, nous savons qu'une personne qui occupe un emploi mal rémunéré et/ou stressant ferait mieux de suivre des cours du soir ou un enseignement à distance plutôt que d'aller au pub pour essayer de se détendre. Pourtant, l'éducation des adultes peine à recruter des étudiants alors que les pubs sont remplis de gens qui se plaignent de leur emploi !

"Pour la plupart d'entre nous, notre futur moi est un parfait inconnu. En effet, nous nous préoccupons souvent davantage de nos amis et parents actuels que de notre futur moi. Et si notre futur moi est un étranger, est-il surprenant que nous ne lui apportions pas plus de soutien qu'à un étranger aujourd'hui ? Ce n'est pas que nous leur voulions du mal. Mais - soyons honnêtes - combien d'entre nous renonceraient aujourd'hui à une petite boîte de chocolat pour que quelqu'un d'autre puisse en avoir une grande la semaine prochaine ?

"Bien sûr, nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés sont bien plus importants que la question de savoir qui reçoit les chocolats. Un adulte ne s'éduquera pas pour qu'un étranger puisse obtenir un meilleur emploi. Un ivrogne ne refusera pas un verre pour qu'un étranger n'ait pas la gueule de bois. Un fumeur ne refusera pas une cigarette pour que quelqu'un d'autre ne soit pas atteint d'un cancer. Et aucun d'entre nous ne laissera sa voiture à la maison ou ne refusera des vacances à l'étranger pour que des étrangers n'aient pas à faire face à l'effondrement de l'économie et au changement climatique".

En bref, si nous sommes capables de comprendre les causes et les effets immédiats, nous sommes presque tous incapables de traiter mentalement les circonstances dans lesquelles une action immédiate n'a qu'un effet à plus long terme. C'est l'une des raisons pour lesquelles, par exemple, les rovers martiens sont autonomes et ne sont pas pilotés par des humains sur Terre : le délai (entre 5 et 20 minutes) qui s'écoule entre l'émission de l'instruction et sa réception par le rover représente un trop grand risque d'accident... et le pilotage d'un rover martien est simple par rapport aux nombreux autres processus à retardement auxquels nous devons faire face.

Le problème n'est pas non plus uniquement lié au retour d'information. L'incapacité de l'humanité à gérer le temps s'explique en grande partie par notre tendance à ne pas tenir compte de l'avenir. À l'instar de la vieille blague sur l'homme qui saute d'un grand immeuble et qui s'entend dire "100 étages plus bas *jusqu'à présent et aucun effet néfaste*", nous partons trop facilement du principe que l'avenir sera identique au passé. Cependant, ignorer la possibilité que les choses tournent mal est rarement une bonne chose. Tenter d'équilibrer l'inflation et la stabilité économique à l'aide des taux d'intérêt, par exemple, a été décrit comme une tentative de soulever une brique en tirant sur un élastique. Vous tirez, tirez, tirez, et tout ce qui semble se produire, c'est que l'élastique s'étire. Vous vous réconfortez donc en pensant que vous pouvez continuer à tirer. Mais une dernière fois, la brique s'envole et vous frappe en plein visage !

Les taux d'intérêt - le marteau de Maslow que les banques centrales utilisent pour (ne pas) réguler les prix - ont bien sûr été beaucoup plus élevés qu'ils ne le sont aujourd'hui. **Mais jamais, dans l'histoire moderne, ils n'ont augmenté aussi rapidement.** C'est la raison pour laquelle ils risquent à la fois le retour d'information et les menaces futures actualisées.

Il faut savoir que pas moins de 15 % des entreprises cotées en bourse dans l'OCDE sont ce que l'on appelle des "*entreprises zombies*", c'est-à-dire des entreprises qui ont pu honorer leurs dettes (à des taux d'intérêt historiquement bas) mais qui n'ont pas les moyens de les rembourser. Les banques n'ayant aucune envie d'apprendre à gérer des entreprises - ni d'ailleurs à vendre des maisons ou des voitures - elles se sont contentées de profiter de la faiblesse des taux d'intérêt entre 2008 et 2021 pour refinancer les dettes en cours dans l'espoir que les entreprises concernées retrouvent un jour la voie de la rentabilité. En attendant, puisque les entreprises étaient en mesure de payer les intérêts et que ceux-ci pouvaient être revendus en tant que produits dérivés, les banques pouvaient jouer au jeu du "extend and pretend" (étendre et prétendre). **Et tant que les gouvernements ne faisaient rien de vraiment stupide, comme de bloquer leurs économies <covid> ou de déclencher une guerre économique avec l'un des seuls États encore riches en ressources de la planète <la Russie>, le système aurait pu perdurer longtemps.**

Les blocages ont détruit les chaînes d'approvisionnement en flux tendu qui avaient permis de contenir les prix pendant une génération. Ensuite, des sanctions autodestructrices sur des produits essentiels comme le pétrole et le gaz, les engrais et même les denrées alimentaires ont provoqué une spirale de hausse des prix des produits de base dans le monde entier. Le problème a été aggravé par l'impact à court terme des dépenses publiques excessives pendant la pandémie. Lorsque les économies ont commencé à s'ouvrir à nouveau, un nombre suffisant de personnes avaient épargné juste assez d'indemnités de congés et de chèques de relance pour alimenter le choc du côté de l'offre et produire une flambée inflationniste.

Paradoxalement, la brève frénésie de dépenses qui a suivi le blocage a incité les entreprises - y compris les

entreprises zombies - à agir comme s'il s'agissait du début d'un nouveau boom économique. Les consommateurs se sont mis à dépenser sans compter, les détaillants ont doublé ou triplé leurs stocks et les fabricants ont cherché désespérément des travailleurs pour combler les postes vacants créés par le bond soudain de la demande... puis tout s'est inversé.

Les banques centrales ont finalement été incitées à agir lorsqu'il est apparu clairement que les hausses de prix n'allaient pas disparaître. Mais à ce stade, la plupart des consommateurs avaient épuisé leurs économies refoulées et étaient revenus à des habitudes de dépenses plus limitées. L'inflation monétaire avait pratiquement disparu de l'économie, mais l'impact des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires continuait d'empêcher la désinflation, c'est-à-dire une baisse du taux d'augmentation des prix. Dans de telles circonstances, **les hausses de taux d'intérêt ne résolvent en rien le problème et ne font souvent que l'aggraver...** en particulier pour les milliers d'entreprises zombies qui s'en sortaient à peine.

Au second semestre 2022, quelque chose avait changé. Mais ce qui a changé, ce sont des éléments qui ne sont pas pris en compte dans les modèles utilisés par les banques centrales. En effet, les modèles des banques centrales sont basés sur des indicateurs dits "rétrospectifs" tels que le PIB et l'emploi - des données qui nous disent ce que l'économie faisait il y a trois mois. Les changements qualitatifs dans le comportement des consommateurs, par exemple, tels que ceux enregistrés dans les panels de citoyens de la Banque d'Angleterre, ne sont pris en compte que lorsqu'ils se manifestent dans les ventes au détail et les données du PIB, au lieu d'être utilisés comme un signal d'alerte précoce. Il en va de même pour les annonces de milliers de fermetures de points de vente et de dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans le secteur technologique, qui ne seront prises en compte dans le modèle de la banque centrale que dans plusieurs mois, lorsque leurs effets seront visibles dans les chiffres du PIB et de l'emploi.

Entre-temps, les grandes sociétés bancaires et financières ont également modifié radicalement leur comportement. Dans le sillage des lockdowns, et plus encore dans le sillage de la guerre économique, les grandes institutions ont généré une pénurie mondiale de dollars, conséquence d'une course à la sécurité qui s'est accélérée.

L'un des derniers mythes sur la monnaie est l'idée de la réserve bancaire - la croyance qu'il doit y avoir un jeton, une réserve de la banque centrale ou un morceau de métal précieux, contre lequel les banques multiplient leurs prêts. La réalité - qui sera mieux connue lorsque la crise à venir sera terminée - est que la seule limite aux prêts bancaires dans le système des eurodollars est le risque de contrepartie perçu. En d'autres termes, tant qu'une banque internationale estime que l'entreprise ou le pays qui demande un prêt est prêt à le rembourser, elle peut créer autant de dollars qu'elle le souhaite... en toute indépendance du Trésor américain ou de la Réserve fédérale.

En 2022, les grandes multinationales bancaires et financières avaient radicalement modifié leur perception du risque de contrepartie. Cela s'explique en partie par l'absence d'investissements pendant la période de verrouillage, en partie par l'impact de la rupture des chaînes d'approvisionnement et l'augmentation du coût des produits de base, et en partie par l'impact probable de la politique des États et des banques centrales. Quoi qu'il en soit, elles ont commencé à resserrer leurs normes de prêt, tout en cherchant à se constituer une réserve de liquidités sûre dans leurs propres livres comptables. En pratique, ils ont cessé de refinancer les dettes des ménages, des entreprises et même des pays zombies, tout en achetant toutes les dettes publiques "sûres" qu'ils pouvaient trouver - en théorie, les gouvernements ne peuvent pas faire faillite parce qu'ils peuvent toujours arnaquer leurs contribuables pour obtenir plus de monnaie. En théorie, les gouvernements ne peuvent pas faire faillite parce qu'ils peuvent toujours arnaquer leurs contribuables pour obtenir plus de monnaie.

Le signal en retour du changement collectif de comportement des institutions financières multinationales est ce que l'on appelle une "*inversion de la courbe des rendements*", l'un des indicateurs les plus précis, d'un point de vue historique, d'un ralentissement économique à court terme. Une inversion de la courbe de rendement se produit parce que les sociétés financières internationales sont prêtes à prêter à long terme au gouvernement à un

taux d'intérêt inférieur à celui qu'elles pourraient obtenir en plaçant simplement leur argent à la banque centrale pendant la nuit. Elles ne le font que lorsque leurs données - qui sont beaucoup plus précises que celles utilisées par les gouvernements et les banques centrales - indiquent un affaiblissement de l'économie.

Dans une certaine mesure, il s'agit d'une prophétie qui se réalise d'elle-même, puisque la principale conséquence du changement de comportement institutionnel est de retirer des devises de l'économie réelle. En d'autres termes, les ménages et les entreprises zombies qui assuraient le service de leurs dettes ne sont plus en mesure de le faire - du moins, pas à un taux d'intérêt qu'ils peuvent se permettre... un processus qui n'est pas facilité par le fait que les banques centrales augmentent les taux d'intérêt au rythme le plus rapide de l'histoire. L'analyste Stephanie Pomboy utilise l'analogie de devoir boire un gallon d'eau pour expliquer pourquoi la vitesse des hausses de taux est plus importante que le niveau qu'elles atteignent. Si vous devez boire un gallon d'eau et que vous avez un mois pour le faire, ce sera facile. Mais si quelqu'un vous oblige à boire un gallon d'eau en moins d'une minute, vous allez vous noyer.

Les hausses rapides des taux d'intérêt alimentent la conflagration économique à venir, comme l'explique Walter Frick de la Harvard Business Review :

"L'économie actuelle est une mauvaise nouvelle pour les entreprises zombies. La hausse des taux d'intérêt les met sous pression, et ce pour plusieurs raisons : Les taux d'intérêt plus élevés réduisent la demande dans l'économie, ce qui signifie moins de revenus pour de nombreuses entreprises, ce qui à son tour signifie encore moins de liquidités pour rembourser la dette. Ils rendent plus difficile la recherche de nouveaux financements, car les entreprises qui n'ont pas pu couvrir leurs paiements d'intérêts à des taux plus bas seront encore plus en retard si elles empruntent à des taux plus élevés. Lorsque les taux d'intérêt augmentent, les investisseurs et les banques ont moins d'intérêt à prêter aux zombies, car des taux plus élevés signifient qu'ils ont des options meilleures et plus sûres.

"Ainsi, la hausse des taux poussera probablement davantage d'entreprises zombies à la faillite... Et elle poussera davantage d'entreprises saines vers le statut de zombie : Les entreprises qui pouvaient couvrir leurs paiements d'intérêts risquent de ne plus pouvoir le faire si elles doivent emprunter à des taux plus élevés".

C'est ce que l'analyste **Jeff Snider** appelle le **"piège de 2008"**. Lorsqu'il s'agit de hausses de taux d'intérêt, il faut parfois des mois pour que les effets se fassent sentir. Par conséquent, si l'on considère les données relatives à l'emploi et au PIB - qui, rappelons-le, nous renseignent sur la situation passée de l'économie et non sur sa situation future -, le tableau semble beaucoup plus positif qu'il ne devrait l'être. Par conséquent, les économistes et les banquiers centraux commencent à parler d'"atterrissage en douceur", voire d'absence d'atterrissage, au moment même où les courbes de rendement inversées - synchronisées dans les économies occidentales pour la première fois dans l'histoire - annoncent la mère de toutes les récessions économiques dans quelques semaines seulement.

Le piège de 2008, en bref, est que les banquiers centraux croient encore qu'ils ont le temps - que les taux d'emploi et d'inoccupation élevés constituent un tampon qui leur permet de continuer à augmenter les taux. Cependant, comme nous l'avons vu en 2008, lorsque les ménages et les entreprises ont fait faillite, il était trop tard pour empêcher un effondrement systémique dont nous ne nous sommes jamais vraiment remis. Cette semaine, alors même que les premières banques commençaient à s'effondrer, les banquiers centraux ont décidé qu'il y avait encore de la place pour d'autres hausses de taux. Le marché de la dette publique dit le contraire. Comme l'a prévenu M. Pomboy mercredi :

"Je pense que nous allons assister à des baisses de taux beaucoup plus rapides que ce à quoi le marché s'attendait jusqu'à présent... Honnêtement, ce à quoi nous assistons ici n'est pas seulement le problème du secteur bancaire. La bulle de tout ce qui existe a maintenant éclaté, et cela va frapper, pour citer le film, tout ce qui existe partout en même temps".

Sur une échelle de temps beaucoup plus longue, nous vivons depuis plus d'un demi-siècle un fossé croissant entre la valeur nominale des créances sur l'économie et la valeur réelle de l'économie elle-même. Chaque fois qu'elle a failli, la "solution" a consisté à injecter encore plus de dettes dans le système. Mais en 2008, nous avons atteint le "pic d'endettement", qui est en réalité le pic des ressources, puisqu'il n'y a plus assez d'énergie et de ressources excédentaires pour développer davantage l'économie réelle. Ainsi, l'échéance que les États et les banquiers ont repoussée pendant des décennies - en bref, l'éclatement de la "bulle du tout" - est proche.

Il se pourrait que la seule question qui reste à résoudre soit de savoir quelle proportion de ce qui était considéré comme "*trop gros pour faire faillite*" la dernière fois s'avérera "*trop gros pour être sauvé*" cette fois-ci.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Fin des voitures thermiques en 2035 : l'Allemagne fait plier l'Europe

par [Charles Sannat](#) | 23 Mars 2023



Cette histoire de fin des voitures thermiques en 2035 n'en finit toujours pas !

Et il semblerait que l'Allemagne commence à faire plier l'Europe puisque l'Europe autorisera finalement la vente de véhicules thermiques après 2035 s'ils fonctionnent exclusivement avec des e-carburants (e-Fuels) neutres en émissions carbonnées.

« L'Allemagne, l'Italie et d'autres pays insistaient pour que les véhicules thermiques roulant au e-Fuel soient exemptés de la mesure.

Aucun autre carburant que les e-carburants ne doit toutefois pouvoir être compatible avec ces véhicules après 2035.

Après de longs débats sur la fin des voitures thermiques en 2035, et la volte-face de certains pays dont l'Allemagne, la Commission européenne semble avoir enfin trouvé une solution pour apaiser les tensions entre les pays membres. Selon un texte récemment consulté par plusieurs médias, la Commission accepte d'ajouter un amendement permettant la vente de voitures à moteur à combustion interne (ICE) après 2035, à condition que les véhicules en question fonctionnent exclusivement avec des e-carburants neutres en CO2.

L'Allemagne tentait d'imposer par tous les moyens cette mesure depuis des semaines. D'autres pays comme l'Italie, la République tchèque et la Pologne se sont joints aux soutiens de la position allemande. La Commission européenne a donc préféré plier, et accepte de soumettre au vote une proposition modifiée qui inclut cette exemption. Les pourparlers entre les différentes parties sont toujours en cours ».

Pour le moment c'est un texte encore en projet qui n'a pas été adopté et **rien ne dit que l'Allemagne va**

définitivement accepter la destruction de son immense industrie automobile.

En effet, il est très peu probable à ce stade, que nous soyons capables et en mesure en 10 ans de changer dans un rapport de 1 pour 1 tout le thermique pour le tout électrique. Non seulement il se pose les problèmes d'approvisionnement et d'extraction des ressources naturelles nécessaires, mais en plus il faut considérablement augmenter les capacités de production électriques européennes. Sans nucléaire et sans gaz russe, cela va être très difficile.

On ne fera pas rouler des dizaines de millions de véhicules avec des éoliennes.

D'où cette idée des « e-carburants », mais là aussi ce n'est pas si simple car il faut toujours à ce stade, beaucoup d'énergie pour produire ces carburants de synthèse, qui du coup coûtent chers.

Bon, en fait soyons clair.

Les propriétaires des grosses bêtes et des belles mercos, auront toujours les moyens de se payer du e-fuel.

Le gueux, lui, pédalera, trotinera, vélotera ou marchera.

L'industrie allemande reste profondément haut de gamme et elle pourrait bien s'en sortir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pourquoi nous ne pouvons pas nous contenter de le faire : la vérité sur notre incapacité à réduire les émissions de carbone

Par Richard Heinberg, initialement publié par Resilience.org 23 mars 2023

resilience



Nous savons tous ce qu'il faut faire : réduire les émissions de carbone. Mais jusqu'à présent, nous, membres de l'humanité globale, n'avons pas été capables d'inverser la tendance. Le dernier rapport du GIEC montre que les émissions de carbone continuent d'augmenter, malgré toutes les promesses et tous les efforts déployés au cours des dernières décennies. Le rapport nous indique qu'il n'existe qu'une voie étroite (qui se rétrécit rapidement) pour éviter une catastrophe climatique. Cette voie exige que nous réduisions les émissions de 50 % d'ici à 2030 et que nous parvenions à des émissions nettes nulles d'ici à 2050. Jusqu'à présent, nous allons dans la direction opposée.

Pourquoi est-ce si difficile ? Parce que cela demande des sacrifices. Pourquoi cela nécessiterait-il des sacrifices ? Voyons la logique :

1. Pour réduire les émissions, il faut réduire l'extraction et la combustion des combustibles fossiles. Or, à l'heure actuelle, 85 % de notre énergie provient des combustibles fossiles, et l'énergie est ce qui permet à l'économie de fonctionner et de se développer.
2. Le remplacement des combustibles fossiles par des sources d'énergie à faibles émissions, telles que le solaire et l'éolien, nous fournirait toujours de l'énergie, mais il faut actuellement de l'énergie fossile pour construire des panneaux solaires, des éoliennes, des batteries et toutes les autres infrastructures électriques dont nous aurions besoin pour remplacer l'infrastructure basée sur les combustibles fossiles dont nous disposons aujourd'hui.
3. Les sources d'énergie renouvelables nécessitent un investissement énergétique initial pour la construction ; elles s'amortissent énergétiquement sur une période de plusieurs années. Par conséquent, une transition rapide nécessite une augmentation de la consommation d'énergie à court terme. Et, au moins dans les premiers temps, la majeure partie de cette énergie devra provenir de combustibles fossiles, car ce sont les sources d'énergie dont nous disposons actuellement.
4. Encore une fois, le seul moyen de réduire les émissions de manière fiable est de réduire directement et immédiatement l'extraction et la combustion des combustibles fossiles. Comme nous l'avons vu au cours des dernières décennies, attendre que les énergies renouvelables remplacent les combustibles fossiles est trop lent. Les émissions mondiales ont augmenté l'année dernière malgré une croissance record de près de 10 % des énergies renouvelables.
5. Par conséquent, si la transition énergétique nécessite davantage d'énergie fossile, mais que nous devons extraire moins de charbon, de pétrole et de gaz, cela signifie que, au moins au cours des deux prochaines décennies, il y aura beaucoup moins de combustibles disponibles pour les usages non liés à la transition, c'est-à-dire pour le transport, la fabrication et la production alimentaire, qui sont les piliers de l'économie.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous contenter d'agir. C'est pourquoi, lorsque les gouvernements en arrivent à des points de décision tels que l'approbation ou le refus de permis de forage pétrolier en Alaska, la décision va souvent dans le sens d'une augmentation de l'extraction d'énergie fossile.

(D'ailleurs, la couverture médiatique de l'approbation récente du projet pétrolier Willow par Joe Biden n'a pas tenu compte du fait que cette approbation avait probablement beaucoup à voir avec la baisse du volume de pétrole circulant dans l'oléoduc Alyeska qui achemine le pétrole vers les États de la côte ouest ; si le volume de pétrole diminue encore davantage en raison de l'épuisement des anciens gisements, l'oléoduc pourrait geler en hiver et devenir inutile, privant ainsi ces États bleus d'un demi-million de barils de brut par jour, qu'il serait difficile de remplacer).

L'impasse dans laquelle nous nous trouvons collectivement pour lutter contre le changement climatique n'est pas seulement le fait de dirigeants pétroliers avides. Les décideurs politiques veulent éviter toute décision qui entraînerait des difficultés économiques. Ils se contentent donc de maintenir le statu quo, ce qui a pour effet de rétrécir encore davantage la voie à suivre pour éviter la catastrophe climatique.

Dans le même temps, nos réserves de combustibles fossiles continuent de s'épuiser, ce qui nous laisse moins de marge de manœuvre pour construire un système énergétique destiné à remplacer le système actuel, qui repose sur le charbon, le pétrole et le gaz.

Les décideurs politiques peuvent trouver cela impensable, car ils ont bâti leur carrière sur l'hypothèse que l'économie doit toujours croître et que les gens doivent toujours se voir offrir la possibilité de consommer davantage. Pourtant, tant que le débat public ne s'orientera pas vers la gestion de la décroissance et du rationnement de l'énergie, rien ne se passera pour éviter l'enfer climatique.

C'est dommage pour deux raisons. Tout d'abord, cela condamne les générations actuelles et futures à des conditions météorologiques extrêmes et à toutes les souffrances associées à des conditions plus chaudes et moins stables. Deuxièmement, elle exclut la possibilité d'une descente énergétique dans laquelle les difficultés seraient équitablement partagées et qui offrirait la possibilité d'apprendre à mieux vivre avec moins. Et ces possibilités pourraient être nombreuses si seulement nous les recherchions.

Nous sommes à un point de crise. Un sacrifice est nécessaire. Seule une vache sacrée fera l'affaire. La croissance économique est la vache la plus sacrée de notre société. Et devinez quoi ? La vache est de toute façon malade.

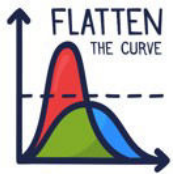
▲ RETOUR ▲

.Le pire modèle de l'histoire : Comment la courbe n'a pas été aplatie

Ugo Bardi Dimanche 26 mars 2023

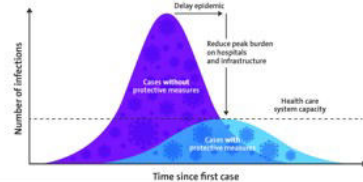
The Seneca Effect

*Les croissances sont lentes,
mais le chemin de la ruine est rapide*

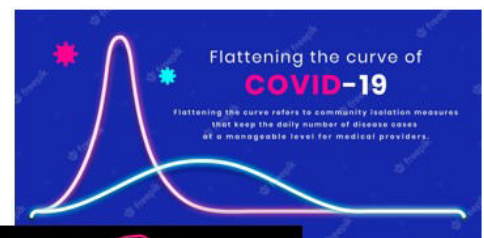
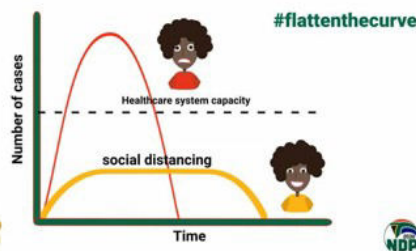
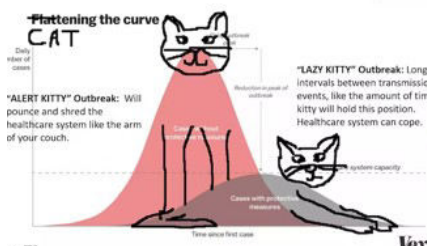
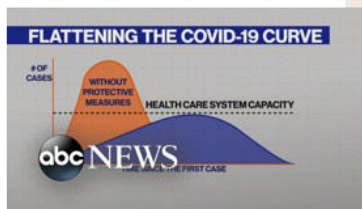
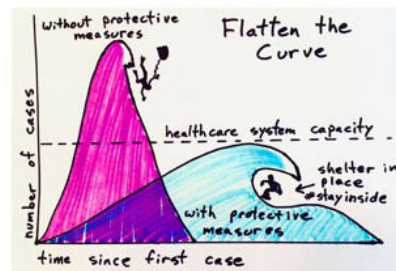
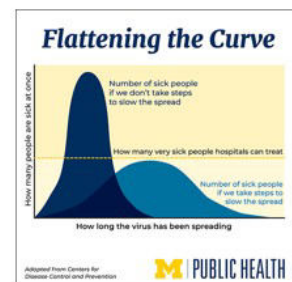
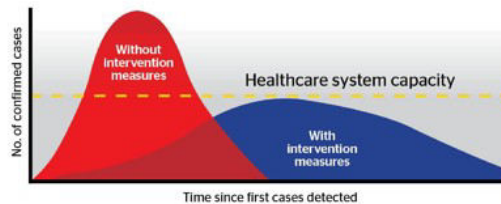


Crushing COVID-19

How protective measures can lower cases now and lessen the impact of the pandemic.



#FlattenTheCurve



L'expression "aplatir la courbe" a connu un succès incroyable au début de l'épidémie de Covid. Malheureusement, il reposait sur un modèle que l'on peut qualifier de pire modèle jamais proposé dans l'histoire (ou peut-être le deuxième pire, après celui qui a assuré à Napoléon que l'invasion de la Russie en

hiver était une bonne idée). J'explique ici pourquoi ce modèle était si mauvais, et j'aborde également la question de savoir si les modèles de changement climatique pourraient souffrir des mêmes problèmes.

Vous avez peut-être entendu la citation suivante : "Tous les modèles sont faux, mais certains peuvent être utiles". C'est vrai. Mais il est également vrai que les modèles erronés peuvent être trompeurs et que certains peuvent être mortels. Dans l'histoire, certains de ces modèles mortels ont été entièrement crus ("envahissons la Russie, qu'est-ce qui pourrait mal tourner ?), tandis que les conséquences mortelles de certains modèles actuels ne sont pas encore comprises par tout le monde ("la croissance économique peut continuer éternellement, pourquoi pas ?"). D'autres modèles nous informent des conséquences mortelles qu'il y aurait à ne pas les suivre ; c'est le cas des modèles climatiques. Il existe de nombreux types de modèles, mais on ne peut nier qu'ils jouent un rôle important dans la détermination des actions humaines.

Dans ce billet, je parlerai du modèle qui a donné naissance au concept d'"**aplatissement de la courbe**" au début de l'épidémie de Covid-19. Il reposait sur l'idée que des "**mesures non pharmaceutiques**" (MNP) permettraient de ralentir la diffusion du virus et d'éviter de surcharger le système de soins de santé. Il s'agissait d'un de ces modèles qui semblaient bons au départ, mais qui se sont avérés **désastreux**. Cela nous donne l'occasion, entre autres, de procéder à un examen critique des **modèles climatiques** : pourraient-ils souffrir des mêmes problèmes ?

En ce qui concerne l'histoire de l'"**aplatissement de la courbe**", l'idée de ralentir la diffusion d'une infection virale n'était pas fautive en soi. Pendant des millénaires, les gens ont remarqué que de nombreuses maladies se transmettaient d'une personne à l'autre et que le fait de s'éloigner des personnes malades pouvait réduire les risques d'infection. Mais le confinement à l'échelle d'un pays, le masquage universel et d'autres mesures de ce type n'avaient jamais été expérimentés auparavant. Comment savoir s'ils pouvaient avoir un effet significatif ?

En fait, avant la grande peur du Covid, l'opinion générale parmi les praticiens et les experts était que les quarantaines et autres mesures drastiques étaient contre-productives, voire complètement inutiles. Puis, au début de l'année 2020, un nouveau concept a fait irruption sur la scène et a pris d'assaut la mémosphère : "**Aplatir la courbe**". Il s'est exprimé sous la forme d'un graphique qui est apparu à maintes reprises dans les médias sous des formes légèrement différentes, mais toujours en reprenant le même concept. Voici un exemple parmi tant d'autres.

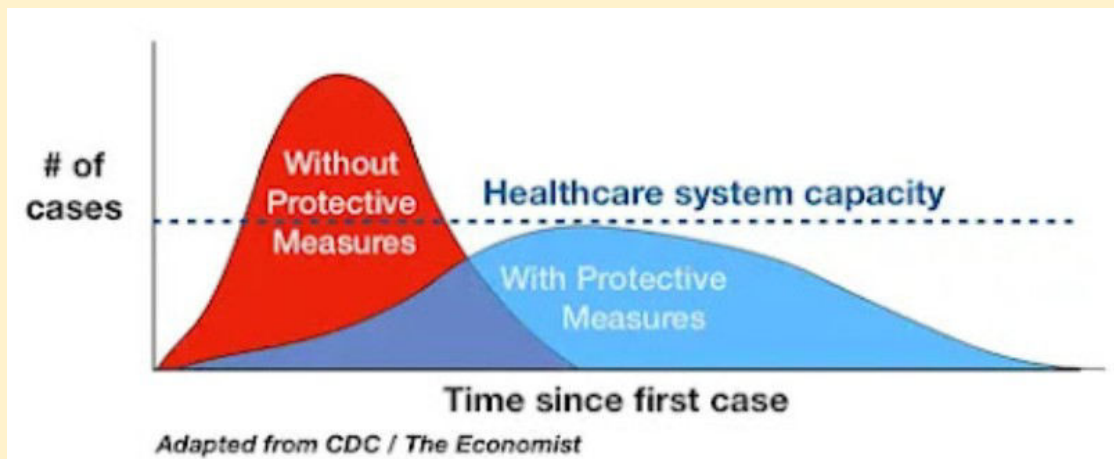


Image tirée du "New York Times", 2020

L'idée semblait bonne à première vue, mais, comme toujours, le diable se cache dans les détails. Commençons par noter que le modèle est basé sur la forme typique des courbes décrivant un cycle épidémique. Celui-ci se produit lorsque quelque chose se développe (par exemple un virus) en exploitant une ressource (par exemple des êtres humains). Si la ressource est limitée, comme c'est le cas pour le nombre de personnes pouvant être infectées, la croissance de l'infection commencera à ralentir, atteindra un maximum, puis diminuera. Il en résultera une courbe en forme de cloche, *un comportement connu depuis l'époque de la grande peste de Londres*

au milieu du 17^e siècle. (Il convient de noter que les courbes épidémiques ne présentent généralement pas "l'effet Sénèque", c'est-à-dire un déclin plus rapide que la croissance. Cela s'explique par le fait que le système est relativement simple et que les virus ne sont pas affectés par la "pollution").

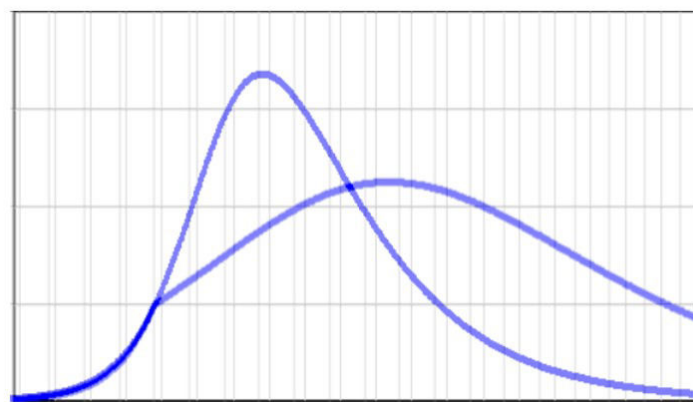
Le modèle d'"aplatissement de la courbe" était donc basé sur quelque chose de réel, mais il présentait néanmoins d'énormes problèmes. Examinez attentivement la figure ci-dessus. **Le modèle implique pas moins de deux miracles distincts.** Le premier est que le "zéro" de l'axe des x est censé coïncider avec le "premier cas". Cela implique que, par miracle, le gouvernement serait assez clairvoyant pour décider de verrouiller tout un pays sur la base d'un seul cas observé, ou de quelques-uns seulement. Un tel gouvernement n'a jamais existé, et vous pouvez affirmer qu'il ne peut pas exister dans le monde réel. Dans la pratique, les NPI n'ont été imposés que lorsque l'épidémie était déjà bien avancée et se développait rapidement. Notez également que la courbe des "mesures de protection" touche exactement la limite de la capacité du système de soins de santé, sans la dépasser. La façon dont les mesures ont pu être calibrées avec une telle précision est un autre miracle.

La nécessité de deux miracles est déjà un problème pour un modèle unique, mais il y a un problème bien plus grave : le modèle présente deux courbes ayant la même forme ; elles ne diffèrent que par l'échelle, un paramètre qui ne peut pas être déterminé de manière fiable dans les premières phases d'un cycle épidémique. Alors, bien sûr, dans la réalité, l'épidémie ne suivra qu'une seule des deux courbes, et comment savoir laquelle ? En d'autres termes, comment savoir si les mesures ont un effet ? Il est remarquable que cette question n'ait presque jamais été posée publiquement pendant l'épidémie. Le modèle d'"aplatissement de la courbe" est rapidement devenu une question politique et, **en politique, il y a des questions que l'on n'a pas le droit de poser.**

Permettez-moi donc de sortir de la politique et d'utiliser la science pour poser une question interdite : comment la courbe réagirait-elle aux "mesures" appliquées alors qu'elle a déjà commencé à croître ? Tout le monde s'attendait à un effet, bien sûr, et, évidemment, à un effet fort si cela devait en valoir la peine. Tomas Pueyo a utilisé à juste titre l'expression "le marteau" pour décrire les effets attendus des NPI (l'une des rares observations correctes qu'il ait jamais faites). Et si vous frappez quelque chose avec un marteau, vous vous attendez effectivement à un effet immédiat. Mais quel type d'effet exactement ?

Dans un article précédent, j'ai décrit un modèle épidémique simple SIR (sane, infected, removed), qui n'est pas un modèle sophistiqué mais qui se situe plusieurs échelons plus haut sur l'échelle scientifique qu'un diagramme à deux courbes purement qualitatif. Le modèle peut être facilement modifié pour montrer les effets d'une réduction soudaine du facteur de transmission (R_t) de l'infection à la suite de l'introduction de NPI (notez qu'il ne s'applique pas aux vaccins, qui ne peuvent être introduits que progressivement). Vous trouverez ci-dessous un résultat typique de mes calculs.

SIR model calculated effect of the measures: R_t reduced of 50%



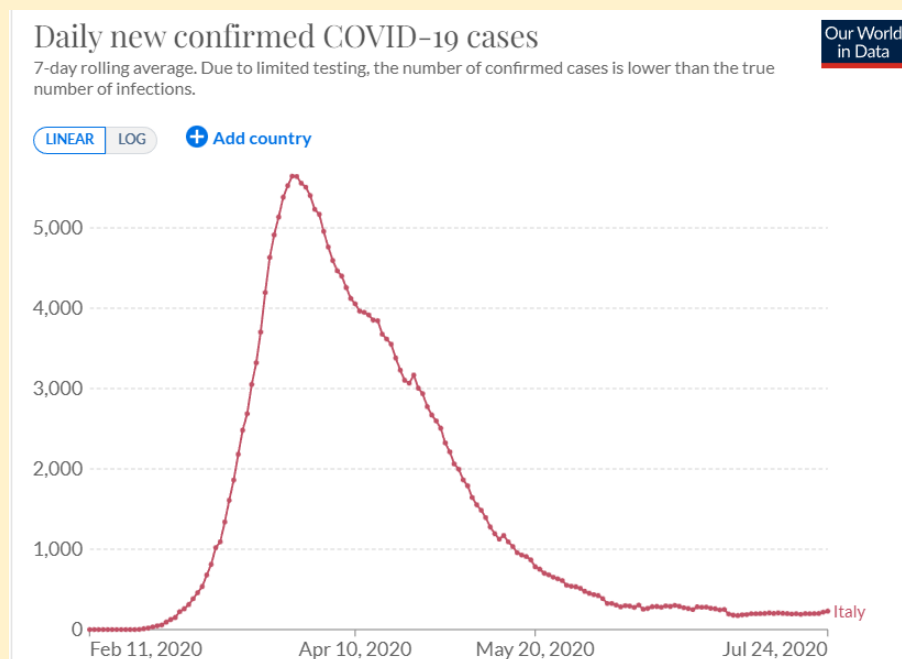
L'axe vertical représente la fraction infectée de la population (la "prévalence"), qui devrait être proportionnelle

au nombre de cas positifs mesurés. L'échelle horizontale représente le temps ; un cycle épidémique typique dure quelques mois. Le graphique s'inspire grossièrement du cas italien au début de l'année 2020 et suppose que les "mesures" sont imposées le vingtième jour du début d'un cycle d'infection qui dure quelques mois. Le modèle suppose que les NPI réduisent l'infektivité (R_t) du virus de 50 % (comme on s'y attendait généralement).

Il en résulte que la pente de la courbe de prévalence change lorsque les NPI sont mis en place. Vous pouvez jouer avec les paramètres de différentes manières, mais pour une diminution significative du taux de transmission du virus, vous verrez toujours une discontinuité dans les courbes en correspondance avec le début des mesures. Globalement, c'est à cela que devrait ressembler le véritable **"aplatissement de la courbe"**.

Bien sûr, il existe des modèles épidémiologiques beaucoup plus sophistiqués, mais les bons modélisateurs savent (ou devraient savoir) que **les modèles compliqués ne sont pas nécessairement meilleurs que les modèles simples**. Je ne souhaite pas entrer ici dans le débat académique sur l'effet des NPI (il n'a jamais atteint les décideurs politiques et le public, de toute façon). Juste une petite note, vous pouvez jeter un coup d'œil à ce document de 2020. Il a été publié par le groupe dirigé par Neil Ferguson de l'Imperial College de Londres, qui était l'un des principaux partisans des lockdowns. Les auteurs affirment que les fermetures ont été efficaces, mais si vous examinez attentivement l'article, par exemple en regardant la figure 2 des résultats étendus, vous verrez que leurs propres résultats n'étaient pas leurs conclusions. (Et je ne suis pas le seul à avoir noté ce problème).

Mais plutôt que d'entrer dans les détails de modèles compliqués, faisons preuve de bon sens. Les NPI constituent un changement soudain des paramètres du système. Lorsque le gouvernement ordonne aux gens de rester enfermés chez eux, la plupart d'entre eux le font immédiatement. On peut donc s'attendre à un effet immédiat sur la forme de la courbe épidémique. Le problème, c'est qu'on ne voit rien de tel dans les données réelles. Ci-dessous, le cas de l'Italie en 2020. Les NPI ont été promulguées le 9 mars, mais la courbe du monde réel a continué à croître au même rythme pendant 19 jours supplémentaires.



L'Italie n'est qu'un cas parmi d'autres. Si vous êtes un fin limier, vous trouverez peut-être des cas où vous pourrez mettre en évidence une discontinuité dans la courbe épidémique correspondant à l'entrée en vigueur des NPI. Mais nous avons des centaines, probablement des milliers d'exemples, et ils sont presque toujours lisses, à l'exception de l'inévitable bruit aléatoire. La conclusion ne peut être que **si les NPI ont eu un effet, il a été très faible**. Soit dit en passant, ces observations concordent avec la récente étude **Cochrane** qui a utilisé différentes méthodes pour examiner l'efficacité des masques faciaux et d'autres NPI pour ralentir la diffusion des virus.

Aucun effet détectable n'a été constaté.

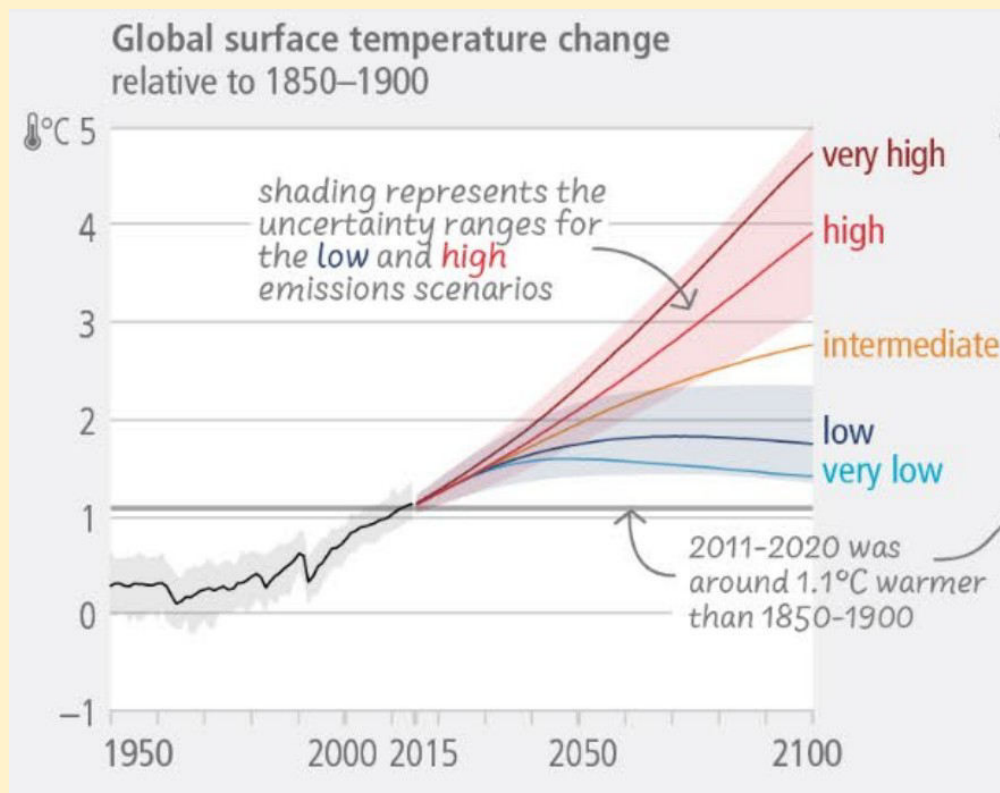
Au final, **plus de deux ans de "mesures" ont été imposées aux citoyens sur la base d'un modèle qui impliquait des miracles et ne prévoyait pas de méthodes pour vérifier l'effet des actions recommandées.** Les dommages causés à la société ont été énormes en termes psychologiques, économiques et humains, pour des effets qui se sont avérés si faibles qu'ils n'étaient pas mesurables. Nous sommes encore sous le choc de la catastrophe, et il faudra peut-être encore plusieurs années avant que nous nous en remettions complètement - si tant est que nous nous en remettions un jour.

La question est donc de savoir comment il se fait que presque tout le monde ait été complètement dépassé par un modèle aussi mauvais, peut-être le pire jamais développé dans l'histoire. C'est une histoire liée aux **implications militaires des épidémies en tant qu'armes biologiques**, mais je la raconterai dans un prochain article. Voyons maintenant comment les mêmes considérations peuvent s'appliquer aux modèles climatiques, un autre type de modèle qui peut affecter nos vies d'une manière encore plus envahissante que le modèle "d'aplatissement de la courbe".

Qu'en est-il des modèles climatiques ?

Je suis sûr que pendant que vous lisiez ce billet, un petit fantôme est apparu au fond de votre esprit (ou peut-être un grand fantôme dans vos lobes frontaux). Les modèles climatiques pourraient-ils être mal appliqués au monde réel comme l'ont été les modèles épidémiologiques ? Le risque existe, mais n'oubliez pas que ***l'enfer est pavé de généralisations.***

Examinons donc l'un des modèles typiques présentés dans un récent rapport du GIEC.



À première vue, les courbes bleues ressemblent à l'idée d'"aplatissement de la courbe" préconisée pour l'épidémie de Covid. Et l'on peut penser que l'application servile d'une sorte d'"NPI" contre le réchauffement conduirait à un désastre similaire. Mais les différences sont nombreuses et profondes.

Tout d'abord, en ce qui concerne le climat, nous avons affaire à des modèles quantitatifs calibrés sur des données de température qui sont disponibles sous forme de mesures directes depuis plus d'un siècle, et sous forme de mesures indirectes depuis des centaines de millions d'années. Une comparaison avec le diagramme "aplatir la courbe", un croquis dessiné à la main, serait pour le moins cruelle. Ensuite, l'"éventail" de scénarios, ci-dessus, n'implique pas de miracles. Il part de l'époque actuelle, et non d'un hypothétique point de "réchauffement zéro". Il ne suppose pas non plus qu'il sera possible de maintenir le réchauffement en deçà de valeurs raisonnables. Plus que tout, elle fournit l'outil dont vous avez besoin pour évaluer les résultats de vos interventions : **mesurez la corrélation entre la concentration de gaz à effet de serre et la température, et vous saurez ce que vous faites** (même si, bien sûr, l'échelle de temps pour les interventions climatiques est beaucoup plus longue que celle des NPI pour les épidémies).

Cela ne signifie pas que les modèles climatiques doivent nécessairement être corrects. Le problème est que la discussion sur le changement climatique a souvent été détournée en un débat sur la question de savoir si les modèles peuvent faire des prédictions exactes. Ce n'est qu'un des éléments du problème et non le plus important. Les modèles multiparamétriques de systèmes complexes sont principalement des outils permettant d'interpréter les données : ils sont censés vous dire quelle est la cause de quoi et comment. Dans le cas du changement climatique, les modèles nous indiquent que la corrélation entre la température et la concentration de gaz à effet de serre est compatible avec une relation de cause à effet, conformément à ce que nous savons de la physique atmosphérique. En d'autres termes, ils prouvent que les gaz à effet de serre "forcent" le système climatique à se réchauffer.

Mais il est possible d'arriver à cette conclusion même sans modèle : il suffit de se baser sur la physique et les observations connues. Après tout, **Svante Arrhenius** était déjà parvenu à une estimation raisonnablement correcte des paramètres du système en 1896, sans utiliser de modèles sophistiqués. Supposons ensuite que la concentration des gaz à effet de serre continue d'augmenter. Dans ce cas, on peut s'attendre à ce que les températures continuent à augmenter, et au-delà d'un certain niveau, ce n'est certainement pas une bonne chose pour nous. **Les modèles climatiques ont d'ailleurs tendance à être optimistes en ce sens qu'ils sont normalement incapables de décrire le type de changements climatiques abrupts qui se produisent sous la forme de "falaises de Séneca"** et qui ont été observés dans un passé lointain. Dans le domaine de la science du climat, ces changements sont souvent appelés "*points de basculement climatiques*", et le franchissement de l'un d'entre eux serait certainement extrêmement néfaste pour nous.

Ceci dit, il reste le problème typique des modèles multiparamétriques : celui de la séparation des rôles des paramètres qui ont des effets similaires sur le système. Les modèles climatiques pourraient surestimer le rôle des gaz à effet de serre et sous-estimer les effets refroidissants des processus métaboliques de l'écosystème, comme le montre par exemple cet article de Makarieva et al.

Alors, risquons-nous de commettre les mêmes erreurs avec l'atténuation du changement climatique qu'avec la tentative d'aplanir la courbe lors de l'épidémie de Covid-19 ? En d'autres termes, risquons-nous de perturber le tissu social en raison d'un risque surestimé ou d'une mauvaise attribution des causes du problème ? Je dirais que c'est peu probable, mais il faut garder une attitude ouverte et accepter qu'avec de nouvelles données, les modèles doivent changer (c'est exactement ce qui n'a pas été fait avec l'épidémie de Covid). La seule chose certaine est que **les catastrophes sont inévitables si l'on laisse aux politiciens le soin de gérer des systèmes complexes.**

Il existe plusieurs autres domaines de modélisation qui ont développé des caractéristiques que l'on pourrait qualifier d'"aplatissement de la courbe" - le principal étant peut-être la série de scénarios présentés dans l'étude de 1972 intitulée "**The Limits to Growth**" (Les limites de la croissance). **L'une des propositions, par exemple, consistait à plafonner la production industrielle afin de réduire l'exploitation des ressources naturelles.** Il est probable qu'il ne s'agissait pas d'une proposition réaliste, mais plutôt d'une illustration des caractéristiques du modèle. En tout état de cause, aucune structure politique mondiale n'aurait pu imposer une telle règle, et ses conséquences sur le monde réel auraient été inconnues et peut-être négatives, voire désastreuses. En effet, si vous examinez l'incarnation la plus récente des concepts à la base de l'idée des "limites de la croissance", l'étude

"Earth4All" de 2022, vous constaterez qu'il n'y a aucune proposition visant à "aplatir" une quelconque courbe. Les interventions proposées sont toutes basées sur l'allocation des ressources, les changements dans la structure financière et politique de la société, et d'autres mesures visant à orienter le système dans une certaine direction, sans toutefois le forcer. Il s'agit d'une approche inaugurée, entre autres, par l'un des auteurs de "The Limits to Growth" (1972), **Donella Meadows**, avec son concept de "*points de levier*". Nous sommes encore en train d'apprendre à gérer des systèmes complexes, mais nous commençons à comprendre que les actions brutales et imposées d'en haut ne fonctionnent généralement pas.

▲ [RETOUR](#) ▲

À propos de Paul Keating et AUKUS

Simon Sheridan 25 mars 2023



La politique australienne est généralement une véritable foire d'empoigne, mais de temps en temps, il se passe quelque chose d'intéressant. La semaine dernière a été l'une de ces occasions et c'est l'ex-Premier ministre Paul Keating qui, pour utiliser une métaphore qu'il affectionnait, a sorti le bazooka. Sur qui a-t-il tiré ? Eh bien, à peu près tout l'establishment politique. L'Australie s'est égarée, a-t-il déclaré. Il ne faisait pas référence à la folie de la Coronavirus ou aux autres folies qui nous entourent quotidiennement, mais à l'orientation stratégique plus large du pays, telle qu'elle a été révélée par le récent accord avec AUKUS.



Du théâtre kabuki, selon Keating

Keating a toujours eu une vision d'ensemble. À tel point qu'il est souvent apparu à l'Australien moyen comme un élitiste. Il aimait porter des costumes et des chaussures italiennes de luxe, acheter de belles antiquités et écouter de la musique classique. À cet égard, il était à l'opposé du Premier ministre qu'il a remplacé, Bob Hawke. Et pourtant, c'est Hawke qui est allé à l'université (Oxford, pour être précis, grâce à une bourse Rhodes) alors que Keating a abandonné ses études secondaires, a été élevé dans une maison en fibro dans la banlieue ouest ouvrière de Sydney et a gravi les échelons du parti travailliste en partant du bas de l'échelle.

Quels que soient ses goûts sophistiqués en matière de vêtements et d'œuvres d'art, Keating était un politicien du genre "chien de garde". Ses partisans détesteraient la comparaison, mais il a beaucoup de points communs avec Trump. Tous deux sont des bagarreurs politiques et les différences entre leur style de bagarre sont en partie les différences entre les cultures australienne et américaine.

Pour ne prendre qu'un seul point de comparaison, Trump est devenu adepte des épithètes qu'il a choisies pour qualifier ses adversaires : Crooked Hilary, Sleepy Joe. Keating avait déjà qualifié John Howard de "noix de coco desséchée" et John Hewson de "boulier sauvage". Sa meilleure phrase, cependant, a été la description de l'ex-Trésorier Peter Costello comme étant "*toute la pointe et pas d'iceberg*". À l'instar des épithètes de Trump, elles ne fonctionnent pas seulement parce qu'elles sont intelligentes, mais aussi parce qu'elles sont vraies (le lecteur intéressé pourra trouver une collection des meilleures insultes de Keating ici).

M. Keating n'a pas beaucoup fait parler de lui depuis qu'il s'est retiré de la vie politique au milieu des années 90. Sa carrière post-politique s'est déroulée selon le schéma habituel : il a siégé dans des conseils d'administration d'entreprises, de banques ou de diverses institutions. Ce qui l'a ramené sur le devant de la scène, c'est sa critique du récent accord AUKUS, par lequel l'Australie a accepté de payer d'énormes sommes d'argent pour acheter des

sous-marins nucléaires aux États-Unis.

M. Keating avait critiqué cet accord lorsqu'il avait été présenté par le gouvernement Morrison de l'époque, mais, de façon peut-être plus surprenante, il a réservé son "bazooka" à l'acceptation formelle de l'accord par le nouveau gouvernement Albanese. Surprenant parce que Keating a toujours été un fervent partisan du Parti travailliste. Le fait que Keating critique le parti d'une manière aussi publique est un signe certain qu'il pense réellement que cet accord est mauvais pour le pays.

M. Keating s'exprime depuis de nombreuses années sur les intérêts géopolitiques de l'Australie, et plus particulièrement sur la Chine. Nous pouvons résumer les principaux éléments de son point de vue comme suit :

- La Chine a déjà une économie plus importante que celle des États-Unis et elle ne fera que s'accroître. Il s'attend à ce qu'elle finisse par être au moins deux fois plus grande que les États-Unis en termes globaux
- Les États-Unis n'ont jamais eu de "stratégie pacifique" cohérente et lorsque Obama a annoncé le "pivot vers l'Asie", il s'agissait d'une stratégie d'endiguement de la Chine qui n'avait guère de sens puisque la Chine vise à s'étendre à l'intérieur des terres en construisant l'Eurasie.
- La stratégie américaine devrait consister à permettre à la Chine d'exercer sa sphère d'influence là où elle l'obtiendra de toute façon (Eurasie).
- Les États-Unis devraient alors renforcer leur sphère d'influence autour de l'Atlantique, ce qui inclurait l'intégration de la Russie dans l'Europe (note : Keating avait dit cela bien avant la guerre d'Ukraine).
- Les États-Unis seraient alors en mesure de jouer un rôle d'arbitre dans le Pacifique pour contrebalancer la puissance croissante de la Chine dans la région.

Cette vision globale du monde n'a pas beaucoup changé depuis que M. Keating était Premier ministre au début des années 1990. L'Australie a plutôt bien réussi à équilibrer ses relations avec la Chine et les États-Unis jusqu'au gouvernement Morrison, où il semble qu'une décision ait été prise, ou peut-être un ultimatum lancé, selon lequel nous allions devoir choisir un camp. Nous avons choisi les États-Unis. L'accord AUKUS reflète cette évolution et, ce n'est pas une coïncidence, il fait suite à l'affaire Coronavirus, dans laquelle l'Australie a joué le rôle de chien d'attaque propagandiste contre la Chine pour le compte des États-Unis. La Chine nous a dûment punis en nous imposant diverses restrictions commerciales.

Compte tenu de l'analyse préexistante de Keating sur l'échiquier géopolitique, sa critique de l'accord AUKUS est parfaitement logique. Cet accord n'est pas dans l'intérêt stratégique de l'Australie car il revient à lier notre armée aux États-Unis. Il ne s'agit pas d'une nouveauté, bien entendu. Pendant la guerre du Viêt Nam, le Premier ministre de l'époque, Harold Holt, a promulgué l'expression "all the way with LBJ" (en référence au président américain de l'époque, Johnson) pour signaler l'engagement de l'Australie envers notre principal allié. Les Pentagon Papers ont ensuite montré que l'un des principaux motifs de la guerre du Viêt Nam était de contenir la Chine.

Il semble que l'histoire se répète et que l'Australie s'apprête à jouer son rôle habituel de chien de poche de l'empire. Mais le monde est très différent aujourd'hui et l'empire en question n'est plus en pleine ascension comme l'étaient encore les États-Unis dans les années 60. La situation actuelle ressemble beaucoup plus à celle des guerres mondiales, les États-Unis jouant le rôle de la Grande-Bretagne et la Chine celui de l'Allemagne. La différence, du point de vue de l'Australie, est que la Grande-Bretagne était à la fois notre principal allié et notre principal partenaire commercial à l'époque, tout comme les États-Unis l'étaient dans les années 60. Aujourd'hui, notre principal allié est les États-Unis et notre principal partenaire commercial est la Chine. C'est ce problème stratégique clé que M. Keating a ressenti le besoin de rappeler au pays la semaine dernière.

Le rêve de Keating d'une Asie-Pacifique où la Chine est le principal acteur tandis que les États-Unis exercent une influence équilibrante lorsque c'est nécessaire est donc le scénario idéal pour l'Australie. Son problème avec

l'accord AUKUS est que nous n'avons même pas pris la peine de défendre nos propres intérêts. Nous n'avons apparemment même pas essayé de raconter une histoire qui aurait pu servir notre cause. Au contraire, nous nous sommes couchés et avons donné aux Américains tout ce qu'ils voulaient.

Il n'est pas certain que l'Australie puisse faire quoi que ce soit pour faire changer les Américains d'avis. Mais le fait de s'exprimer aurait au moins l'avantage de définir une position véritablement australienne sur les affaires internationales. Nous aurions défini nos propres intérêts. Notre réticence à le faire témoigne d'un manque de confiance. C'est un sujet dont Keating parle depuis des décennies : notre manque de confiance dans notre propre identité, et plus particulièrement dans une identité capable de se démarquer de celle de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

L'un des meilleurs moments de Keating au Parlement a été son discours sur la culture. Il s'agit d'un fantastique morceau d'éloquence qui révèle également une grande partie de sa philosophie sous-jacente, que l'on pourrait résumer par "l'économie et le progrès". Il passe la majeure partie de son discours à parler de l'amélioration des différents indicateurs économiques au fil des décennies. C'est le genre de discours aride et technocrate qui ennuyait le public, mais à la fin, il fait preuve d'une certaine fougue et lie explicitement la croissance de l'économie au désir de devenir une nation indépendante.

Pour Keating, l'Australie devient plus indépendante et se crée ainsi une identité unique, dans la mesure où elle se détache de son passé britannique. Nos liens commerciaux avec l'Asie étaient un élément essentiel pour y parvenir. Les réformes économiques de Keating visaient à orienter davantage l'économie australienne vers l'Asie, qui était à l'époque la région à la croissance la plus rapide, et qui l'est encore aujourd'hui. Le parti libéral aurait pu souhaiter conserver les anciens liens avec la Grande-Bretagne, mais sa politique économique était pratiquement identique à celle de Keating. En fait, c'était plus Keating que Keating.

Le virage rhétorique vers des questions plus "culturelles" dans la période précédant les élections de 1993 était plus motivé par la nécessité politique que par toute autre chose. Il était peut-être opposé au boulier sauvage Hewson, mais en réalité, il n'y avait guère de différence entre Keating et Hewson sur le plan des perspectives. Tous deux croyaient fermement à la politique économique néolibérale. Dans la mesure où ces politiques allaient tourner l'Australie encore plus vers l'Asie, elles constituaient un moteur important de notre prétendue nouvelle identité et la seule question était de savoir si vous l'encouragez comme Keating ou si vous vous sentiez mal à l'aise à ce sujet comme les libéraux. Rien n'a vraiment changé depuis. Keating l'encourage toujours. Les libéraux se sentent toujours mal à l'aise.

Lors du cycle électoral de 1993, le public n'était pas non plus très sûr de lui, car l'économie australienne était dans la pire situation qu'elle ait connue depuis la Grande Dépression. Keating était très impopulaire et aurait certainement été évincé si le parti libéral, dans son infinie sagesse, n'avait décidé de présenter un candidat qui était encore plus un zélote religieux néolibéral et qui a réussi à se rendre encore plus impopulaire que Keating.

Aujourd'hui, la Chine est devenue, de loin, notre principal partenaire commercial (le Japon détenait ce titre dans les années 90). Keating ne manquerait pas d'invoquer les deux dernières décennies de croissance de l'économie australienne pour prouver qu'il avait raison. Et s'il avait raison sur ce point, peut-être a-t-il également raison sur la Chine aujourd'hui.

Avait-il raison ? Oui, nous avons connu des décennies de croissance à faible inflation, même si, au rythme où vont les choses, il semble que nous allons retrouver toute l'inflation dans les prochaines années. Entre-temps, nous avons également connu des bulles d'actifs massives, notamment dans l'immobilier. À l'époque où Keating était premier ministre, une famille disposant d'un salaire moyen pouvait s'offrir un terrain d'un quart d'hectare en banlieue. Aujourd'hui, la génération montante a l'impression qu'elle ne sera jamais propriétaire d'un bien immobilier.

Comme pour souligner l'origine du problème, ici à Melbourne, depuis une dizaine d'années, de nombreux

panneaux immobiliers ont commencé à être imprimés en deux langues : l'anglais et le chinois. Les gens ont vu des acheteurs chinois se présenter aux ventes aux enchères et surenchérir sur tout le monde. Pendant ce temps, notre gouvernement a même donné le feu vert aux entreprises chinoises pour qu'elles fassent venir leurs travailleurs par avion afin d'effectuer des travaux spécifiques sur le sol australien.

Il s'avère qu'il existe une relation entre l'économie et l'identité. Posséder une maison était autrefois un élément essentiel de l'identité australienne. Aujourd'hui, c'est en train de disparaître. Était-ce inévitable ? S'agit-il simplement de la loi d'airain de l'économie ? Ou était-ce en fait la conséquence du néolibéralisme ? Dans les années 90, de nombreux dissidents avaient prédit cette évolution. L'économie doit travailler pour le pays, et non l'inverse, disaient-ils.

Il y a ensuite la question du leadership et de la confiance. Le programme néolibéral visait explicitement à éliminer le gouvernement de l'équation. Il fallait laisser le marché opérer sa magie. Keating et ses conseillers technocrates néolibéraux ont passé toute la période précédant les élections de 1993 à résister aux demandes du public qui voulait que le gouvernement fasse quelque chose, n'importe quoi, pour relancer l'économie. Le public voulait que le gouvernement fasse preuve de leadership. Le gouvernement a répondu au public que le marché s'occuperait du problème en temps voulu. C'est ce que croyaient les néolibéraux. Le gouvernement ne doit pas diriger. Il doit s'écarter du chemin. Tout "leadership" n'était qu'une allocation sous-optimale de ressources rares.

J'ai mentionné dans des articles précédents que le capitalisme a toujours été en contradiction avec l'État-nation parce que le premier exige l'interdépendance et que le second présuppose l'indépendance. Le programme néolibéral était en grande partie une victoire du capitalisme sur l'État-nation. Il s'agissait de supprimer l'État-nation au profit du marché. Qui a géré le marché ? Les technocrates, la nouvelle prêtrise économique.



La récession que nous devons avoir

Le travail de l'homme politique consiste alors à faire le lien entre les technocrates et le public. Le problème de John Hewson était qu'il était lui-même un technocrate. Keating n'était guère mieux. Lorsqu'il a déclaré que les difficultés économiques de 1991 étaient "la récession que nous devons avoir", il a eu l'air quasi religieux. Cette déclaration avait le ton d'un prêtre. Dieu (le marché) nous punissait pour nos péchés. Mais si nous respectons ses commandements, il nous récompensera par une croissance à faible inflation.

Le néolibéralisme a donné à l'Australie un attachement économique fondamental à la Chine. Le système était censé fonctionner si les États-nations acceptaient de ne pas intervenir sur le marché, éliminant ainsi

la politique de l'équation. La Chine n'a jamais accepté cet accord, mais la théorie voulait qu'au fur et à mesure que la Chine grandirait, sa nouvelle classe moyenne exigerait la liberté politique. Elle s'affirmerait face au gouvernement chinois centralisé.

C'est exactement le contraire qui s'est produit. Le gouvernement chinois est devenu encore plus autoritaire. La Chine s'est de plus en plus transformée en un État autoritaire techno-dystopique avec ses scores de crédit social, sa surveillance de masse, etc. Elle n'a apparemment pas l'intention d'offrir plus de liberté à ses citoyens. J'ai eu la chance de voyager en Chine à plusieurs reprises et j'ai travaillé avec certains membres de la classe moyenne. Le niveau d'animosité envers le gouvernement est palpable. Et c'était avant l'affaire Corona.

Pour Keating, affirmer que le gouvernement chinois a été le meilleur du monde au cours des trois dernières décennies, c'est tout simplement ignorer tous ces problèmes. Il ressemble beaucoup à M. Emergency Act lui-même, Justin Trudeau, qui a fait l'éloge de la "dictature de base" de la Chine parce qu'elle pouvait faire avancer les choses. Je suis sûr que les hommes politiques regardent la Chine avec une certaine jalousie. Si vous n'avez pas à vous soucier de ce que veulent vos citoyens et que vous les traitez comme des pions jetables, vous pouvez faire beaucoup de choses. La Chine l'a prouvé.

Non seulement nos hommes politiques ne tarissent pas d'éloges sur la Chine, mais ils commencent à la copier. C'est exactement ce qui s'est passé au cours des trois dernières années. Nos merveilleux dirigeants et leurs "experts" ont décidé d'abandonner les procédures établies de réponse aux pandémies et de copier le gouvernement chinois. Nous avons tous eu l'occasion de goûter un peu à ce que c'est que de vivre en Chine.

Cela révèle quelque chose sur Keating qui transcende l'appartenance à un parti politique. Keating n'est peut-être pas allé à l'université, mais en tant qu'homme politique, il s'est entouré de ceux qui l'avaient fait. C'était la génération où même les dirigeants syndicaux avaient des doctorats en économie. C'étaient "les experts". Les experts en économie étaient les grands prêtres du néolibéralisme. Le marché était leur Dieu. La technocratie et l'autoritarisme font bon ménage. Ce que la Chine a construit au cours des dernières décennies est un gigantesque testament de la technocratie et cela n'aurait pu être réalisé qu'avec un gouvernement autoritaire.

Tout cela n'est peut-être pas une coïncidence. Peut-être que l'économie et l'identité ne sont pas deux choses distinctes après tout. Nous avons laissé la Chine entrer dans le système économique mondial en nous disant qu'elle deviendrait plus proche de nous et, au lieu de cela, nous sommes devenus plus proches de la Chine. La question de savoir si nous voulons continuer à ressembler à la Chine devrait faire l'objet d'un débat sérieux.

Rien de tout cela ne fait de l'accord AUKUS un bon accord, nécessairement. Pensons-nous vraiment que nous allons entrer dans une confrontation militaire avec notre principal partenaire commercial ? Si cela devait se produire, nous serions dans un monde de souffrance. D'un autre côté, ce n'est peut-être pas une si mauvaise chose de montrer que nous n'allons pas nous laisser écraser. Ce serait bien si nous pouvions le faire de la manière suggérée par M. Keating, en ayant une voix distincte capable de raconter notre propre histoire. Mais c'est peut-être trop demander et qui nous écouterait de toute façon ? Comme le dit Keating, nous entrons dans une ère de politique des grandes puissances et l'Australie n'est pas une grande puissance.

Le bloc eurasiatique, avec la Russie nouvellement intégrée, est susceptible de devenir la première puissance mondiale dans les années et les décennies à venir. Les États-Unis n'auraient jamais dû permettre que cela se produise. Mais maintenant que c'est le cas, nous ne pouvons pas l'ignorer. Le problème de l'Australie est que nous n'appartenons pas à la Russie sur le plan culturel, mais que nous sommes liés à elle sur le plan économique. Keating pensait que la seconde solution résoudrait la première. C'était très certainement une erreur. La tension entre notre identité et les réalités géopolitiques ne se résoudra pas de sitôt.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Problèmes d'argent

Par James Howard Kunstler – Le 13 mars 2023 – Source [Clusterfuck Nation](#)

« Quant au mal, il se cache dans les interstices de nos institutions bureaucratiques qui, à mesure qu'elles ont grandi en taille et en complexité depuis le dix-neuvième siècle, se comportent d'une manière de plus en plus impossible à comprendre et contraire à l'épanouissement de l'homme. » – Eugypius
sur Substack



Les billets de banque John Law en 1720 à La Neuville Chant d'Oisel

L'argent est tout ce qu'il y a de plus théorique... jusqu'à ce qu'il ne le soit plus. Le papier-monnaie est déjà mauvais, comme la France l'a appris sous la tutelle du vaurien John Law, au début des années 1700. La nation était ruinée, épuisée par des guerres insensées et croulait sous une dette insupportable. Monsieur Law, un génie écossais (le Jerry Lewis de l'économie politique), débarque à Paris, envoûte le régent, le Duc d'Orléans, met en place un moteur de crédit magique alimenté par les rêves de richesses incalculables qui jailliraient des vastes terres nouvellement découvertes appelées Louisiane en amont du Mississippi... et la finance moderne est née !

La bulle du Mississippi a rapidement ruiné la France et donné à la finance une telle mauvaise image que le mot « *banque* » n'a pas pu être utilisé dans la société polie pendant un siècle. L'inflation monétaire est apparue pour la première fois depuis l'époque romaine – un tour beaucoup plus facile avec des billets de banque en papier imprimé qu'avec des pièces d'argent – mais l'effet a été le même : l'évaporation de la « *richesse* » (qui est ce que l'argent est censé représenter). Au plus fort de la crise, le commerce de l'or a été criminalisé, mais la coutume et l'habitude l'ont si facilement contourné que la Couronne a dû le légaliser à nouveau. La frénésie du début à la fin n'a duré que quelques années, mais la nation a été mise sur la voie qui mènerait finalement à la révolution. Law a fini ses jours en organisant des jeux de cartes à Venise.

De la même manière, l'État grinçant qu'on appelle aujourd'hui les États-Unis a donné naissance à de nombreuses nouvelles incarnations de John Law, alors qu'il passait du statut d'« *arsenal de la démocratie* » – vous savez, fabriquer des choses réelles – à celui de pays imaginaire, où les licornes galopent sur des arcs-en-ciel conjurés par la magie informatique et les souhaits utopiques d'équité, de diversité et d'inclusion. Le poids des richesses précédemment accumulées a entretenu ces rêves longtemps après que nous ayons abandonné l'activité rude et désordonnée qui consiste à fabriquer des choses, et donc à générer de vraies richesses. Mais aujourd'hui, l'alarme retentit, signalant la fin du temps des rêves, et la nation se réveille dans une maison délabrée où le plancher cède sous le lit.

La pourriture était évidente dans l'architecture bancaire fondée sur le papier du Trésor américain (bons, billets, obligations), car la hausse des taux d'intérêt a fait baisser le prix de tous les titres de créance émis précédemment à des taux inférieurs. Or, c'est sur ce papier que les banques gardaient généralement l'argent des déposants. Ainsi, lorsqu'il s'est avéré nécessaire de déclarer un problème de bilan, et qu'il a fallu trouver des liquidités pour le couvrir, le papier du Trésor n'a pu être vendu qu'à perte, le passif a dépassé l'actif, la nouvelle s'est répandue, les déposants se sont précipités pour sécuriser l'argent sur leurs comptes, et c'est ainsi que la banque, en l'occurrence la *Silicon Valley Bank*, a été la première à s'effondrer.

Comme les banques existent aujourd'hui dans une vaste matrice d'obligations interconnectées – des promesses de payer ceci et cela – la crainte grandit que la pourriture d'une banque, comme la SVB, contamine de nombreuses autres banques qui ne sont plus en mesure de tenir leurs promesses de payer ceci et cela, ce qui entraînerait une chaîne de non-paiement. Pour une économie, c'est à peu près la même chose que le sang qui cesse de circuler dans un corps.

Dans ce genre de situation (par exemple, en 2008-2009), les autorités gouvernementales – qui sont censées régir le monde bancaire comme des dieux – se précipitent pour sauver ces entreprises en leur fournissant des « liquidités », de l'argent (ou des représentations d'argent) nécessaires pour rééquilibrer les choses, ou peut-être pour donner l'impression d'un rééquilibrage jusqu'à ce qu'une autre solution soit trouvée. Les Jupiter et Minerve de la banque américaine, Jay Powell et Janet Yellen, ont été confrontés à ce type d'appel à l'intervention divine au cours du week-end, alors que la peur s'infiltrait dans tous les coins et recoins du monde de l'argent et que la richesse s'envolait dans la conflagration tant redoutée de la benne à ordures qu'est devenu le système bancaire.

Dimanche matin, Mme Yellen a déclaré à CBS News : « *Pas question de renflouer* », mais dans l'après-midi, M. Powell s'est écrié : « *On va renflouer* », et ils ont dû mettre les choses au point. Ils ont offert 25 milliards de dollars pour renflouer les déposants d'un système qui couve un incendie et qui aura sans doute besoin d'au moins mille milliards de dollars de liquidités pour éteindre les incendies qui se propagent. Une chose semble sûre : les hausses de taux d'intérêt dont M. Powell parlait avec tant d'assurance il y a quelques jours à peine ont été rangées dans son dossier intitulé « *Ne plus toucher* ». La campagne de lutte contre l'inflation doit donc maintenant céder le pas à la nécessité urgente de créer beaucoup d'argent pour éteindre ces incendies.

Vous avez peut-être remarqué que la valeur de votre argent a glissé au cours de l'année écoulée. Le beurre de cacahuète à cinq dollars le pot, et tout le reste. La situation actuelle garantit en quelque sorte que nous allons encore assister à un grand nombre de ces dérapages. Les dieux de l'argent auront alors perdu le contrôle de la console des taux d'intérêt. Il ne sera plus possible de jouer avec les boutons cassés. Plus d'inflation incitera les détenteurs de titres du Trésor américain à se débarrasser de ce qu'ils peuvent tant qu'il y a encore de la valeur à récupérer. Mais les États-Unis doivent émettre plus de dette pour tous les renflouements et les acheteurs théoriques de la nouvelle dette augmenteront forcément les taux pour suivre l'inflation... et pourtant les États-Unis ne peuvent pas supporter le fardeau de payer des intérêts plus élevés sur leur dette. Il semble que le modèle de gestion des États-Unis soit en train de s'effondrer sous nos yeux.

Heureusement, le capitaine « *Joe Biden* » est à la barre de cette barge d'ordures fumante. Sa salle de conférence remplie de génies est prête à apporter la solution à notre problème : la monnaie numérique des banques centrales, mythifiée depuis longtemps – un rêve devenu réalité pour les tyrans en puissance... le Godzilla des licornes hennissant au sommet du plus grand arc-en-ciel de tous : la promesse d'un argent magique sans fin pour tout le monde, pour toujours. Tout ce que vous avez à faire pour l'obtenir est d'abandonner tout pouvoir de décision sur votre propre vie. Le gouvernement regroupera les quelques biens qui vous restent sur un compte de la CBDC, vous dira exactement à quoi le dépenser et fermera votre petite carte si vous montrez la moindre velléité contraire.

Ils peuvent essayer. Je doute que cela fonctionne. Au lieu de cela, le gouvernement va fondre dans sa propre flaque d'insolvabilité rance, la méta-extorsion va tout broyer, et ce sera chacun pour soi dans le Palais du Chaos en ruine pendant un certain temps... jusqu'à ce que les choses se reconstruisent de manière émergente. Mais je m'avance un peu. Il n'est pas encore dix heures lundi matin.

▲ RETOUR ▲

Jean-Marc Jancovici : interview dans le Figaro

Youtube 21 février 2023

(EN REPRISE)



Jancovici : Interview dans le Figaro Live - 21/02/2023

Jean-Marc Jancovici
263 k abonnés

S'abonner

TÉLÉCHARGER: ▼

4,4 k

Partager

Extrait

Enregistrer

...

<https://www.youtube.com/watch?v=qOj2LN0zB74> (23 minutes)

▲ RETOUR ▲

.Quand Hollywood dit la vérité

Mars 2023 – Source [Nicolas Bonnal](#)



On n'a pas besoin de bander les yeux à des aveugles. Hollywood dit de temps en temps la vérité donc (cf. mon texte sur [Hollywood et la théorie de la conspiration](#)) : le système n'a aucun intérêt à se cacher d'autant qu'il y a comme disait Debord un « *marché de l'insatisfaction* ». Debord écrit dans la Société du Spectacle (§59) :

À l'acceptation béate de ce qui existe peut aussi se joindre comme une même chose la révolte purement spectaculaire : ceci traduit ce simple fait que l'insatisfaction elle-même est devenue une marchandise dès que l'abondance économique s'est trouvée capable d'étendre sa production jusqu'au traitement d'une telle matière première.

A la même époque que notre situationniste, Richard Hofstadter [parlait](#) de la paranoïa de vie politique américaine, paranoïa antisystème qui a la vie dure puisqu'elle a fait élire Trump en 2016 (avec les résultats que l'on sait : le système n'est pas si fou ; j'y reviens) et s'est étendue via internet à la culture de la planète entière. La production cinématographique trouve donc une niche qui va des X-Files aux profanateurs de sépultures du vénéré Don Siegel. Pour Siegel, les gens devenaient des légumes – sous l'effet conjoint de la bagnole, de la télé et des supermarchés. Restons-en à la télé.

Le fameux et regretté Michael Crichton (climato sceptique en sus) fait dire donc à James Coburn dans [Looker](#) (un film brouillon et complexe sur l'hypnose marchande, le CGI et la chirurgie méta-esthétique) en 1981 :

La télévision... est le support de vente le plus puissant de l'histoire de l'humanité. La télévision peut contrôler l'opinion publique plus efficacement que les armées de la police secrète, car la télévision est entièrement volontaire.

Crichton insiste sur l'essentiel ; à savoir que l'imbécile vacciné ou autre se croit libre devant sa télé :

Le gouvernement américain oblige nos enfants à aller à l'école. Mais personne ne les oblige à regarder la télévision. Les Américains de tous âges se soumettent à la télévision. La télévision est l'idéal américain. Persuasion sans coercition. Personne ne nous oblige à regarder. Qui aurait pu prédire qu'un peuple libre passerait volontairement un cinquième de sa vie assis devant une boîte avec des images ?

La télévision peut donc créer la prison sans barreaux dont rêvait (dont rêvait ou que dénonçait ?) Aldous Huxley :

Quinze ans en prison, c'est une punition. Mais quinze ans assis devant une télévision c'est du divertissement. Et l'Américain moyen passe désormais plus d'un an et demi de sa vie à regarder des publicités télévisées. Cinquante minutes chaque jour de sa vie à regarder des publicités. Maintenant, c'est le pouvoir.

Je prends une autre citation d'un film dont je parle souvent, *Network*. *Network* évoque la révolte spectaculaire : on crée une émission autour d'un présentateur un peu toqué, qui se voit entouré de black Panthers, de néo-cocos, de voyantes New Age, etc. On est loin de Lénine mais on fait un bon indice d'écoute. Or le patron de la chaîne s'énervé et veut répandre un autre message sur une polémique anti-saoudienne qui a fait capoter un deal (pensez au Qatar ces jours-ci...). On l'écoute :

Jensen : Vous vous êtes mêlé des forces primitives de la nature, M. Beale, et je ne le veux pas !! Est-ce clair?! Vous pensez que vous avez simplement arrêté un accord commercial. Ce n'est pas le cas. Les Arabes ont retiré des milliards de dollars de ce pays, et maintenant ils doivent les remettre ! C'est le flux et le reflux, la gravité des marées ! C'est l'équilibre écologique !

Il faut alors comprendre dans quel monde global on se trouve :

Vous êtes un vieil homme qui pense en termes de nations et de peuples. Il n'y a pas de nations. Il n'y a pas de peuples. Il n'y a pas de Russes. Il n'y a pas d'Arabes. Il n'y a pas de tiers-monde. Il n'y a pas d'Occident. Il n'y a qu'un seul système holistique de systèmes, une domination de dollars vaste et immanente, entrelacée, interagissant, multivariée et multinationale. Pérodollars, électro dollars, multi dollars, reichsmarks, [rins](#), roubles, livres et shekels.

Le monde c'est les marchés. On l'avait compris. Et **l'argent c'est la vie** ; on le comprend mieux alors qu'ils nous liquident en gardant les marchés au sommet – les chiffres n'ont plus besoin de consommateurs donc ces consommateurs peuvent et surtout doivent crever – dixit Harari.

La suite prend un ton comique et presque rabelaisien :

C'est le système monétaire international qui détermine la totalité de la vie sur cette planète. C'est l'ordre naturel des choses aujourd'hui. C'est la structure atomique, subatomique et galactique des choses aujourd'hui ! Et VOUS vous êtes mêlé des forces primaires de la nature, et VOUS EXPIERIEZ !

Après l'extraordinaire Paddy Chayefsky (trois oscars, voyez l'excellente américanisation d'Emily) ose écrire – et faire dire :

Vous vous levez sur votre petit écran de vingt et un pouces et hurlez sur l'Amérique et la démocratie. Il n'y a pas d'Amérique. Il n'y a pas de démocratie. Il n'y a qu'IBM et ITT et AT&T et DuPont, Dow, Union Carbide et Exxon. Ce sont les nations du monde d'aujourd'hui.

Dans le même esprit les Français avaient fait à la même époque Mille milliards de dollars et l'Imprécateur. L'insatisfaction était tendance ; aujourd'hui ce qui est tendance c'est la déification des riches et des célèbres, la sacralisation de Bill Gates, de Davos et de notre génocide. On a les élans que l'on peut : la télé programme.

Comme Guy Debord (Société, § 111), le Pdt Jensen ne croit pas à l'opposition russe, chinoise ou autre :

De quoi pensez-vous que les Russes parlent dans leurs conseils d'État – Karl Marx ? Ils sortent leurs tableaux de programmation linéaire, leurs théories de décision statistique, leurs solutions minimax et calculent les probabilités prix-coût de leurs transactions et investissements, tout comme nous le faisons.

Et à propos des corporations :

Nous ne vivons plus dans un monde de nations et d'idéologies, monsieur Beale. Le monde est un collège d'entreprises, inexorablement déterminé par les statuts immuables des affaires. **Le monde est une entreprise**, M. Beale. C'est depuis que l'homme a rampé hors de la boue.

Et le tout se termine sur un ton très Tocqueville :

Et nos enfants vivront, M. Beale, pour voir ce monde parfait dans lequel il n'y a ni guerre ni famine, ni oppression ni brutalité – une vaste et œcuménique holding, pour laquelle tous les hommes travailleront pour servir un profit commun, dans lequel tous les hommes détiendront une part du capital, toutes les nécessités seront pourvues, toutes les inquiétudes seront apaisées, tout l'ennui sera amusé.

Sauf que **le système s'est lassé de nous** et qu'il veut s'en débarrasser.

Jensen ajoute :

Et je vous ai choisi, monsieur Beale, pour prêcher cet évangile.
Beale : Mais pourquoi moi ?

Jensen : Parce que tu es à la télévision, imbécile. Soixante millions de personnes vous regardent tous les soirs de la semaine, du lundi au vendredi...

Il est clair que 90% des gens (les « *anti complotistes* ») ne comprendront jamais rien à un message pareil. Le système peut donc y aller.

▲ [RETOUR](#) ▲

Rapport du Giec : face au réchauffement climatique, "nous sommes dos au mur", mais "des solutions existent", résume Valérie Masson-Delmotte

Propos recueillis par - [Thomas Baïetto](#) France Télévisions Publié le 20/03/2023

Jean-Pierre : il faut cesser d'interviewer Mme Masson-Delmotte. Elle est un génie en météorologie mais une cancre épouvantable dans tous les autres domaines. Normal : tous son temps a été passé à étudier la météorologie et peu de temps pour le reste.

Causes, conséquences, solutions... La climatologue française, figure du groupe international d'experts sur le climat, fait le point sur les connaissances scientifiques, à l'occasion de la sortie d'un nouveau rapport.



La climatologue Valérie Masson-Delmotte, le 22 septembre 2022 à Paris. (FRANCK FIFE / AFP)

C'est l'aboutissement d'un travail scientifique de huit ans sur [le réchauffement climatique](#). Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a publié, lundi 20 mars, la synthèse des rapports élaborés par ses scientifiques depuis 2015. L'occasion pour franceinfo de s'entretenir avec la climatologue Valérie Masson-Delmotte, co-présidente de l'un des groupes de travail de l'institution.

>> [Ce qu'il faut retenir de la synthèse des travaux du Giec](#)

Au terme d'un week-end marathon dans la ville suisse d'Interlaken, la chercheuse, dont le mandat au Giec se termine, fait le point sur les causes et les conséquences du réchauffement climatique, mais aussi sur les outils pour limiter les dégâts.

Franceinfo : Rares sont ceux qui, aujourd'hui, contestent la réalité du réchauffement climatique. En revanche, de nombreuses personnes continuent de douter de la responsabilité de l'homme. Que dit le Giec sur cette question ?

Valérie Masson-Delmotte : L'influence humaine sur le climat à l'échelle planétaire est sans équivoque. Les scientifiques ont confronté les observations à des modélisations climatiques. Ils ont rejoué l'histoire du climat depuis 1850, en tenant compte des facteurs naturels (comme l'activité du soleil, celle des volcans...) et rien n'explique cette accumulation de chaleur. A l'inverse, quand on tient compte de notre influence, là, on voit que les simulations correspondent à ce que nous observons. Le réchauffement observé sur la période 2010-2019 atteint +1,1°C. Notre meilleure estimation de l'influence humaine est de +1,07°C. Les chiffres convergent. Une deuxième approche, qui consiste à dresser le bilan énergétique des facteurs humains et naturels, aboutit au même résultat.

Sans influence humaine, on ne peut pas expliquer l'accumulation de chaleur.

Valérie Masson-Delmotte, climatologue

à franceinfo

Quelles sont les activités humaines qui provoquent ce réchauffement ?

Le premier facteur est le rejet de CO₂, un gaz à effet de serre émis notamment lorsqu'on brûle du charbon, du pétrole et du gaz. Il y a ensuite la déforestation et les émissions de méthane. Cet autre gaz à effet de serre est rejeté par les fuites dans le secteur des énergies fossiles, mais aussi par les élevages de ruminants.

Le climat de la Terre a déjà varié. Pourquoi ce changement climatique est-il si préoccupant ?

Par le passé, il y a eu des variations lentes du climat, avec des périodes glaciaires et interglaciaires. Ce sont des changements que notre espèce a connu sur plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'années. Quand on regarde la différence entre un climat doux et un climat glaciaire à l'échelle planétaire, il n'y a que cinq degrés d'écart. Et le plus rapide de ces changements s'est produit à un rythme d'à peu près un degré par millénaire.

>> [Nos réponses à vos questions sur le réchauffement climatique](#)

Aujourd'hui, nous sommes déjà dans une période douce. Le rythme du réchauffement observé est d'un peu plus d'un degré en 100 ans. Il est donc exceptionnel à l'échelle planétaire par rapport à ces variations passées. Bien sûr, il existe des capacités d'adaptation : l'histoire de l'humanité et du vivant le montre. Mais plus le réchauffement est rapide, plus on touche aux limites de l'adaptation.



https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/crise-climatique/grand-entretien-rapport-du-giec-face-au-rechauffement-climatique-nous-sommes-dos-au-mur-mais-des-solutions-existent-resume-valerie-masson-delmotte_5720918.html?fbclid=IwAR1NMnhD4sgMEsBP0C2bkggslQZnI0qGBjwj8lDrD2Y3YoBA75eFwJxX-pY

Cette synthèse revient aussi sur les effets déjà constatés du changement climatique. Quels sont-ils ?

Avec +1,1°C de réchauffement planétaire, nous observons déjà des impacts généralisés et sévères. Il y a par exemple une baisse des rendements agricoles dans certaines régions d'Afrique, avec des conditions plus chaudes et plus sèches. Il y a les difficultés d'approvisionnement en eau, avec la sécheresse, mais aussi l'intensification des pluies extrêmes qui augmentent la sévérité des inondations, en particulier en ville où l'urbanisation favorise le ruissellement.

Il y a bien sûr les vagues de chaleur, qui affectent la santé humaine. Nous l'avons vu pendant l'été 2022 en Europe de l'Ouest, avec [une surmortalité importante](#). Il y a des effets sur les écosystèmes, avec le blanchiment des coraux ou les vagues de chaleur marine qui tuent les gorgones [des colonies de coraux] en Méditerranée. La montée du niveau de la mer va aussi augmenter les inondations chroniques à marée haute, les records lors des tempêtes et l'érosion par exemple pour les côtes sableuses.

L'année 2022, [marquée par la chaleur, les incendies et la sécheresse](#), a été la plus chaude jamais enregistrée en France. Est-ce un aperçu de ce qui nous attend dans les prochaines décennies ?

L'année 2022 est assez représentative de ce que pourrait être une année moyenne autour de 2050, si les politiques publiques actuelles se poursuivent et s'il n'y a pas, dans le monde, un sursaut pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le réchauffement climatique frappe plus durement encore les pays du Sud. Que dit le Giec sur les

inégalités climatiques ?

Ce rapport souligne à quel point la prise en compte des questions d'équité et de justice est essentielle pour agir face au climat. Ceux qui vivent dans des contextes les plus fragiles, c'est-à-dire environ 3 milliards de personnes, ont une vulnérabilité plus grande et font face, dès aujourd'hui, à des pertes et des dommages. Ce qui est aussi frappant, c'est que ce sont ces personnes qui contribuent le moins à l'accumulation de chaleur dans le système climatique. Leurs émissions de gaz à effet de serre historiques et actuelles sont plus faibles que la moyenne planétaire. A l'inverse, dans les pays où les émissions de gaz à effet de serre sont plus élevées que la moyenne planétaire, il y a une capacité à agir plus grande.

L'accord de Paris prévoit de limiter le réchauffement nettement en dessous de +2°C et idéalement à +1,5°C. Où en est-on aujourd'hui ?

C'est l'un des messages clés du Giec. Les tendances actuelles ne sont pas du tout compatibles avec la stabilisation du réchauffement, qui permettrait d'assurer un monde vivable et équitable. Des efforts ont été faits, mais ils n'atteignent pas l'échelle suffisante pour une baisse suffisamment rapide des émissions de gaz à effet de serre.

Si on veut limiter le réchauffement autour de +1,5°C, il faudrait quasiment diviser par deux les émissions mondiales de CO₂ d'ici à 2030. Or, les émissions ont continué à augmenter et les promesses mises sur la table par les différents pays, si elles étaient tenues, pourraient permettre une légère baisse entre 2020 et 2030.

Il faudrait des baisses massives d'émission de gaz à effet de serre dans tous les secteurs d'activité, à un rythme inédit, tous azimuts.

Valérie Masson-Delmotte, climatologue

Avec les politiques publiques mises en place, le réchauffement au niveau planétaire serait d'environ 1,5°C au début des années 2030, d'environ +2°C autour de 2050 et, en 2100, environ 3°C.

Même s'il ne fait pas de recommandations politiques, le Giec évalue les solutions pour limiter le réchauffement. Quelles sont-elles ?

Sur l'énergie, la priorité est de sortir du charbon et de déployer au maximum tout ce qui permet de produire de l'électricité bas carbone. Dans les options évaluées, le photovoltaïque et l'éolien ont le plus fort potentiel d'émissions de gaz à effet de serre évitées, pour un coût abordable. Mais il y a bien sûr beaucoup d'autres leviers d'action, comme le nucléaire ou l'hydroélectricité, qui ont cependant l'inconvénient de ne pas être accessibles partout dans le monde.

Sur la question de l'alimentation et de l'usage des terres, il y a la lutte contre la déforestation, l'utilisation optimisée des engrais azotés [des engrais fabriqués à partir d'ammoniac qui entraînent des pollutions de l'eau, de l'air et des sols, ainsi que de fortes émissions de gaz à effet de serre] ou les efforts pour réduire les émissions de méthane des ruminants. Il y a enfin le changement des pratiques alimentaires et le fait d'avoir une alimentation avec plus de protéines végétales et moins de protéines animales.

Dans le débat public, les "petits gestes" individuels et les "grands gestes" collectifs sont souvent opposés. Est-ce que le Giec s'est penché sur cette question ?

Ce sont les politiques publiques qui permettent à chacun d'adopter des changements de pratiques quotidiennes. Ce n'est pas l'injonction à la morale individuelle, ce sont des actions plus structurantes. Par exemple, en ville, le fait de mettre en place des transports en commun ou des infrastructures cyclables est une condition pour ne pas dépendre de la voiture individuelle.

Il est toujours intéressant de tenter de mesurer son propre bilan carbone, par exemple sur [le site de l'Ademe](#). Cela donne une idée de nos habitudes qui pèsent le plus sur le climat, parce qu'il y a parfois des idées reçues dans ce domaine. On pense souvent, par exemple, que le numérique et l'envoi de mails pèsent lourd dans notre bilan carbone, alors que leur impact est négligeable par rapport à celui de la voiture ou du chauffage.

Malgré ce constat, les grandes entreprises pétrolières, comme [TotalEnergies](#), continuent d'investir massivement dans les énergies fossiles. Est-ce compatible avec nos objectifs climatiques ?

Les rapports du Giec ne se prononcent pas sur un projet en particulier. Mais chaque investissement dans le secteur des énergies fossiles entraîne un cumul supplémentaire d'émissions de CO2, et donc un réchauffement. La question n'est pas de se priver demain des énergies fossiles. Elle est de réorienter les investissements pour, le plus vite possible, en sortir.

Pour apparaître vertueuses, ces entreprises ont tendance à cacher leur investissement dans les énergies fossiles derrière un tout petit volet d'investissement dans les énergies renouvelables, montré dans la publicité. Il y a eu enfin beaucoup d'annonces récentes qui montrent un gros recul par rapport aux engagements pour le climat pris par ces compagnies pétrolières et gazières. C'est très préoccupant.

Les rapports du Giec sont de plus en plus lus dans le monde des entreprises. Je pense que c'est aussi notre rôle : il ne s'agit pas de se poser en juge, mais de fournir un cadre qui permet à la société civile d'examiner ses actions et de s'interroger si elles sont compatibles avec la limitation des risques climatiques.

Malgré toutes vos connaissances sur l'ampleur du problème, vous restez optimiste. Comment faites-vous ?

Nous n'avons pas le choix. Nous sommes tous habitants de cette planète et il n'y a pas tellement d'alternatives. Nous sommes dans une situation difficile, qui peut s'aggraver. La question n'est pas d'être optimiste, mais de comprendre que nous sommes le dos au mur, et que des solutions existent. Il faut les mettre en place le plus vite possible et de la manière la plus intelligente possible.

Je suis scientifique. Mon rôle a été de produire des connaissances, de les évaluer et de les transmettre de la manière la plus rigoureuse possible. Ce n'est pas aux scientifiques de porter la responsabilité de l'action pour le climat dans le monde. C'est à chacun de le faire. Et plus on a des capacités d'agir élevées, plus on a un niveau de responsabilité élevé, plus cette charge mentale devrait être forte.

▲ [RETOUR](#) ▲

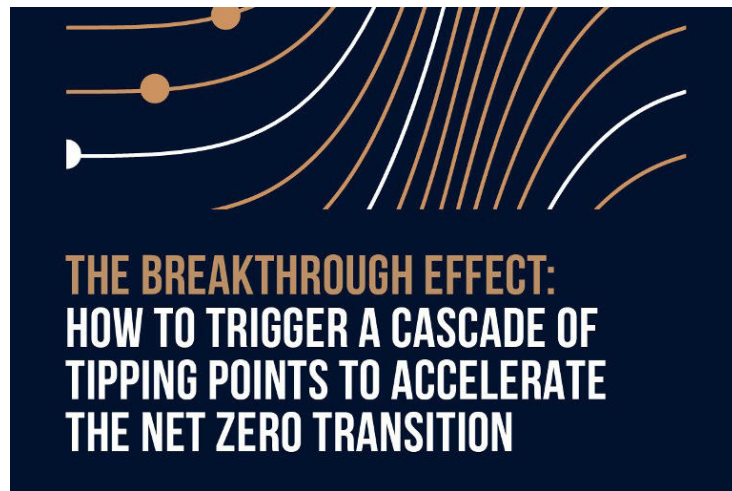
Comment accélérer la transition

Par Andrew Curry, initialement publié par thenextwave 21 mars 2023



resilience

Jean-Pierre : article totalement ridicule.



Le cabinet de conseil SystemIQ, en collaboration avec l'université d'Exeter, Simon Sharpe et le Bezos Earth Fund, a publié un rapport sur les points de basculement positifs susceptibles d'accélérer la transition vers un avenir post-carbone. Ce rapport s'intitule *The Breakthrough Effect : How to trigger a cascade of tipping points to accelerate the net zero transition* (L'effet de rupture : comment déclencher une cascade de points de basculement pour accélérer la transition vers un avenir sans carbone).

On peut considérer qu'il s'agit d'un travail qui s'appuie sur le précédent rapport 2020 de SystemIQ, *The Paris Effect*, qui examinait la vitesse à laquelle les modèles commerciaux post-carbone devenaient compétitifs dans différents secteurs, et dont j'ai parlé dans *Just Two Things* il y a quelques années.

Depuis, le temps a passé et la voie vers un avenir gérable ne cesse de se rétrécir. C'est pourquoi nous devons désormais réfléchir aux caractéristiques des systèmes, telles que les points de basculement et les boucles de renforcement, afin d'accélérer le processus.

Points de basculement

Voici leur description des points de basculement et des boucles de renforcement :

Après le franchissement d'un point de basculement, les boucles de rétroaction qui renforcent les progrès auto-accélérés sont renforcées et les boucles de rétroaction équilibrantes qui résistent au changement sont affaiblies. Un plus grand déploiement de la solution apporte des améliorations, ce qui incite à un déploiement encore plus important. L'apprentissage par la pratique améliore les performances, les économies d'échelle réduisent les coûts et la diffusion de nouvelles normes sociales accroît l'acceptabilité. Les producteurs, les consommateurs et les investisseurs se tournent résolument vers la nouvelle solution.

Comme ils l'affirment, il ne s'agit pas d'un plaidoyer spécial. Il existe de nombreux exemples où des transitions technologiques rapides ont transformé l'économie d'un marché en l'espace de 20 à 30 ans - la transition du charbon au gaz, par exemple. La différence est que, compte tenu de la crise à laquelle nous sommes actuellement confrontés, nous devons faire preuve d'un peu plus de détermination.

Augmenter l'échelle

Il se trouve que nous observons déjà deux de ces points de basculement dans la pratique, à la fois dans le secteur des énergies renouvelables et sur les marchés des véhicules électriques.

La compétitivité évidente des coûts des énergies renouvelables a entraîné une forte accélération du

déploiement, le solaire et l'éolien représentant (plus de) 75 % du total des nouvelles capacités ajoutées dans le monde l'année dernière. De même, les ventes de véhicules électriques augmentent rapidement sur les principaux marchés, même s'il reste encore 2 à 4 ans avant la parité de prix avec les véhicules à combustion interne.

Si l'on examine les prévisions de prix et de nouvelles parts de marché pour ces technologies, il apparaît clairement que les analystes ont manqué la partie "boucle de renforcement" du processus. En règle générale, leurs prévisions sous-estimaient la part de marché et surestimaient le prix et, bien entendu, ces deux erreurs sont liées l'une à l'autre.

Intérêts existants

Cependant, les intérêts en place peuvent retarder ces transformations pour protéger leur part de marché ou leur marge, et nous en avons vu beaucoup sur le marché de l'énergie. Même sans ce type d'interférence, la mise en place de l'infrastructure, des systèmes et des modèles d'entreprise nécessaires au fonctionnement du nouveau système peut prendre du temps.

(Dans le secteur de l'électricité, la transition peut être ralentie par des obstacles liés à la planification et à l'octroi de permis pour les énergies renouvelables et la mise en place du réseau électrique, par l'opposition persistante d'intérêts particuliers, par des préoccupations légitimes concernant les conséquences socio-économiques de la transition et par des contraintes temporaires dans les chaînes d'approvisionnement en minerais ou en composants essentiels. Ces facteurs peuvent être considérés comme des amortisseurs susceptibles de réduire la pente de la courbe en S.

Pour les étudiants des Trois Horizons, certains de ces éléments seront familiers en tant qu'exemples de "H1 moins", où les opérateurs historiques utilisent leur pouvoir de marché ou leur influence réglementaire pour défendre leurs revenus et leurs marges aussi longtemps que possible.

Trois cascades

Le rapport met l'accent sur trois cascades, sur lesquelles je me concentrerai ici.

L'impact le plus important de ces points de basculement se produit lorsqu'il est possible d'identifier un secteur à fortes émissions qui a également la perspective d'un changement rapide. Parfois, une action unique regroupe la majorité des possibilités de réduction des émissions :

Alors que la réduction des émissions dans le secteur du transport maritime nécessite une série d'actions, notamment des améliorations de l'efficacité et des flottes court-courriers électriques à batterie, les carburants sans carbone - tels que l'ammoniac vert - devraient représenter (environ) 80 % de la demande d'énergie finale du secteur dans un système entièrement décarboné.

Bien sûr, le secret ici est un secret de système. Les points de basculement ont le plus grand impact lorsqu'ils sont reliés à des boucles de renforcement qui continuent d'amplifier la rétroaction positive dans le système repensé. En particulier, les actions qui ont un impact répété sur la réduction des coûts tendent à être particulièrement efficaces en tant que signal de marché.

Les trois "cascades de basculement" ou "points de super-levier" sur lesquels ils se concentrent sont les suivants :

- Obligation d'utiliser des véhicules à zéro émission
- Obligation d'utiliser de l'ammoniac vert dans la production d'engrais
- Réorientation des marchés publics pour promouvoir l'adoption de protéines alternatives.

Les "points à effet de levier"

Ils affirment que l'effet de ces trois facteurs se répercute sur dix secteurs qui représentent 70 % des émissions. Plus précisément, un "point à super-effet de levier" est défini comme suit

- *"Il s'agit de l'action à effet de levier le plus élevé dans son propre secteur; basée sur la combinaison d'un faible coût ou d'une difficulté avec un effet important sur le développement ou le déploiement de solutions à zéro émission ;*
- *"avoir une influence sur au moins un autre grand secteur émetteur qui est : a) positive, c'est-à-dire qu'elle soutient la transition ; b) élevée en termes d'impact ; et c) raisonnablement élevée en termes de probabilité".*

En ce qui concerne les véhicules à zéro émission, en imposant la transition vers ces véhicules, les gouvernements ne dépensent pas leur propre argent, mais envoient un signal au secteur automobile pour qu'il réoriente ses investissements encore plus rapidement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent.

Cela aurait également pour effet d'accélérer le développement des batteries, ce qui aurait des effets en cascade à la fois dans le secteur de l'énergie (où les batteries sont essentielles) et dans le secteur du transport routier lourd, l'un des enfants à problèmes de la transition :

Des batteries moins chères et plus performantes, obtenues grâce à la généralisation des voitures électriques, augmenteraient la compétitivité des camions électriques à batterie, en avançant le moment où ils deviendront plus compétitifs que les camions à essence ou diesel. Il est également probable que des progrès dans la technologie de la transmission électrique soient transférables des voitures aux camions.

L'ammoniac vert

L'ammoniac vert, c'est-à-dire l'ammoniac produit à partir d'hydrogène vert, figure sur la liste parce qu'il a une prime verte relativement faible, qu'il est facile à expédier (là encore avec une faible prime verte) et que les usines d'engrais consomment déjà de l'ammoniac, de sorte qu'il n'y a pas de coûts de conversion pour l'utilisateur final :

Le passage de la fabrication d'engrais à l'ammoniac vert peut donc être réalisé avec des politiques relativement peu coûteuses et peu difficiles à mettre en œuvre.

En termes de politique, cela doit être fait avec précaution, puisque les coûts globaux des engrais représentent entre 15 et 40 % des coûts alimentaires (données américaines) et que les prix des denrées alimentaires sont déjà élevés.

Mais la transition est gagnante dans la mesure où :

Les progrès réalisés dans l'utilisation de l'ammoniac vert pour les engrais pourraient permettre d'étendre les chaînes d'approvisionnement de la production d'hydrogène vert et de réduire le coût de l'hydrogène vert pour son utilisation dans plusieurs autres secteurs. Par exemple, la mise en œuvre d'un mandat de mélange de 25 % d'ammoniac vert dans la fabrication d'engrais pourrait créer une demande pour près de 100 GW d'électrolyseurs d'hydrogène, ce qui réduirait les coûts d'investissement d'environ 70 % compte tenu des taux d'apprentissage actuels. Cela pourrait (contribuer à) combler l'écart de parité des coûts ou accroître la viabilité économique des solutions à zéro émission dans d'autres secteurs, notamment la production d'acier et le transport maritime.

Marchés publics

Les auteurs du rapport proposent que les marchés publics favorisent l'adoption de protéines alternatives parce qu'ils augmentent rapidement la demande grâce à l'utilisation stratégique du secteur public, ce qui permet de réaliser des économies d'échelle et de réduire rapidement les coûts. Certains chiffres - il s'agit en général d'un rapport bien documenté - suggèrent que les marchés publics représentent 5 à 6 % de l'ensemble du marché alimentaire, ce qui est suffisant pour changer la dynamique du système :

En faisant découvrir ces produits à un grand nombre de consommateurs, les marchés publics peuvent également améliorer l'accessibilité et contribuer à modifier les normes sociales relatives à la consommation de viande.

Là encore, comme pour le secteur automobile, il s'agit d'une réorientation des dépenses existantes plutôt que d'une augmentation. Les technologies sous-jacentes aux technologies alternatives sont bien développées et bien comprises.

Les effets "en cascade" s'étendent ici au secteur agricole, notamment au secteur de l'élevage à fortes émissions, et modifient également l'économie de l'utilisation des terres en faveur de leur protection et de leur reconversion.

Prix du carbone

Bien sûr, dans mes lectures récentes, j'ai lu un article rédigé par d'éminents scientifiques qui affirme que la transition sera difficile à réaliser en raison des goulets d'étranglement critiques qui existent au niveau des ressources. Bien que je sois généralement sceptique à l'égard de la technologie en tant que solution miracle à ces problèmes, l'élargissement de ces marchés est plus susceptible de créer des solutions différentes à ces problèmes de ressources, comme nous le voyons déjà dans la recherche sur les batteries.

En examinant l'analyse détaillée du rapport sur la compétitivité de ces solutions à zéro carbone, il est également frappant de constater à quel point un prix du carbone de 100 dollars la tonne change la donne. Pour moi, c'est à ce moment-là que je croirai que les décideurs politiques - et toute la foule de Davos - sont sérieux dans leur lutte contre le changement climatique.

[▲ RETOUR ▲](#)

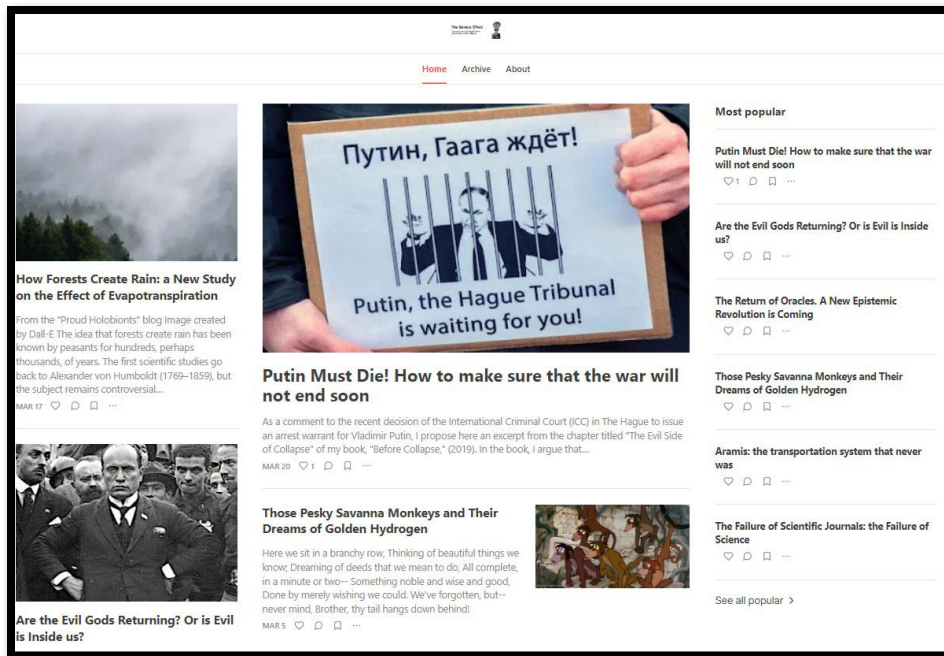
.Lutter contre le Shadow-Banning. Le blog Seneca débarque sur Substack

Ugo Bardi Jeudi 23 mars 2023

The Seneca Effect

*Les croissances sont lentes,
mais le chemin de la ruine est rapide*





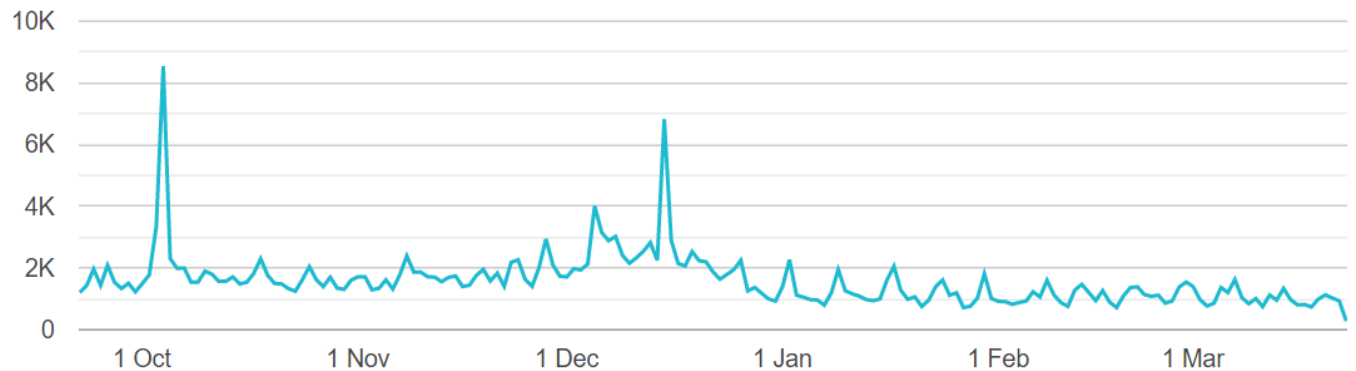
Le nouveau visage du blog "Seneca Effect" sur Substack. Il s'agit d'une tentative de contourner l'interdiction d'ombre imposée au blog par les pouvoirs en place. Peut-être se portera-t-il mieux sur Substack que sur la plateforme Google blogger, où il se trouve actuellement, bien que je n'en sois pas sûr : il ne faut jamais sous-estimer le pouvoir des PTB. Quoi qu'il en soit, pendant un certain temps, les deux plateformes, Google Blogger et Substack, fonctionneront en parallèle et publieront les mêmes articles.



Le "**Shadow Banning**" (ou "soft banning", ou "ghost banning") est un moyen astucieux de faire disparaître quelqu'un du Web, sans donner l'impression qu'il a été censuré (*). Il s'agit tout simplement de faire disparaître son site web des premières pages des moteurs de recherche. Ça marche : vous vous perdez dans les vastes prairies d'Internet et vos lecteurs ne vous trouvent plus. C'est même arrivé à Donald Trump lorsqu'il était encore président.

The Seneca Effect

Views



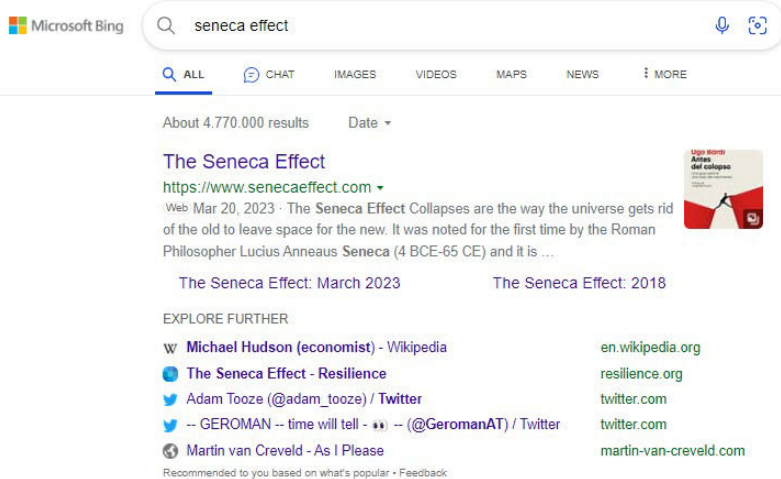
Le blog "Seneca Effect" a subi le même traitement. Vous pouvez le voir sur cet enregistrement de "Google Analytics".

Vous voyez que le blog gagnait en popularité à la fin de l'année 2022, surtout lorsque j'ai créé un nouveau domaine appelé "senecaeffect.com". Puis, quelque chose s'est produit à la fin du mois de décembre. La tendance s'est inversée, baissant et plafonnant à environ la moitié du niveau qu'elle avait un an auparavant. Et elle continue à baisser.

Pendant un certain temps, j'ai pensé que c'était dû au fait que les catastrophistes quittaient massivement le blog lorsque je publiais un article optimiste sur les énergies renouvelables. Certains d'entre eux ne se sont pas contentés d'exprimer leur désaccord, ils se sont lancés dans une frénésie positive d'insultes personnelles à l'encontre de ma modeste personne. Les catastrophistes sont une curieuse bande de gens, qui me rappellent toujours la boutade de Groucho Marx sur le fait de ne pas vouloir appartenir à un groupe qui accepte des gens comme vous en tant que membres. Mais, après quelques mois, l'effet d'un simple billet aurait dû disparaître. Mais non... le blog continue de décliner en termes d'audience.

Bien sûr, les PTB n'admettront jamais qu'ils bannissent quelqu'un de l'ombre. Mais les symptômes sont clairs. Utilisez votre moteur de recherche, et vous verrez que le blog "Seneca Effect" arrive loin dans la liste des résultats, précédé par d'autres sites traitant de Sénèque, et même par mon ancien site, "Cassandra's Legacy", que j'ai dû abandonner il y a plus d'un an parce qu'il avait été banni (pas si doucement que ça) par Facebook. Même Wikipedia ne cite pas le blog Seneca dans sa page sur "l'effet Seneca", mais seulement l'ancien blog Cassandra, qui n'est plus mis à jour. Rien d'étonnant à cela, puisqu'ils sont notoirement entre les mains de monstres extraterrestres venus de l'espace.

Seul Bing, miraculeusement, affiche le blog sur la première page lorsque l'on recherche "Effet Seneca". Je n'aurais jamais imaginé devenir un fan de Bill Gates !



La vie est donc dure pour les blogueurs bannis, et il n'est guère réconfortant d'être dans un groupe qui comprend Donald Trump et bien d'autres (et, encore une fois, de ne pas vouloir appartenir à un certain groupe....). Le shadow banning ressemble à l'une de ces malédictions des romans fantastiques qui frappent les gens pour toujours, à moins qu'ils ne se soumettent à des rituels spéciaux ou à des épreuves difficiles, comme par exemple tuer un dragon. Mais tuer le dragon de Google est certainement beaucoup plus difficile que de se débarrasser du Smaug de Tolkien.

Ainsi, la seule possibilité de contourner le soft banning est de changer le nom de votre site, ou de changer de plateforme. Pour l'instant, j'essaie de passer à Substack, qui semble moins soumis au pouvoir de Google et qui, pour l'instant, ne pratique pas la censure. Vous pouvez trouver la version Seneca sur Substack à ce lien. (**)

Cela fonctionnera-t-il ? Je n'en sais rien. Pour l'instant, les deux plateformes, Google Blogger et Substack, fonctionneront en parallèle, en miroir l'une de l'autre. Nous verrons bien.

Je ne suis pas sûr que la popularité de Substack repose en grande partie sur le soutien financier apporté aux auteurs par les lecteurs. C'est peut-être une bonne idée et je ne dédaigne pas une petite compensation pour le travail que je fais : après tout, je touche des droits d'auteur sur les livres que je vends. Par ailleurs, sur Blogger, j'ai une petite bannière publicitaire qui me rapporte environ 25 dollars par mois (!). Je la garde principalement pour avoir une idée du nombre de personnes qui restent sur la page suffisamment longtemps pour remarquer la bannière. Dans ce cas, ce sont les annonceurs qui paient, pas les lecteurs. Mais je me sens un peu mal à l'aise à l'idée de demander aux lecteurs de payer pour lire mes articles. Si j'active les abonnements payants sur Substack, je le ferai uniquement comme une option permettant aux lecteurs de montrer leur soutien, mais pas comme une condition nécessaire pour lire les articles. Mais qu'en pensez-vous ?

() Le Shadow Banning n'a pas besoin de l'Internet pour exister. C'est une histoire bien plus ancienne. Je voudrais juste mentionner le traitement infligé au grand mathématicien Vito Volterra dans les années 1930, en raison de son opposition au gouvernement fasciste en Italie. Il n'a pas été blessé physiquement, ni emprisonné, ni limité dans ses déplacements. Il a simplement été ignoré : progressivement marginalisé, licencié de son poste de président du Conseil italien de la recherche et, plus tard, de son poste de professeur d'université. Aucun de ses collègues n'a osé défier l'interdiction, et jusque dans les années 1960, il est resté politiquement incorrect de le mentionner, lui et ses travaux, en Italie (voir cet article de Giovanni Paoloni).*

*(**) J'ai un autre blog sur Substack, "The Proud Holobionts", consacré à l'écosystème, au climat, à la biologie, etc. C'est aussi un miroir du même blog sur Google's blogger.*

.Voiture électrique, une fausse bonne idée

Par [biosphere](#) 26 mars 2023



La « watture » (contraction de watt et de voiture) traverse une mauvaise passe, « l'illusion électrique ». La démocratisation de l'électrique, clé de voûte de la transition énergétique du secteur des transports – et terrain sur lequel les marques françaises devraient être les plus à l'aise –, se fait attendre.

Jean-Michel Normand : « En revendiquant un statut de « zéro émission » en faveur des carburants de synthèse – dont les vertus environnementales comme la disponibilité sont problématiques et le coût très élevé –, l'Allemagne a cristallisé l'opposition à une transition accélérée vers l'électrique.

Les changements en cours seront douloureux en matière d'emploi. Quant à l'augmentation du coût des matières premières nécessaires à la production de batteries et au renchérissement du prix de l'électricité, ils pèsent sur les coûts d'acquisition et d'usage. Personne, cependant, ne semble douter que l'avenir de l'automobile est bel et bien électrique. La vitesse acquise par le processus d'abandon du moteur thermique est telle que celui-ci apparaît irréversible. »

Le point de vue des écologistes

Michel SOURROUILLE : Rien dans cet article sur les problèmes de la production d'électricité, une source d'énergie qu'il nous faut fabriquer contrairement aux énergies fossiles. Cela fait penser à tous les plans foireux du type « avion supersonique », on se lance parce que c'est à la mode et techniquement réalisable. Mais on ne considère ni l'état de la demande future, ni le coût financier et écologique, ni la possibilité de produire suffisamment d'électricité de manière renouvelable pour un véhicule à la disposition de chaque ménage. On a une pensée hors sol, motivée par des considérations politiques et certainement pas écologiques.

K.RMA : Le passage au tout électrique n'est pas l'évidence que les politiques voudraient nous faire accepter. Si demain tous les français adoptaient un véhicule électrique il manquerait entre 12 et 14 centrales nucléaires pour les alimenter au quotidien (je vous laisse imaginer avec d'autres sources d'énergie).

Marioniet : Sans mentionner (ce n'est pas nouveau) le problème des déchets des batteries, la non utilité de ces véhicules qui coûtent la peau des f...s provient de leur non autonomie. Faites pour des gens qui ne voyagent pas, autrement dit en remplacement de trottinettes, pour « faire bien » et silencieux.

HelvétDuBasValais : Dans 10 ans voire 20 ans maximum, il ne sera plus possible de remplir son réservoir d'essence à un prix abordable. Le pétrole n'est pas éternel et avec les conséquences du réchauffement climatique, il va falloir appliquer la taxe carbone à l'essence. Une hausse des prix de l'essence que personne ne veut prendre en compte, la leçon de 2022 n'ayant pas marqué les esprits.

Raphou : Il faut le dire comment pour que le consommateur français comprenne que l'ère du pétrole abondant et donc l'ère de l'énergie pas chère et disponible est révolue ? Que ça fasse plaisir ou non, le pétrole avait une somme de qualités uniques dans l'histoire en termes d'abondance, de facilité d'extraction, de facilité de transport et de rendement, tout simplement parce que c'est une source d'énergie qui avait mis plusieurs millions d'années pour se créer. Les filons pétroliers ont été quasiment vidés en moins de 150 ans d'ère industrielle, et ce qui reste ne doit pas être touché pour éviter d'accentuer la crise climatique en cours. La voiture électrique est une solution pour une petite fraction très riche de la population, mais pour les autres, **le futur sera tout**

simplement sans voiture. D'ailleurs, si on regarde au niveau mondial (donc hors d'un pays riche comme la France), la majeure partie de l'humanité n'a jamais pu se payer de voiture.

Train_CH 2 : Le journaliste se fourvoie en voyant dans la voiture électrique la « clé de voûte de la transition des transports ». La clé de voûte, ce doit être la réduction drastique de la place de l'automobile au profit des transports en commun, modes doux (marche, vélo...), et amélioration de l'urbanisme. La voiture (certes électrique) ne doit être vue que comme un mode de déplacement subsidiaire pour les cas particuliers (zones peu denses notamment). **L'industrie automobile veut un objectif clair ? En voici un : réduire la taille du parc automobile de 90 %.**

c m : alors, on restera tous chez nous, car à moins d'habiter dans une grande ville, impossible d'aller au théâtre, resto ou voir ses amis le soir... sacré changement de civilisation.

Frog : Le vélo, c'est le seul véhicule démocratique d'avenir.

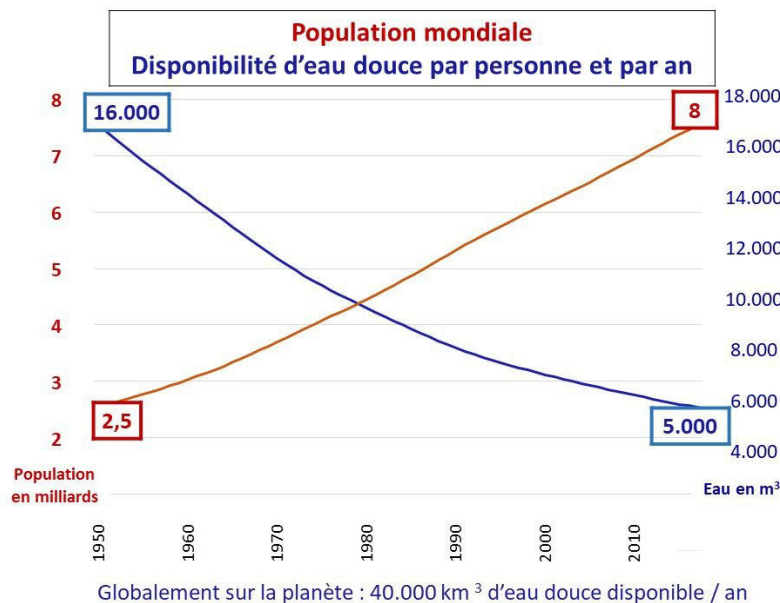
.Démographie et disponibilités de l'eau

Une analyse de Didier Barthès

La quantité globale (40 000 kilomètres cubes / an) restant à peu près stable, la quantité disponible par personne évolue naturellement à l'inverse de nos effectifs (40 000 000 000 000 m³ / 8 000 000 000 = 5 000).

Parfaite illustration du caractère inéluctable de la décroissance... ou de notre appauvrissement.

Source : <http://economiedurable.over-blog.com/2023/03/le-lien-demographie-environnement-deux-exemples.html>



Crise de l'eau douce selon les Nations unies

À la différence de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation, l'eau n'a pas d'agence ni de fonds attitrés au sein des Nations unies. Or le risque d'une crise mondiale de l'eau douce est « *imminent* », prévient l'Organisation des Nations unies (ONU), en introduction à la conférence exceptionnelle qu'elle lui consacre, à

New York, du 22 au 24 mars.

Il n'y sera pas seulement question d'aide humanitaire et de développement durable, mais aussi de droits humains et de santé, de sciences, de coopération, d'agriculture, d'énergie, de biodiversité, de climat, de paix... mais pas de démographie !

Martine Valo : « *L'agenda onusien ne prévoit pas de négociation sur un quelconque accord politique, puisque tel était le prix à consentir pour que l'ensemble des États acceptent l'organisation de cette conférence. Pourtant l'assemblée générale de l'ONU reconnaît l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain fondamental depuis 2010. En principe, chacun devrait pouvoir s'approvisionner à une source située à moins de 1 kilomètre et de trente minutes de chez lui. Environ un quart de la population mondiale (2 milliards de personnes) n'a pas accès à l'eau potable selon ces critères. Déjà 10 % de la population vit dans un pays où le « stress hydrique », la demande excède les ressources disponibles. 3,6 milliards de personnes (près de la moitié des habitants de la planète) ne disposent pas de toilettes, de latrines ou d'un autre système d'assainissement géré de manière sûre, ni chez elles ni alentour. La disponibilité de l'eau dépend aussi de sa qualité. Or elle se dégrade partout. Au moins 2 milliards d'êtres humains utilisent de l'eau contaminée, ce qui les expose au choléra, à la dysenterie, à la typhoïde, à la poliomyélite... Les pénuries en eau vont s'aggraver au cours des décennies à venir – en particulier dans les villes. Partout sur le globe, l'extraction intensive pour l'irrigation ou l'approvisionnement des grandes villes se chiffre en centaines de kilomètres cubes et conduit à épuiser rapidement une bonne part des nappes souterraines.*

Avec la croissance démographique et les changements des modes de consommation, la demande globale en eau a grimpé de 1 % par an dans les quatre dernières décennies. Rapportés au nombre d'habitants, les volumes disponibles ont diminué dans le monde entier de 20 % en moyenne entre 2000 et 2018. »

Le point de vue des écologistes malthusiens

Grandlai : En résumé, trop d'humains pour la planète.

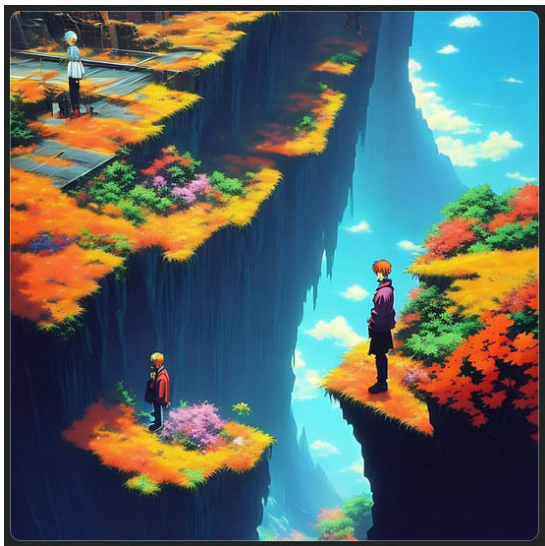
Michel SOURROUILLE : La demande globale en eau a grimpé de 1 % par an dans les quatre dernières décennies, la population a augmenté encore plus vite, en conséquence les volumes disponibles rapportés au nombre d'habitants ont diminué. C'est une logique imparable et pourtant la question démographique est complètement ignorée des instances internationales ces dernières décennies contrairement aux années 1970. Tant qu'un gouvernement mondial, on peut toujours rêver, ne décrètera pas qu'il faut suivre le modèle d'un seul enfant par femme, on ne s'en sortira pas durablement, que ce soit pour les problèmes de l'eau, de la biodiversité, des ressources halieutiques, etc. Mais quand on voit le tabou qui pose sur la réponse malthusienne aux crises, il y a loin de la coupe aux lèvres. Mesdames Messieurs les journalistes du MONDE, il n'y a pas que la surpopulation carcérale qui pose problème...

on lâche rien : c'est beau la langue des technocrates pour ne pas provoquer de panique planétaire. Parce que derrière le mot « tension », il faut comprendre « conflit potentiel entre groupes humains et nations pour l'accès à l'eau, migrations forcées depuis les régions devenues invivables, achat des réserves d'eau par de grands groupes marchands et spéculatifs, hausse du coût de l'eau qui est considérée par les ultra-libéraux comme un produit marchand comme un autre, révoltes, guerres, famines, paupérisation d'une grande partie de la population mondiale ect... ». Jusqu'ici tout va bien...

▲ RETOUR ▲

PRÉCIPITER LA CHUTE

26 Mars 2023 , Rédigé par Patrick REYMOND



Dans grande gamelle ukrainienne, l'empire occidental est en train de bouillir, et réaliser une falaise de Sénèque, abrupte, alors qu'elle aurait pu se dérouler sur 10 à 25 ans.

Et surtout, si les excellences connaissaient les fragilités de leurs sociétés respectives, qu'ils n'ont cessées d'accroître, ils auraient eu l'intelligence d'abandonner très vite.

Ivrognes à la table de jeu, ils voient qu'ils perdent sans cesse, mais ne cessent de parier.

Apparemment, les ukrainiens en âge de combattre fuient. Rien d'étonnant, et le niveau des pertes doivent [commencer à transpirer](#).

Pour ce qui est de la surenchère, il paraîtrait que Medvedev jugerait opportun d'envoyer un p'tit missile de rien du tout sur la CPI,

histoire de leur apprendre à vivre.

Le piège à con de Bakhmut-Arthemovsk fonctionne toujours aussi bien, les morpions ukrainiens veulent s'accrocher en perdant des effectifs à la pelle.

Vu la disproportion en matière d'artillerie et de puissance de feu, les difficultés à amasser effectifs, matériels et munitions, côté ukrainien, une offensive des FAU serait du même genre que l'offensive des divisions SS du Cotentin, une impossibilité technique, vite contré après avoir reconquis quelques kilomètres sans importance.

Sans doute, l'acheminement des T-54 et T-55 si cela s'avère vrai, serait dans l'optique de procéder à une défensive souple et lointaine. L'avantage d'un char d'assaut, même obsolète, c'est qu'il a un moteur et qu'il peut se déplacer rapidement. En bref, ils seraient utilisés de manière utile en canons automoteurs, avec moins de risques pour les servants, en plus, leur maniement est réputé très facile.

Et sans doute aussi, les armes antichars dont dispose l'Ukraine, se sont elles raréfiées, et ne sont pas réputées fiables.

Les mouvements désordonnés côtés Ukrainiens derrière la ligne de front sont sans doute aussi de la Maskirovka, mais le problème c'est qu'ils se font allumer quand même (les distances de tirs sont plus lointaines qu'à l'époque) et les pertes sont sensibles.

En Slovaquie il s'est dit que s'il est facile de créer une usine d'armement, les composantes, elles, ne sont pas là. Notamment le fulmicoton. La casse industrielle en occident a été trop grande. La production a été trop désorganisée.

"Les capitalistes fourniront la corde pour se pendre".

.TACTIQUE ET STRATÉGIE...

il n'y a plus, dans la guerre en Ukraine, de stratégie ukrainienne, seule des tactiques à la petite semaine, tactiques à visée médiatique seulement. Parce que, visiblement, les "efforts" ukrainiens, ça fait peine. Une "offensive" à dix blindés, ou trois blindés et trois véhicules de transports de troupes, ça ressemble furieusement à ce [qu'ont fait les DCR en juin 1940](#). S'étirer sur des kilomètres de fronts, en mettant 3 chars deci delà, avec strictement aucune possibilité d'influer sur le cours de la bataille et pour les équipages, l'occasion de se faire tuer sans utilité, en luttant à 10 contre 1, contre des forces, elles, concentrées.

Les frappes des caesar, des himars, comme je l'ai déjà dit, sont des coups isolés, sans signification. Il n'y a pas

de plans, et pas de moyens d'exploiter les éventuelles percées. On frappe, on décampe, en essayant de s'en tirer. Aucune exploitation possible.

En face, au contraire, une logique. on bombarde, [Artemovsk](#), Avdeevka, en formant des poches, mais en ne les fermant pas tout à fait. Les couloirs restants, où arrivent les renforts, on peut les bombarder à son aise, et massacrer les troupes qui sont sensées tenir ces villes. En vérité, les russes ne sont que trop content de cette politique idiote. Sans risques, ils saignent l'armée ukrainienne et l'OTAN. Et pour tenir médiatiquement ces villes perdues, on envoie renforts sur renforts, dont la durée de péremption est très limitée.

Pour ce qui est de préparer une [contre attaque massive](#), j'ai un gros doute. Une concentration, seule manière d'agir, serait repérée très vite, et massacrée, d'abord par l'artillerie, ensuite par l'aviation, la russe étant la seule capable d'agir en masse.

Là aussi, la disproportion des potentiels de feu, fait le reste. Grâce au béton, et aux sacrifices humains, les russes n'avancent que lentement, mais, de toutes façons, ce n'est pas leur but, de gagner du terrain. Le gouvernement ukrainien, lui, peut faire semblant de se féliciter d'une résistance, qu'on peut deviner inexistante. En effet, ce n'est pas à cause de la résistance ukrainienne que les popofs n'avancent pas, c'est que ce n'est pas leur intérêt.

Le matériel de l'OTAN est détruit, les troupes ukrainiennes et de mercenaires aussi, et en plus, cela doit en dissuader pas mal, les arsenaux des pays hostiles, vidées, leurs usines d'armement, pitoyables et leur production, confidentielle, sans aucune chance d'augmenter les productions.

Il est clair aussi, que les industriels sont totalement dissuadés d'investir. Le cas du textile pour les masques est dans tous les esprits.

Les états majors de l'OTAN, avec leurs coups d'épingles, ne sont pas au courant qu'ils combattent des russes, fort bien fournies militairement. En plus, ils n'ont pas les moyens de remplacer à court terme, leur matériel gaspillé, pas de moyens non plus à moyen terme, et sans doute, pas de possibilités à long terme.

Question "arrière", en oxydent, ça tient pas terrible. Quand à Macron, avec sa réforme des retraites, il n'y a qu'une seule explication. Il est con. Pas machiavélique, con. Quand on fait la guerre à l'extérieur, on veille sur le front intérieur. Pour ce qui est des résultats attendus, le transfert de richesses vers les plus riches, il est clair que ce sera contre-productifs, et parler de retraite par capitalisation à l'heure actuelle, du grand guignol.

Les retraites par répartitions sont nées, justement, de l'effondrement des retraites capitalisations.

Pour E. Todd, le pays qui s'effondre le plus vite et le plus complètement, c'est la Grande Bretagne. Ce qui ne l'empêche pas de se voir comme une grande puissance. Bien entendu, cela n'a rien à voir avec le Brexit, contrairement à ce que disent tous les bredins du monde.

LES DÉBILES...

[Je démens](#) . Il n'y a pas une moitié de débiles au gouvernement. Il y a bien plus.

Je dirais pas qu'il y a la totalité, mais le non débile cache son jeu. Une taupe.

Réquisions ? Cela n'a jamais fonctionné, parce qu'on passe à la grève perlée. Ou on se fait porter pâle. On confond présence et travail.

[9600 tonnes d'ordures](#) (certaines mauvaises langues disent, une de plus à l'Elysée, et une autre à Matignon), non ramassée, et qui s'entassent de plus en plus.

Une autre catégorie de débiles profonds, le parti des républicains. Il a implosé, entre les lécheurs de culs de Macron, et les autres. Ils n'ont pas vu que pour eux, s'ils avaient voté la motion de censure, ils reviendraient tous en cas de dissolution, et certainement plus nombreux.

Ils vont se "radicaliser", en fait, devenir radicaux-socialistes, c'est à dire, évoluer vers le groupuscule, avec quelques individus élus et rescapés ici et là, avec le coefficient personnel des élus. Rien de glorieux, donc.

Les votants de la censure pourront donc, légitimement, se paonner de leur refus d'adouber Macron.

Un monsieur, bien sur lui depuis toujours, Medvedev, a dit : « *La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine. Inutile d'expliquer OÙ ils peuvent se carrer le document !* ». De plus, à moins qu'il soit éliminé politiquement, impossibilité totale de le traduire devant une justice, qui n'existe pas. La totalité des dirigeants oxydentaux devrait être en taule, pendus ou fusillés, découpés en morceaux, s'il y avait une justice. La CPI, aussi, est un refuge de débiles mentaux profonds.

Les pilotes manquent. ça tombe bien, l'aviation civile, les promenades dans le monde, c'est complètement débile. Pour lutter contre le richofemenclimatic, les riches devront réduire de 97 % leur consommation de fossiles.

« L'IDÉOLOGIE DOMINANTE EST EN CRISE ET LES ALTERNATIVES PEINENT À S'IMPOSER ».

L'idéologie dominante, débile, n'est pas en crise, elle est morte, mais elle dispose de l'appareil de propagande. Et de l'immobilisme de la situation acquise. Jusqu'à l'effondrement.

▲ RETOUR ▲

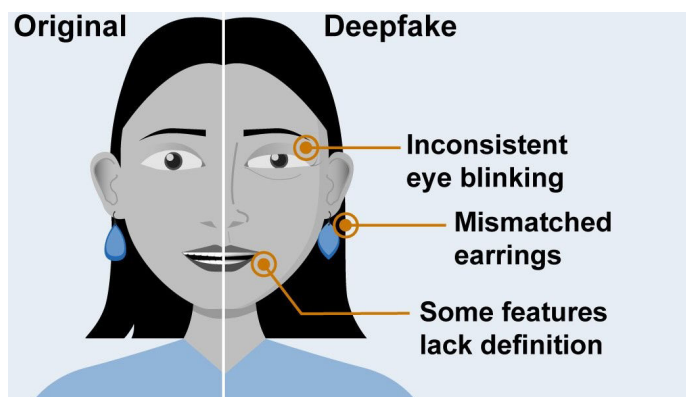
Les Forces spéciales étasuniennes veulent utiliser les « *deep fakes* » pour mener des opérations psychologiques

Par Sam Biddle – Le 7 mars 2023 – Source The Intercept



L'U.S. Special Operations Command (SOCOM), responsable de certaines des activités militaires les plus secrètes du pays, se prépare à mener des campagnes de propagande et de tromperie sur Internet en utilisant de fausses vidéos, selon des documents contractuels fédéraux examinés par *The Intercept*.

Ces plans, qui décrivent également le piratage d'appareils connectés à l'internet pour les écouter afin d'évaluer la sensibilité des populations étrangères à la propagande, interviennent à un moment où le monde entier débat intensément des campagnes de « *désinformation* » technologiquement sophistiquées, de leur efficacité et de l'éthique de leur utilisation.



Alors que le gouvernement américain met régulièrement en garde contre le risque de « *deep fakes* » et travaille ouvertement à la mise au point d'outils pour les contrer, le document du commandement des opérations spéciales, ou SOCOM, constitue un cas presque sans précédent où le gouvernement américain signale ouvertement son désir d'utiliser cette technologie très controversée de manière offensive.

Les aspirations du SOCOM en matière de propagande de nouvelle génération sont décrites dans un [document](#) qui énumère les capacités qu'il recherche dans un avenir proche et sollicite des propositions de la part de parties extérieures qui pensent être en mesure de les mettre au point.

« En matière de désinformation, le Pentagone ne devrait pas combattre le feu par le feu », a déclaré Chris Meserole, directeur de l'initiative sur l'intelligence artificielle et les technologies émergentes de la Brookings Institution, à The Intercept. « À l'heure où la propagande numérique se développe dans le monde entier, les États-Unis devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour renforcer la démocratie en soutenant des notions communes de vérité et de réalité. Les « deepfakes » font le contraire. En jetant le doute sur la crédibilité de tous les contenus et de toutes les informations, qu'ils soient réels ou synthétiques, ils finissent par éroder les fondements de la démocratie elle-même ». Meserole a ajouté : « Si les « deepfakes » doivent être utilisés pour des opérations militaires et de renseignement ciblées, leur utilisation doit faire l'objet d'un examen et d'un contrôle ».

Le document de lancement, publié pour la première fois par la direction de la science et de la technologie du SOCOM en 2020, établissait une liste de gadgets de nouvelle génération pour le commando des forces spéciales du XXI^e siècle, une litanie d'outils futuristes qui aideraient les soldats d'élite du pays à chasser et à tuer plus efficacement leurs cibles à l'aide de lasers, de robots, d'holographes et d'autres équipements sophistiqués.

En octobre dernier, le SOCOM a discrètement publié une version actualisée de sa liste de souhaits, avec une nouvelle section : « *Technologies avancées pour les opérations de soutien à l'information militaire (MISO)* », un euphémisme du Pentagone pour désigner ses efforts de propagande et de tromperie à l'échelle mondiale.

Le paragraphe ajouté précise que le SOCOM souhaite obtenir des moyens nouveaux et améliorés pour mener des « *opérations d'influence, de manipulation numérique, de perturbation des communications et des campagnes de désinformation au niveau tactique et opérationnel* ». Le SOCOM recherche « *une capacité de nouvelle génération pour collecter des données disparates par le biais de flux d'informations publics et ouverts tels que les médias sociaux, les médias locaux, etc. pour permettre au MISO d'élaborer et de diriger des opérations d'influence* ».

Le SOCOM se bat généralement dans l'ombre, mais sa réputation publique et son empreinte mondiale sont importantes. Composé d'unités d'élite de l'armée de terre, du corps des marines, de la marine et de l'armée de l'air, le SOCOM dirige les opérations militaires les plus sensibles de **la nation la plus meurtrière du monde**.

Si les forces spéciales américaines sont largement connues pour leurs exploits spectaculaires, comme

l'assassinat d'Oussama ben Laden par les Navy SEALs, leur histoire est faite de missions secrètes, de subterfuges, de sabotages et de campagnes de désinformation. Les ambitions de désinformation de « *nouvelle génération* » du SOCOM ne sont qu'une partie d'une longue et vaste histoire d'efforts de tromperie de la part de l'armée américaine et des services de renseignement.

Le commandement des opérations spéciales, qui accepte des propositions sur ces capacités jusqu'en 2025, n'a pas répondu à notre demande de commentaire.

Bien que le SOCOM coordonne depuis des années des « *opérations d'influence* » à l'étranger, ces campagnes de tromperie font l'objet [d'un nouvel examen](#). En décembre, *The Intercept* [a rapporté](#) que le SOCOM avait convaincu Twitter, en violation de ses politiques internes, d'autoriser un réseau de comptes fictifs qui diffusaient de fausses nouvelles d'une exactitude douteuse, notamment une affirmation selon laquelle le gouvernement iranien volait les organes de civils afghans. Bien que l'offensive de propagande basée sur Twitter n'ait pas utilisé de « *deep fakes* », les chercheurs ont constaté que les contractants du Pentagone utilisaient des avatars générés par apprentissage automatique pour conférer aux faux comptes un certain degré de réalisme.

De manière provocante, le document de capacité mis à jour révèle que le SOCOM souhaite renforcer ces efforts de tromperie sur Internet en utilisant des vidéos « *deepfake* » de « *nouvelle génération* », une méthode de plus en plus efficace pour générer des montages vidéos numériques réalistes à l'aide de l'apprentissage automatique. Les forces spéciales utiliseraient ces séquences truquées pour « *générer des messages et influencer les opérations via des canaux non traditionnels* », ajoute le document.

Si les « *deepfakes* » sont largement utilisés pour le divertissement et la pornographie, le potentiel d'applications plus terribles est réel. Au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un « *deepfake* » de mauvaise qualité montrant le président ukrainien Volodymyr Zelensky ordonnant aux troupes de se rendre a commencé à circuler sur les réseaux sociaux. Les considérations éthiques mises à part, la légalité des *deepfakes* militarisés dans un conflit, qui [reste](#) une [question ouverte](#), n'est pas abordée dans le document du SOCOM.

Comme pour les campagnes de « *désinformation* » des gouvernements étrangers, les États-Unis ont passé ces dernières années à [mettre en garde](#) contre la [menace](#) que représentent les « *deepfakes* » pour la sécurité nationale. L'utilisation de *deepfakes* pour tromper délibérément, [avertissent](#) régulièrement les autorités gouvernementales, pourrait avoir un effet profondément déstabilisant sur les populations civiles qui y sont exposées.

Au niveau fédéral, cependant, la conversation a tourné exclusivement autour de la menace que les « *deepfakes* » [fabriqués à l'étranger](#) pourraient [représenter](#) pour les États-Unis, et non l'inverse. Des documents contractuels [publiés](#) précédemment montrent que le SOCOM a recherché des technologies permettant de détecter les campagnes Internet utilisant des *deepfakes*, une tactique qu'il souhaite maintenant mettre en œuvre lui-même.

La section qui suit est peut-être aussi provocante que la mention des « *deepfakes* » : elle indique que le SOCOM souhaite affiner sa propagande offensive en espionnant le public visé à l'aide de ses appareils connectés à l'internet.

Décrit comme une « *capacité de nouvelle génération permettant de « prendre le contrôle » des appareils de l'Internet des objets (IoT) pour collecter [sic] des données et des informations auprès des populations locales afin de permettre la décomposition des messages qui pourraient être populaires et acceptés grâce au tri des données une fois reçues* », le document indique que la capacité d'écouter les cibles de la propagande « *permettrait au MISO d'élaborer et de promouvoir des messages qui pourraient être plus facilement reçus par la population locale.* » En 2017, *WikiLeaks* a publié des fichiers volés de la CIA qui [révélaient](#) une capacité à peu près similaire de piratage des appareils ménagers.

La technologie qui sous-tend les vidéos « *deepfake* » est apparue pour la première fois en 2017, stimulée par la

combinaison d'un matériel informatique puissant et bon marché et de percées dans le domaine de l'apprentissage automatique. Les vidéos « *deepfake* » sont généralement réalisées en envoyant des images d'un individu à un ordinateur et en utilisant l'analyse informatique qui en résulte pour coller un simulacre très réaliste de ce visage sur un autre.

Une fois le logiciel suffisamment entraîné, l'utilisateur peut produire des séquences réalistes d'une cible disant ou faisant pratiquement n'importe quoi. La facilité d'utilisation et la précision croissante de cette technologie font craindre une ère où le public mondial ne pourra plus croire ce qu'il voit de ses propres yeux.

Bien que les principales plateformes sociales comme [Facebook](#) aient des règles contre les *deepfakes*, étant donné la nature intrinsèquement fluide et interconnectée d'Internet, les *deepfakes* diffusés par le Pentagone pourraient également risquer de revenir sur le territoire américain.

« S'il s'agit d'un environnement médiatique non traditionnel, je pourrais imaginer que la forme de manipulation aille assez loin avant d'être arrêtée ou réprimandée par une sorte d'autorité locale », a déclaré Max Rizzuto, chercheur sur les deepfakes au Digital Forensic Research Lab de l'Atlantic Council. « La capacité de nuire à la société est certainement là ».

L'intérêt du SOCOM pour le déploiement de campagnes de désinformation à base de *deep fakes* fait suite à l'inquiétude internationale suscitée ces dernières années par les vidéos falsifiées et la tromperie numérique des adversaires internationaux. Bien qu'il y ait [peu de preuves](#) que les efforts de la Russie pour influencer numériquement l'élection de 2016 aient eu un effet significatif, le Pentagone a exprimé son intérêt pour redoubler ses capacités de propagande numérique, de peur de prendre du retard, le SOCOM jouant un [rôle crucial](#) à cet égard.

Lors d'une audition de la commission des forces armées du Sénat en avril 2018, le général Kenneth Tovo, du commandement des opérations spéciales de l'armée, a assuré aux sénateurs réunis que les forces spéciales américaines s'efforçaient de combler le fossé dans la guerre de propagande.

« Nous avons investi assez lourdement dans nos opérations psychologiques », a-t-il déclaré, « en développant de nouvelles capacités, en particulier pour traiter l'espace numérique, l'analyse des médias sociaux et une variété d'outils différents qui ont été mis sur le terrain par SOCOM et qui nous permettent d'évaluer l'espace des médias sociaux, d'évaluer le domaine cybernétique, de voir l'analyse des tendances, où l'opinion se déplace, et ensuite comment influencer potentiellement cet environnement avec nos propres produits. »

Alors que la propagande militaire est aussi ancienne que la guerre elle-même, les *deepfakes* ont souvent été discutés comme étant un danger technologique qui génère, dont l'existence constitue une menace civilisationnelle.

Lors d'une audition de la commission sénatoriale du renseignement en 2018 sur la nomination de William Evanina pour diriger le Centre national de contre-espionnage et de sécurité, le sénateur Marco Rubio (R-Fla) a déclaré à propos des *deepfakes* : *« Je pense qu'il s'agit de la prochaine vague d'attaques contre l'Amérique et les démocraties occidentales. »* En réponse, M. Evanina a assuré M. Rubio que les services de renseignement américains s'efforçaient de contrer la menace des « *deepfakes* ».

Le Pentagone serait également à pied d'œuvre pour contrer la menace de *deepfakes* étrangers. Selon [un rapport](#) datant de 2018, la Defense Advanced Research Projects Agency, la division de recherche technologique de l'armée, a dépensé des dizaines de millions de dollars pour mettre au point des méthodes de détection des images truquées. Des [efforts similaires](#) sont en cours dans l'ensemble du département de la défense.

En 2019, Rubio et le sénateur Mark Warner (D-Va) ont écrit à 11 entreprises américaines du secteur de l'internet pour leur [demander](#) d'élaborer des politiques de détection et de suppression des vidéos truquées. *« Si le public*

ne peut plus faire confiance aux événements ou aux images enregistrés », lit-on dans la lettre, « cela aura un impact corrosif sur notre démocratie ».

La loi sur l'autorisation de la défense nationale pour l'année fiscale 2021 contenait une directive demandant au Pentagone d'effectuer une « *évaluation de la menace posée par les gouvernements étrangers et les acteurs non étatiques qui créent ou utilisent des médias manipulés par des machines (communément appelés « deep fakes »)* », y compris « *la manière dont ces médias ont été utilisés ou pourraient être utilisés pour mener une guerre de l'information* ».

Quelques années plus tard, les forces spéciales américaines semblent se préparer à mener le même genre de guerre.

« *C'est une technologie dangereuse* », a déclaré M. Rizzuto, chercheur à l'Atlantic Council. « *On ne peut pas modérer cette technologie comme on le fait pour d'autres types de contenu sur l'internet* », a-t-il ajouté. « *Les « deepfakes », en tant que technologie, ont des points communs avec les conversations autour de la non-prolifération nucléaire* ».

Sam Biddle

▲ [RETOUR](#) ▲



« Comme prévu la Deutsche Bank vacille. L'Europe tremble »

par [Charles Sannat](#) | 27 Mars 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je vous le disais la semaine dernière. Toutes les banques sont par essence fragiles, très fragiles.

Encore une fois, elles sont toujours dans l'incapacité de rendre l'essentiel des dépôts à leurs clients si ces derniers les demandent tous en même temps et c'est NORMAL.

Le métier du banquier c'est de transformer les dépôts des clients en excédents en crédits pour les clients qui ont besoin d'argent. Cette activité est appelée transformation.

Vous avez bien compris que l'horizon de temps des deux variables du problème n'est pas le même.

Les dépôts peuvent-être récupérés à court terme, tandis que les crédits sont eux remboursés sur le très long terme.

Du coup les banques n'ont jamais vos sous puisque vos sous ont été prêtés à d'autres !

Les fonds propres et les ratios de liquidité sont là pour rassurer, mais quand ils sont de 10 % il n'y a de quoi que rembourser 1 euro sur 10. Pas fameux donc. Mais cela ne pourra jamais être mieux sauf à dire qu'une banque ne peut ni prêter, ni placer, ni investir l'argent de ses clients.

Bref, vous l'avez compris, une banque c'est fragile car aucune, aucune ne peut résister à plus de 15 % de retraits de ses clients sur quelques jours.

C'est évidemment valable pour la Deutsche Bank, la banque européenne la plus fragile et qui inquiète le plus après le Crédit Suisse dont le cas a été réglé. Enfin réglé, disons que c'est un petit peu plus compliqué que cela et que chez nos voisins les helvètes quelques voix s'élèvent pour contester les méthodes retenues de sauvetage.

Mais revenons à nos voisins les Allemands.

La Deutsche Bank est la plus grande banque allemande. 1 300 milliards d'euros de bilan et plus de 20 000 milliards d'euros de produits dérivés. Oui, 20 000 !!! Bon c'est du notionnel, ce qui veut dire que ce ne sont pas les positions nettes qui seraient à payer en cas de catastrophe, mais cela donne une bonne idée de l'ampleur potentielle des dégâts.

La Deutsche Bank a le potentiel systémique, et peut faire sauter 10 fois le système bancaire européen, puis mondial.

Les actions de Deutsche Bank AG se sont effondrées en fin de semaine dernière tandis que les CDS sur défaillance sur la banque allemande ont bondi au milieu des inquiétudes plus larges concernant la stabilité du secteur bancaire.

Les « CDS » ce sont les crédit défaut swap, et c'est en gros une assurance sur le risque de faillite d'une entreprise. Quand ils deviennent plus chers, c'est que le marché considère que l'entreprise concernée a de plus en plus de chances d'aller au tapis.

Les marchés risquent d'être terriblement tentés de tester la détermination de la BCE et de l'Union européenne à sauver les banques.

Et c'est là tout l'enjeu de ce qu'il se passe.

Les marchés veulent savoir si la BCE sauvera toutes les banques et du coup quels sont leur risque final et sur quelles entités.

Les marchés veulent que les taux baissent.

Les marchés veulent également que la BCE donne des liquidités, encore plus, toujours plus de liquidités car les marchés et l'économie sont drogués à l'argent pas cher et ultra abondant.

Voilà où nous en sommes.

A la veille vraisemblablement d'un test par les marchés de la détermination, mais surtout de la capacité de la BCE à agir et à rassurer.

Passionnant.

En attendant soyez prêts à agir dans l'urgence pour répartir vos fonds comme je vous l'ai expliqué dans le dernier flash Stratégies. N'oubliez pas non plus de relire le dossier de Septembre 2019 cruellement d'actualité intitulé « Tempêtes bancaire et monétaire, comment protéger son patrimoine en se débancarisant et en se démonétisant ». Pour ceux qui veulent [s'abonner tous les renseignements sont ici](#).

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Le FMI s'inquiète pour la stabilité financière du monde...



Le FMI s'inquiète d'une hausse des risques pour la stabilité financière... Quelle vision et quelle sagacité de la part de nos pandores de l'économie du FMI.

« La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a déclaré dimanche que les risques pour la stabilité financière s'étaient accrus et a appelé à rester vigilant, bien que les mesures prises par les économies avancées aient calmé les tensions sur les marchés. »

C'est sûr qu'avec une hausse spectaculaire des taux, une guerre en Ukraine, des tensions géopolitiques énormes, et... une crise bancaire et de confiance mondiale, les risques se sont « accrus ». hahahahahaha.

Vous saviez que l'eau chaude cela brûle ?

Que l'eau mouille ?

Je pense que Kristalina Georgieva devrait bientôt nous l'apprendre avec son professionnalisme légendaire. D'ailleurs la mamamouchette du FMI « a réitéré sa prévision d'une année 2023 encore difficile, avec une croissance mondiale ralentie en deçà de 3 % en raison des séquelles de la pandémie de coronavirus, de la guerre en Ukraine et du durcissement des politiques monétaires ».

Vous avez qu'elle gagne plus de 400 000 dollars par an et qu'elle ne paye pas d'impôt en plus pour nous gratifier de ce genre de fulgurances intellectuelles et d'analyses économiques même pas digne des mes poules normandes ?

Mais surtout soyez rassurés braves gens. Kristalina Georgieva veille sur nos destinées.

« Nous continuons donc à suivre de près l'évolution de la situation et à évaluer les implications potentielles pour les perspectives économiques et la stabilité financière mondiales ».

Ouf, Kristalina nous protège.

Dormez bien les enfants, c'est l'heure du marchand de sable.

Charles SANNAT Source Agence de presse [Reuters via Investing.com ici](#)

Paris... Poubelles la vie !



Après le succès de la série « Plus belle la vie », voici le remake d'Anne Hidalgo intitulé « Poubelle la vie ».

Bon cela dit, comme à Paris, si on n'a plus d'éboueurs, on a des idées, et des capacités artistiques réelles.

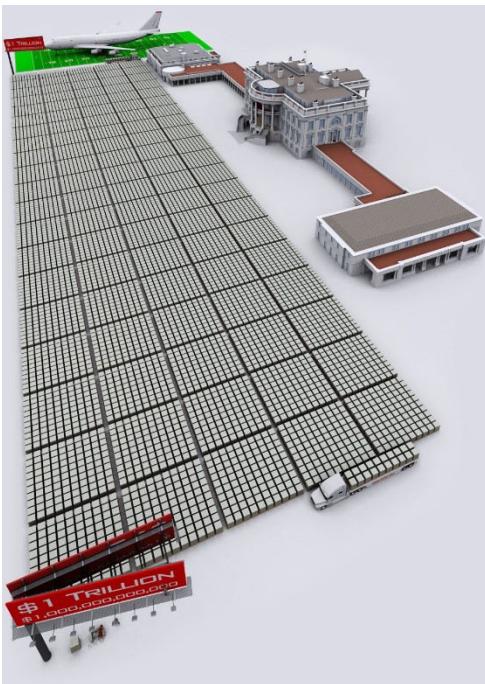
Voici donc les poubelles transformées en monstres.

En attendant sachez que les entreprises privées de ramassage des ordures rentrent également dans le conflit social en cours, et des préavis de grève ont été déposés pour la semaine prochaine.

▲ [RETOUR](#) ▲

Vous serez choqué par la quantité d'argent retirée des banques américaines, et maintenant la plus grande banque d'Allemagne est en difficulté

26 mars 2023 par Michael Snyder



Un trillion de dollars, c'est beaucoup d'argent. Si vous empilez des billets d'un millier de dollars *les uns sur les autres*, la pile ferait 67,9 milles de haut, mais si vous empilez des billets de 100 dollars *les uns sur les autres*, la pile ferait 67 866 milles de haut. Et si vous aligniez *bout à bout* des billets de 100 dollars, la ligne de billets d'un dollar serait longue de 96 906 656 milles. C'est plus long que la distance de la Terre au Soleil. Un trillion de dollars est une somme d'argent si énorme qu'il est vraiment difficile à comprendre, mais comme vous le verrez ci-dessous, cette somme d'argent a déjà été retirée des banques américaines « vulnérables » au cours de l'année écoulée. Des hordes de petites et moyennes banques sont maintenant en difficulté, et c'est vraiment une mauvaise nouvelle car ces institutions émettent la plupart des prêts hypothécaires, des prêts automobiles et des cartes de crédit sur lesquels repose notre économie. L'autre jour, je [a demandé à mes lecteurs](#) « d'imaginer à quoi ressemblera notre pays si le système bancaire implose et si l'économie plonge dans une dépression », car si nos banques continuent de s'effondrer, c'est précisément là où nous nous dirigeons.

Malheureusement, la récente panique bancaire a grandement accéléré les choses. En fait, [98,4 milliards de dollars](#) ont été retirés des banques américaines au cours de la semaine se terminant le 15 mars...

La lecture, publiée peu de temps après la fermeture du marché vendredi, est intervenue à peu près au même moment où de nouvelles données de la Fed ont montré que les clients des banques avaient collectivement retiré 98,4 milliards de dollars des comptes pour la semaine terminée le 15 mars.

Cela aurait couvert la période où les faillites soudaines de la Silicon Valley Bank et de la Signature Bank ont secoué l'industrie.

Pensez-y.

Près de 100 milliards de dollars de dépôts se sont évaporés en une semaine seulement.

Et il s'avère que les petites banques ont été les plus durement touchées. Sans surprise, les grandes banques ont en fait enregistré [d'énormes entrées de capitaux](#) ...

Les données montrent que la majeure partie de l'argent provenait de petites banques. Les grandes institutions ont vu leurs dépôts augmenter de 67 milliards de dollars, tandis que les petites banques ont enregistré des sorties de 120 milliards de dollars.

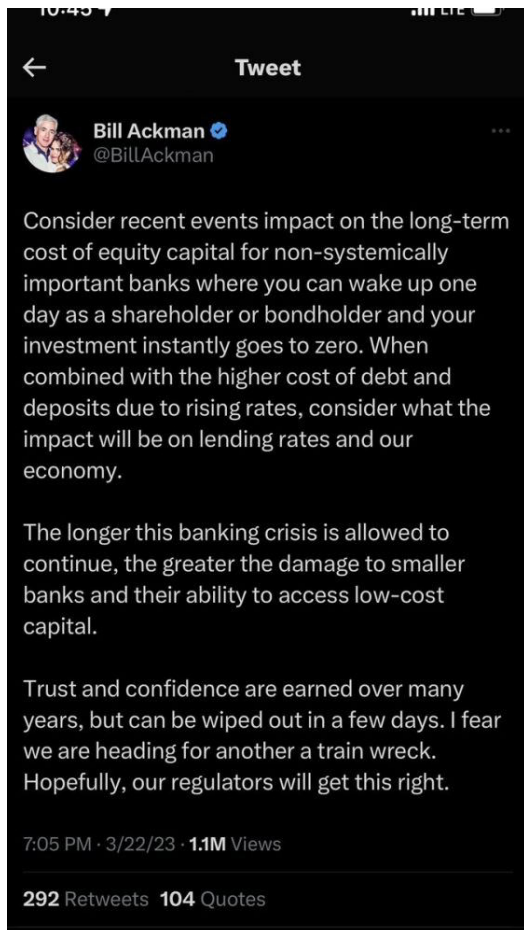
Cet article ne donnait pas de chiffres pour les banques de taille moyenne, mais il semble probable qu'elles aient également connu d'importantes sorties de fonds.

Dans l'ensemble, JPMorgan Chase nous dit que les banques "les plus vulnérables" de ce pays ont ["perdu un total d'environ 1 000 milliards de dollars de dépôts depuis l'année dernière"](#) ...

Les analystes de JPMorgan Chase & Co estiment que les banques américaines "les plus vulnérables" ont probablement perdu un total d'environ 1 000 milliards de dollars de dépôts depuis l'année dernière, la moitié des sorties ayant eu lieu en mars à la suite de l'effondrement de la Silicon Valley Bank.

C'est vraiment un « effondrement bancaire », et cela dure depuis un certain temps.

Et comme Bill Ackman l'a fait remarquer avec justesse, si rien n'est fait, nos petites et moyennes banques se dirigent vers la catastrophe.



Il y a actuellement plus de 4 000 banques aux États-Unis, et la grande majorité d'entre elles perdent rapidement des dépôts.

En conséquence, les banques américaines sont obligées de se tourner vers la Fed pour obtenir de l'aide [à un rythme très effrayant](#) ...

Les banques ont afflué vers les facilités de prêt d'urgence mises en place après les échecs de SVB et de Signature. Les données publiées jeudi ont montré que les institutions ont contracté une moyenne quotidienne de 116,1 milliards de dollars de prêts auprès du guichet d'escompte de la banque centrale, le plus élevé depuis la crise financière, et ont retiré 53,7 milliards de dollars du programme de financement à terme des banques.

Entre-temps, la crise bancaire en Europe a pris une autre tournure très alarmante.

Vendredi, les actions de Deutsche Bank [ont plongé](#) en raison des

inquiétudes renouvelées concernant la stabilité de la plus grande banque allemande...

Les actions de la Deutsche Bank ont chuté vendredi après une flambée des swaps sur défaillance de crédit jeudi soir, alors que les inquiétudes concernant la stabilité des banques européennes persistaient.

L'action cotée à Francfort a baissé de 14% à un moment donné de la séance, mais a réduit ses pertes pour clôturer en baisse de 8,6% vendredi après-midi.

Les actions du prêteur allemand cotées à Francfort ont reculé pour un troisième jour consécutif et ont maintenant perdu plus d'un cinquième de leur valeur jusqu'à présent ce mois-ci.

Il sera intéressant de voir si Credit Suisse ou Deutsche Bank finissent par passer en premier.

Bien sûr, les politiciens continuent de nous dire que tout va bien.

En fait, le chancelier allemand Olaf Scholz insiste sur le fait qu'il n'y a ["aucune raison de s'inquiéter"](#) ...

Le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré vendredi qu'il n'y avait "aucune raison de s'inquiéter" pour la Deutsche Bank.

"C'est une banque très rentable", a-t-il déclaré aux journalistes à Bruxelles, où les dirigeants européens ont publié une déclaration commune décrivant le système bancaire européen comme "résilient, avec de solides positions en capital et en liquidités".

Deutsche Bank a refusé de commenter.

Il était une fois on nous a dit que Lehman Brothers irait très bien.

Et plus tôt ce mois-ci, on nous a dit que Silicon Valley Bank irait très bien.

[Comme l'a fait remarquer](#) Robin Williams , ces banques adorent trouver des excuses.

Mais ce ne sont pas seulement quelques banques isolées qui sont en difficulté ces jours-ci.

À l'heure actuelle, tout le système est en train de s'effondrer, et Steve Quayle prévient que les choses ["passeront vraiment à la vitesse supérieure en avril"](#) ...

Le mot effondrement est un grand mot, et l'autre mot qui vient avec l'effondrement est calamité. Avec l'effondrement et la calamité en cours, les gens pensent, eh bien, tant que cela ne me touche pas, tout ira bien ou je serai mort, et mes enfants devront s'en occuper. Quelle façon égoïste de gérer les temps bibliques dans lesquels nous vivons. Je pense que nous avons de gros problèmes avec cette situation bancaire qui va vraiment passer à la vitesse supérieure en avril.

Vous n'avez peut-être pas beaucoup de sympathie pour les banques, et je le comprends.

Mais qu'advient-il de notre économie lorsque le flux des prêts hypothécaires, des prêts automobiles et des cartes de crédit sera fortement restreint ?

Notre pays est déjà [en lambeaux comme un costume à 20 dollars](#) et les conditions économiques sont encore relativement stables.

Alors que va-t-il se passer si nous tombons dans une dépression économique très profonde ?

Ce sont des temps si périlleux, et ils ne feront que devenir plus difficiles dans les mois à venir.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Les stocks physiques du marché de Londres des entrepôts remplis de sacs de pierres au lieu de minéral »

par [Charles Sannat](#) | 24 Mars 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Qu'est-ce que l'on rigole dans notre monde de margoulines.

En voici une nouvelle et sacrément copieuse.

La banque JPMorgan possédait du « nickel » au LME et la banque américaine avait mis le métal sur le marché au début de l'année dernière.

Le problème c'est que JPMorgan Chase & Co. possédait les contrats de nickel du London Metal Exchange qui se sont avérés être garantis par des sacs de pierres plutôt que par le métal concerné.

Du coup, la semaine dernière, le LME a annoncé qu'il avait annulé neuf contrats de nickel – d'une valeur d'environ 1,3 million de dollars – après avoir découvert des « irrégularités » dans un certain entrepôt, qui, selon Bloomberg ([source ici](#)), appartenait à Access World.

Et tenez-vous bien la nouvelle a choqué le monde des métaux, car les contrats du LME sont généralement considérés comme incontestables !!

Hahahahahahahaha.

Hahahahahahahaha.

Il n'y a que les vilains « complotistes » pour ne pas croire un strict mot des inventaires qui sont fournis années après années.

Si Churchill disait qu'il ne croyait aux statistiques que si c'étaient les siennes, je pourrais le paraphraser en disant que je ne crois aux inventaires des détenteurs de métaux, que si c'est moi qui vient de les réaliser.

Si je vous parle du LME, le London Metal Exchange, c'est que l'on y traite un peu d'or chaque jour et un peu d'argent métal aussi.

Hahahahahahaha.

Mais rassurez-vous les entrepôts sont bien gardés et bien garnis.

Officiellement de l'or et des métaux.

Dans les faits, parfois à la place on y trouve des cailloux.

J'en rigole encore.

Tout dans notre monde est faux. Tout. Les chiffres, les statistiques, les indices, les réserves, les bilans, les comptes de résultats, tout est faux et factice.

Le seul or, le vrai, il est physique.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.De quoi financer les retraites ! Autoroute, le gouvernement reconnaît que nous avons été couillonnés !



Le ministre Bruno Le Maire a reconnu que les calculs de rentabilité pour les actionnaires remontant à la privatisation des autoroutes en 2006 n'avaient « pas été bons ».

Le gouvernement a demandé au Conseil d'État de quelle manière il serait possible de raccourcir « de quelques années » la durée des concessions de certaines sociétés autoroutières, qui ont été plus rentables que prévu, a indiqué mercredi le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, voulant « éviter toute rente ». Il a reconnu devant les commissions des Finances et du Développement

durable de l'Assemblée nationale que les calculs de rentabilité pour les actionnaires remontant à la privatisation des autoroutes en 2006 n'avaient « pas été bons ».

Sérieux ?

Cela fait des années que nous sommes très nombreux à dire que ce qu'il s'est passé avec la privatisation des autoroutes est du vol en bande organisée de la nation, du bien commun.



LE FIGARO

Autoroutes : Bruno Le Maire veut raccourcir la durée des concessions

Il y a 19 heures

Le Monde

Bercy désarmé face aux milliards d'euros de profits des sociétés d'autoroutes
Hier

Boursorama

Privatisation des autoroutes et profits XXL : "Nous nous sommes trompés", reconnaît Bruno Le Maire
Il y a 5 heures

Midi Libre

Pactole des autoroutes : va-t-on vers une réduction de la durée des concessions ?
Il y a 24 minutes



Couverture complète

Le pire c'est le titre du journal le Monde.

« Bercy désarmé face aux milliards de profits des autoroutes ».

Bande de lâches économiques.

Il y a là largement de quoi financer les rentes des gens et des Français.

Il y a une arme très simple.

La nationalisation.

Je suis libéral sur beaucoup de choses et la propriété privée c'est très important mais voler des voleurs et rendre ce qui appartenait à la nation et au peuple à savoir les autoroutes ne serait que justice.

Une arme.

La nationalisation, sans aucune compensation, car les concessionnaires autoroutiers volent la France depuis trop d'années.

Charles SANNAT

.Banques centrales les hausses de taux se poursuivent. Synthèse !



Les banques centrales poursuivent leurs hausses de taux sur fond de crise bancaire... un cocktail potentiellement explosif et pour le moment la douleur est calmée avec beaucoup, énormément de liquidités, plus qu'en 2008 !!

Aux Etats-Unis

La Réserve fédérale a relevé ses taux d'un quart de point cette semaine portant les taux à 5,00 % ce qui veut dire presque du 10 % pour les emprunteurs !

En Europe

La Banque centrale européenne a relevé la semaine dernière son taux de dépôt d'un demi-point supplémentaires pour le porter à 3 %, au plus haut depuis octobre 2008.

Au Canada

La Banque du Canada est devenue la première grande banque centrale à interrompre les hausses de taux et maintien ses taux directeurs à 4.50 %.

En Angleterre

La Banque d'Angleterre (BoE) a relevé jeudi son taux directeur d'un quart de point à 4.25 %.

Bref, partout les taux montent encore, même si la FED, qui donne le « la » vient de presque annoncer la fin des hausses de taux, d'où la hausse des marchés financiers et des bourses pour saluer cette bonne nouvelle... pour les marchés.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Les dilemmes de Powell. La hausse des taux ou l'instabilité financière »

par Charles Sannat | 23 Mars 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Et voilà, nous sommes à un moment charnière.

Le moment où les craquements dans le système bancaire mondial sont tels que les banquiers centraux ne peuvent plus ignorer les signes de détresse et de souffrance du système financier.

Pour calmer la douleur, il n'y a aucun secret.

Il faut de l'argent, beaucoup d'argent, appelé « liquidités » pour assurer la « solvabilité » ou plus précisément l'illusion de la normalité et donc une illusion de solvabilité du système.

Du côté de la BCE comme vous avez pu le lire dans cette édition, Christine Lagarde a annoncé qu'elle n'annoncerait plus rien. En gros, elle ne dira plus si elle va monter ou baisser les taux. Tout va dépendre de la situation. De la situation de stress du système bancaire d'un côté et de l'inflation de l'autre. En fonction, on verra bien et la BCE avisera.

C'est vous dire si nos grands argentiers censés être omniscients pataugent dans la semoule et pédale dans le yaourt.

Le doute de J. Powell : comment augmenter les taux sans provoquer d'instabilité financière ?

Simple... en faisant ce qu'il a fait hier. D'un côté il augmente les taux plus doucement avec une de 0.25 % qui nous conduit tout de même à des taux à 5 % !!!

Oui, 5 % !

Ce n'est pas rien.

A 5 % en France, si nos 3 000 milliards de dettes étaient tous à 5 % cela nous coûterait 150 milliards d'euros par an, rien que pour les intérêts de la dette ! Autant dire que nous serions en faillite, c'est 3 fois le budget de l'éducation nationale !!!

Powell va donc pour le moment continuer à monter très légèrement les taux et à inonder le système bancaire et financier de liquidités pour éviter que cela craque immédiatement.

Cela devrait fonctionner parfaitement.

Il y aura plein d'argent gratuit pour les banques, et les gens, les peuples, les entreprises, eux, devront payer des

taux encore plus élevés aux banques...

C'est merveilleux.

C'est exquis.

De quoi réjouir les marchés financiers !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Selon Macron, « les smicards » n'ont jamais été aussi riches ! Lunaire.



Le maréchal président du palais évolue dans une réalité totalement lunaire.

A l'écouter, pour la 7ème compagnie jamais défaite n'a été aussi plaisante.

Ici, le président lui-même explique lors de sa dernière intervention, imbuvable au demeurant de suffisance et de provocations, que **jamais les pauvres n'ont été aussi riches !**

Vraiment lunaire.

D'ailleurs selon lui si sa sainteté présidentielle a été réélue aussi brillamment c'est qu'il n'est pas du tout impopulaire !

Hahahahahahahahaha.

Lunaire.

La gauche française a par trois fois sauver notre jeune, bien trop jeune monarque élyséen.

La première fois en 2017 en le portant au pouvoir pour faire barrage.

La seconde fois en reprenant en grande partie le contrôle par la base du mouvement des Gilets Jaunes et en prenant grand soin de ne pas faire se joindre les syndicats et les travailleurs à ces mouvements populaires.

La troisième en 2022 en faisant à nouveau barrage à Marine le Pen.

Mais Macron fait mine d'avoir reçu la sainte onction du suffrage populaire sous les délires de liesse du petit peuple.

Lunaire.

Par trois fois la gauche française a été cocufiée dans les grandes profondeurs par Macron.

Pour autant, la stratégie est terriblement, effroyablement cynique et perverse.

En agitant toutes ses provocations, Macron crée les conditions du chaos car il nourrit la colère.

Le chaos sera pour lui la manière de déclencher l'Article 16 de la Constitution et de s'arroger les pleins pouvoirs.

C'est pour cette raison qu'il ne faut pas tomber dans le piège funeste.

La non-violence et l'expression non-violente des protestations est la seule et unique solution.

Blocages, siting, marches, flambeaux, peu importe la forme.

Même avec des fleurs si nécessaire.

Mais il ne faut pas céder à la violence pour que le triste sire qui nous dirige ne puisse pas continuer sa folle fuite en avant vers toujours plus d'autoritarisme et de répression.

Charles SANNAT

Locations. Une pénurie de biens à louer « pas vue depuis 20 ans » !

IMMOBILIER ! COMMENT LE GOUVERNEMENT V PROVOQUER LA CRISE DU SIECLE



Ce qui se passe était assez prévisible.

Le marché immobilier demande une forte intensité capitalistique, comprenez beaucoup d'argent, beaucoup de « capital ».

Il faut donc emprunter, payer les intérêts, puis mettre en location, payer les impayés, les dégradations. Puis il faut payer les travaux, les remises aux normes, et enfin il ne faut pas oublier le poids terrible de la fiscalité. Des impôts sur les revenus aux taxes foncières sans omettre le célèbre IFI, impôt sur la fortune immobilière qui vient détruire le peu de rendement que vous pouviez avoir.

Résultat ?

Côté investisseurs, c'est la désertion totale, surtout que les taux remontent.

Alors autant avoir 500 000 euros placés à 4 % que des appartements à rentabilité négative et emmerdes très positives.

Marché locatif : une pénurie de biens à louer « pas vue depuis vingt ans »

C'est le titre de cet article de Batiactu.

« Pour l'observatoire des loyers Clameur, plusieurs facteurs se cumulent pour faire plonger le marché locatif privé dans la pénurie. Les discussions avec les pouvoirs publics sur le statut du propriétaire bailleur, demandé par la profession, seraient, en outre, « à l'arrêt ».

Jean-Michel Camizon, président de Clameur, n'est « pas optimiste ». L'observatoire des loyers, qui collecte des données de nombreux contributeurs et se base sur les baux signés, plus fiables que les annonces, constate une réduction de l'offre de logements à louer « pas vue depuis vingt ans », qui entraîne une baisse de la mobilité dans le parc locatif.

Il en va ainsi des mises en locations, c'est-à-dire le temps qu'un bien a passé sur le marché avant de trouver preneur. Les durées ont été divisées « par deux, par trois » selon les typologies, en particulier pour les maisons, très prisées depuis la pandémie, explique Jean-Michel Camizon. Autre indicateur : la durée moyenne des baux a augmenté, démontrant « l'attentisme » des locataires, ou tout simplement leur incapacité à trouver un bien à louer. Comment s'explique cette baisse de biens à louer ? Pour Clameur, l'explication est multifactorielle. »

Multifactorielle mais à la base de ces multi facteurs, toujours un gouvernement et des mamamouchis de maintenant et d'avant qui ne font qu'alourdir et décourager systématiquement l'investissement et donc le placement immobilier.

Une crise était inévitable.

Avec une inflation forte et des blocages de l'indice de révision des loyers, ou encore des encadrements de loyers, c'est tout simplement devenu impossible d'investir ou de louer. Tout ceci est une politique totalement délirante.

L'État finira par corriger ses excès, mais avant qu'il ne s'y résolve il y aura beaucoup, beaucoup de problème.

Charles SANNAT

.Christine Lagarde confirme que la BCE ne donne plus de prévision de hausse ou de baisse des taux !



Christine Lagarde a certes monté les taux d'intérêt de la BCE de 0.5 % ce qui est très important, mais, il se pourrait que la BCE fasse une pause.

En effet la présidente de la BCE a déclaré que *les récentes tensions financières créent de « nouveaux risques »* pour l'économie ! **Sans blague...**

Sauf que les tensions financières trouvent leurs origines dans... la hausse des taux de la FED et de la BCE pour lutter contre l'inflation.

« Face à des chocs qui s'accumulent et à une géopolitique changeante, le degré d'incertitude devrait rester élevé », a-t-elle ajouté.

C'est sûr, et l'on ne peut qu'être d'accord.

« Toutefois, l'inflation demeure forte et l'incertitude quant à son évolution s'est accentuée », nécessitant d'avoir « une stratégie robuste pour la période à venir ».

Pour la suite...

« Pour la suite du resserrement des vannes du crédit, la BCE a abandonné son discours sur les anticipations de ses actions, et veut se fier aux données du moment quand elle réunira son Conseil des gouverneurs.

« Autrement dit, ex ante, nous ne nous engageons ni à continuer d'augmenter les taux, ni à mettre fin aux hausses », selon Mme Lagarde.

Une certitude selon elle, « *il n'y a pas de contradiction entre la stabilité des prix et la stabilité financière* ». Celle-ci n'est d'ailleurs pas menacée pour le moment en zone euro, selon de nombreuses déclarations des autorités financières et responsables politiques. »

En gros Christine Lagarde fait sa normande. Peut-être ben qu'oui, peut-être ben qu'non...

Ou ni pour ni contre, bien au contraire.

En réalité cela veut dire que la BCE ne sait pas dans quel sens le vent va tourner. Et ce n'est jamais une bonne nouvelle que de voir les banquiers centraux complètement paumés.

▲ [RETOUR](#) ▲

186 autres banques « risquent de faire faillite », et cela pourrait nous pousser vers la prochaine grande dépression

19 mars 2023 par Michael Snyder



Ils essaient désespérément de colmater une fuite dans le système après l'autre, mais que se passe-t-il si tout le système s'effondre soudainement tout autour d'eux ? Le [4 janvier](#), j'avais spécifiquement prévenu que nos problèmes allaient "considérablement s'accélérer au cours des 12 prochains mois", et c'est précisément ce qui s'est passé. Nous sommes maintenant au milieu de la crise bancaire la plus grave depuis 2008, et cela pourrait bientôt s'aggraver. Nous avons déjà été témoins des deuxième et troisième faillites bancaires les plus importantes de toute l'histoire de notre nation, et maintenant, on rapporte [que](#) 186 banques supplémentaires "risquent de faire faillite"...

Dans la foulée de l'effondrement de la Silicon Valley Bank au début du mois, 186 autres banques risquent de faire faillite même si seulement la moitié de leurs déposants décident de retirer leurs fonds, selon une nouvelle étude.

En effet, les hausses agressives des taux d'intérêt de la Réserve fédérale pour juguler l'inflation ont érodé la valeur des actifs bancaires tels que les obligations d'État et les titres adossés à des créances hypothécaires.

"Les récentes baisses de la valeur des actifs bancaires ont très considérablement accru la fragilité du système bancaire américain face aux ruées vers les déposants non assurés", ont écrit les économistes dans un article récent publié sur le Social Science Research Network.

Inutile de dire que ces banques se rendent compte qu'elles sont en danger, et une coalition de banques de taille moyenne supplie littéralement les régulateurs fédéraux de couvrir tous les dépôts non assurés [pendant au moins les deux prochaines années](#) ...

Une coalition de banques américaines de taille moyenne a demandé aux régulateurs fédéraux d'étendre l'assurance FDIC à tous les dépôts pour les deux prochaines années, arguant que la garantie est nécessaire pour éviter une ruée plus large sur les banques.

"Cela stoppera immédiatement l'exode des dépôts des petites banques, stabilisera le secteur bancaire et réduira considérablement les risques de nouvelles faillites bancaires", a déclaré la Mid-Size Bank Coalition of America dans une lettre aux régulateurs vue par Bloomberg News.

Si les régulateurs fédéraux ne le font pas, d'énormes sommes d'argent continueront d'être transférées des petites et moyennes banques vers les banques « trop grandes pour faire faillite ».

Mais je vais vous dire pourquoi un tel mouvement n'est pas susceptible de se produire en ce moment.

Si chaque compte bancaire en Amérique est soudainement entièrement garanti par le gouvernement fédéral, il y aura un bruit de succion géant alors que les individus riches retireront leur argent des banques européennes où les soldes importants ne sont pas entièrement assurés.

Le système bancaire européen est déjà au bord de l'effondrement. En effet, on vient d'apprendre qu'UBS vient de donner son accord [pour un rachat en urgence de Credit Suisse](#) ...

La plus grande banque suisse, UBS, a accepté d'acheter son rival en difficulté Credit Suisse dans le cadre d'un accord de sauvetage d'urgence visant à endiguer la panique des marchés financiers déclenchée par la faillite de deux banques américaines au début du mois.

"UBS a annoncé aujourd'hui le rachat de Credit Suisse", a indiqué la Banque nationale suisse dans un communiqué. Il a déclaré que le sauvetage "assurerait la stabilité financière et protégerait l'économie suisse".

UBS paie 3 milliards de francs suisses (3,25 milliards de dollars) pour le Credit Suisse, soit environ 60% de moins que la valeur de la banque à la fermeture des marchés vendredi. Les actionnaires du Credit Suisse seront en grande partie anéantis, recevant l'équivalent de seulement 0,76 franc suisse en actions UBS pour des actions qui valaient 1,86 franc suisse vendredi.

Ainsi, pour protéger les banques étrangères, les petites et moyennes banques aux États-Unis seront autorisées à faire faillite.

Mais si un grand nombre de petites et moyennes banques commencent à faire faillite, ce pays plongera rapidement dans un cauchemar économique.

Samedi, Zero Hedge a publié [l'un des plus grands tweets](#) que j'ai vus depuis longtemps...

Je n'aurais pas pu mieux le dire moi-même.

Notre économie repose sur les hypothèques, les prêts automobiles, les cartes de crédit et les cartes de débit.

Si une banque a des problèmes, le flux de crédit de cette banque est restreint.

Et si une banque fait faillite, le flux de crédit de cette banque s'arrête complètement.

Si de nombreuses banques commencent à faire faillite dans ce pays, l'activité économique se contractera considérablement et nous serons vraiment confrontés à « une autre grande dépression ».

À ce stade, les conditions sont si difficiles que Warren Buffett [s'implique personnellement](#) ...

Warren Buffett de Berkshire Hathaway Inc. a été en contact avec de hauts responsables de l'administration du président Joe Biden ces derniers jours alors que la crise bancaire régionale se déroule.

Il y a eu plusieurs conversations entre l'équipe de Biden et Buffett au cours de la semaine dernière, selon des personnes proches du dossier, qui ont demandé à ne pas être identifiées car les informations sont privées. Les appels se sont concentrés sur le fait que Buffett pourrait investir d'une manière ou d'une autre dans le secteur bancaire régional américain, mais le milliardaire a également donné des conseils et des orientations plus larges sur la tourmente actuelle.

Il semble que beaucoup plus se passe dans les coulisses qu'on ne nous le dit.

Fait intéressant, de nombreux jets privés volaient à destination et en provenance d'Omaha [vendredi](#) ...

Espérons qu'un moyen puisse être trouvé pour stabiliser le système bancaire, car les conditions économiques sont certainement déjà assez mauvaises.

Plus tôt dans la journée, j'ai été surpris d'apprendre que Disney s'apprêtait à procéder [à une deuxième série de licenciements](#) ...

Après avoir annoncé un plan de suppression de près de 7 000 emplois, Disney donnerait instruction aux managers de proposer des coupes budgétaires et de dresser des listes d'employés à licencier dans les semaines à venir.

On ne sait pas si Disney commencera des licenciements par petites vagues ou supprimera des milliers d'employés d'un seul coup, mais la société annoncera qu'au moins 4 000 employés actuels seront au chômage en avril, selon Business Insider.

Partout en Amérique, de grandes entreprises licencient des travailleurs.

Mais même si un ralentissement économique important a déjà manifestement commencé, on nous [dit](#) que la Réserve fédérale devrait encore augmenter les taux d'intérêt cette semaine...

La Réserve fédérale entamera sa réunion avec des échanges qui devraient être légers avant une décision sur les taux d'intérêt mercredi.

Malgré le tumulte du marché, 62% des investisseurs s'attendent à ce que les décideurs politiques continuent de relever les taux, ce qui marquerait la neuvième augmentation consécutive. Trente-huit pour cent ne s'attendent à aucun changement, selon FedWatch de CME.

Après tout ce qui s'est passé au cours des deux dernières semaines, il serait littéralement suicidaire d'augmenter à nouveau les taux.

Mais ils pourraient le faire de toute façon.

Tant de choses [sur lesquelles j'ai mis en garde sans relâche](#) commencent maintenant à se produire sous nos yeux.

Un grand effondrement financier a commencé et nos dirigeants semblent très incertains quant à la manière de le gérer.

Malheureusement pour eux, ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que la pointe de l'iceberg.

[▲ RETOUR ▲](#)

Une diatribe et une déchirure pour mon ancienne banque

Sean Ring 23 mars 2023

DAILY RECKONING



Bon jeudi matin à vous !

J'ai reporté l'écriture sur la disparition de mon ancienne banque, le Credit Suisse. Je n'ai pas écrit à ce sujet dans le *Rude* de toute la semaine parce que je n'avais pas l'énergie de lui rendre justice.

Mais puisque ce *Morning Reckoning* me donne un peu plus de latitude, je vais aborder le sujet ici.

Si vous lisez le *Rude*, vous savez que j'ai passé plus de 11 ans de ma vie sur deux périodes à travailler pour le Credit Suisse. Et si vous pensez que c'était du gâchis... J'ai travaillé pour Lehman Brothers pendant environ 15 mois avant mon premier passage chez CS !

J'ai travaillé dans le bureau CS de Eleven Madison Avenue à New York, dans son bureau du 1-5 Cabot Square à Londres et dans son bureau chic du 87 au 88e étage de l'ICC à Hong Kong.

Entre mes séjours à l'ouest et à l'est, j'ai suivi une formation financière. Il se trouve que j'ai formé du personnel CS à Singapour, Hong Kong, Mumbai, Jaipur et Pune.

Je connais donc assez bien la banque. Et à part des amis qui perdent leur emploi, je ne suis pas triste que ce soit parti.

Dans cet article, je raconterai de vieilles histoires, quels étaient vraiment les problèmes de CS et pourquoi la réglementation bancaire est finalement inutile.

Maintenant, permettez-moi de partager certaines des choses incroyables qui se sont produites pendant que je travaillais pour eux.

Tout n'était pas mauvais

Je n'avais pas réalisé à quel point j'écrivais sur les bons moments du *Rude*. Je mettrai tous ces articles en lien.

Bref, ma vie n'aurait jamais tourné comme ça sans avoir travaillé chez CS.

Après tout, peu de lieux de travail vous détachent de New York à Londres... et bien des années plus tard, de Singapour à Hong Kong.

À New York, je ne serais jamais tombé amoureux de [notre stagiaire incroyablement belle de 20 ans](#) – tenez vos chevaux, je n'avais que 23 ans – et je serais sorti avec elle pendant deux ans. Notre premier rendez-vous en est un pour les âges, comme vous pourrez le lire plus tard.

Pendant mon séjour à Londres, Hung-Wah ne m'aurait jamais conduit à Bruges pour [des gaufres belges](#).

J'avais oublié mon ancien patron, Ed, qui payait avec joie mes frais de scolarité (de la poche de CS) [pour la](#)

[London Business School](#) . Merci Ed!

Si je n'étais pas allé à LBS, je n'aurais jamais rencontré Aussie Trav. Cette nuit-là, nous avons passé au pub Duke of York à St. John's Wood [à écouter un responsable ivre de la gestion des risques](#) informer cet article.

Et je n'aurais jamais eu une vue d'ensemble de la débâcle des titres adossés à des hypothèques si je n'avais pas rencontré [ma petite amie, qui travaillait pour S&P](#) et m'avait tout expliqué.

Enfin, j'ai pu voir le [grand bureau de négociation pour compte propre d'Alan Howard, Chris Rokos](#) et al, au travail. Ils y sont toujours, au fonds spéculatif Brevan Howard d'Alan et au family office de Chris.

Si vous lisez ces articles, vous me connaissez très bien.

Fait intéressant, la première chronique que j'ai jamais écrite pour le Rude s'intitulait « [Credit Suisse Hwangs Itself ; UBS perd du terrain et subit une perte de 774 millions de dollars](#) » .

Cela explique un peu. Et je vais le référencer ici.

La haute direction

Le problème venait du haut de la maison. A Zürich. Oui, idiotie au niveau du conseil d'administration.

Bien sûr, vous aviez des mannequins en Asie et dans les Amériques.

Mais les Suisses, eux-mêmes, ne savaient pas comment gérer une banque mondiale.

(Je m'empresse de vous le rappeler - le gouvernement suisse a lui-même renfloué UBS en 2008.)

Vous ne verrez jamais un groupe plus incompetent de sages indûment trop confiants dans vos vies.

En tant qu'employé de CS, je ne peux pas vous dire le nombre de fois où j'ai demandé : "Qui est cette putain d'idée stupide ?"

La plupart sont déjà partis, merci au fabricant. Quant à ceux qui restent, j'espère que chacun d'entre eux sera viré. S'ils arrivent à rester à la nouvelle UBS, c'est un crime.

Mais vraiment, l'embauche de Tidjane Thiam a été la *pièce de résistance* .

Thiam était le PDG de la compagnie d'assurance britannique Prudential (à ne pas confondre avec The Rock aux États-Unis).

Bien qu'issu de deux familles riches d'Afrique de l'Ouest, parlant couramment le français, l'anglais et l'allemand, détenant un MBA de l'Insead et étant un ancien consultant de McKinsey, Thiam est un *doofus*.

[Son cul aurait dû être expulsé de Prudential](#) pour une prise de contrôle bâclée de l'assureur-vie asiatique d'AIG, AIA.

Mais grâce à l'argent de l'hélicoptère de The Bernank et à la Banque d'Angleterre qui trottait joyeusement derrière, reniflant le cul de Helicopter Ben, les actions de Prudential ont quadruplé sous la "direction" de Thiam.

Cela a trompé le conseil d'administration stupide du Credit Suisse, avec [le président du «roi des merdes» Urs](#)

[Rohner](#) , en lui faisant croire que l'embauche d'un PDG d'assurance noir ferait gonfler le cours de l'action de CS.

Et ils l'ont embauché.

Lors de sa première conférence de presse, lorsqu'on lui a demandé si ce serait différent de diriger une banque d'investissement plutôt qu'une compagnie d'assurance, le nouveau PDG – et ancien collaborateur de McKinsey – a répondu non, c'est juste une question de chiffres.

Peu de temps après ce presseur, un directeur général et moi marchions vers le bureau. Il m'a regardé et a dit : « Je n'arrive pas à croire que Tidjane ait dit ça. Voyons ce que pensent les marchés.

Inutile de dire que les marchés n'ont pas été impressionnés.

Mais la plus grande erreur du règne de Thiam a été de mettre à l'écart les équipes de vente et de négociation au moment même où un nouveau marché haussier commençait. Ça n'aurait pas pu être pire.

Thiam voulait copier UBS pour créer une centrale de gestion de patrimoine - ce n'est pas une mauvaise idée - mais l'une des grandes forces de CS était ses commerçants et ses vendeurs.

La banque d'investissement a surtout prospéré. La banque privée aussi.

Mais pendant le règne de Thiam, le S&P 500 a grimpé de plus de 62 %. Alors que Goldman Sachs, Morgan Stanley, Citi et Bank of America l'ont ramassé dans leurs salles de marché, le Credit Suisse a à peine participé.

C'est "l'invisible" de Bastiat sur la raison pour laquelle CS s'est effondré.

UBS prend le relais

J'avais l'habitude de plaisanter sur LinkedIn, suppliant qu'UBS rachète CS pour améliorer l'apparence de mon profil.

Je pensais que cela aurait dû arriver il y a des années, mais l'argument était toujours : « À quelle fin ?

«Éloigner le conseil d'administration du Credit Suisse des pièces mobiles» était une réponse assez bonne pour moi.

Parce qu'en fin de compte, les catastrophes Archegos et Greensill se sont produites parce que la C-Suite a annulé les gens sur le terrain.

Oui, les gestionnaires de risques ont dit à leurs patrons de ne pas conclure ces transactions. Mais ils ont été rejetés parce que la stratégie de « banque des entrepreneurs » de Thiam consistait à combiner les banques privées et d'investissement a teinté leur jugement.

Autrement dit, l'argent privé de Bill Hwang était dans la banque privée et l'argent de son fonds spéculatif était dans la banque d'investissement. Si CS l'a énervé, ils ont perdu deux fois. Alors ils ont marché légèrement.

Beaucoup trop légèrement.

D'un coût combiné de 6,78 milliards de dollars, ces deux scandales ont détruit la crédibilité déjà à peine existante du Credit Suisse.

Comment CS a duré encore deux ans me dépasse.

Un renflouement à quel prix ?

La Banque nationale suisse (la banque centrale suisse) a soutenu UBS d'une manière dont les banques américaines ne peuvent que rêver.

Extrait [du Wall Street Journal](#) :

La dépréciation complète des titres du Credit Suisse avait été demandée par les dirigeants d'UBS pour réduire le fardeau dont l'entreprise a hérité en reprenant son rival.

*Certains investisseurs ont été pris au dépourvu parce que **les actions ordinaires du Credit Suisse ont été épargnées, UBS les ayant payées 3,2 milliards de dollars via ses propres actions**, alors même que les AT1 étaient dépréciés.*

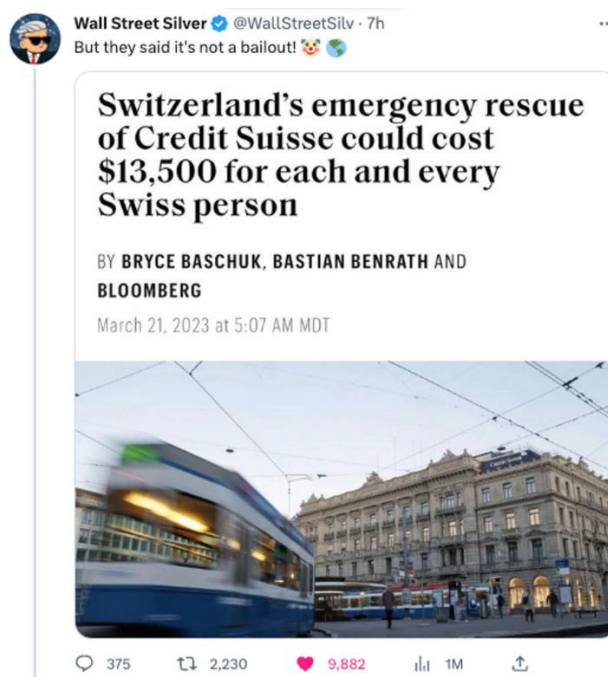
Bien que cela bouleverse l'ordre commun dans une insolvabilité, il y a eu un débat féroce sur la question de savoir si les AT1 du Credit Suisse autorisaient en fait un tel mouvement dans leur documentation.

*Finma, le régulateur financier suisse, a déclaré dimanche que le Credit Suisse traversait une crise de confiance et risquait de devenir illiquide, même s'il restait solvable, et exigeait que l'accord conçu par l'État reste en vie . **Le gouvernement a fourni un filet de sécurité de plus de 9 milliards de dollars à UBS sur les pertes potentielles.***

Semer la consternation parmi les investisseurs AT1 : les autorités suisses ont adopté à la hâte une loi la semaine dernière qui a accéléré la capacité des régulateurs à réduire à zéro les obligations les plus risquées.

Je suis à court de route ici, mais heureusement, j'ai expliqué la situation du capital AT1 dans *Rude Awakening* d'aujourd'hui . Cliquez simplement [ici](#) et lisez-le si vous voulez en savoir plus.

Je vous laisse avec ces tweets choquants :



Crédit : [@WallStreetSilv](#)



Crédit : [@KobeissiLetter](#)

Comme Thomas Sowell l'a dit un jour, "Dans chaque catastrophe de l'histoire américaine, il semble toujours y avoir un homme de Harvard au milieu."

Dans cette catastrophe très suisse, au milieu, il y avait un gars de l'Insead.

RIP, Crédit Suisse. Dites bonjour à Lehman pour moi !

Faites-moi part de vos réflexions en m'envoyant un e-mail [ici](#) , j'aime vraiment les lire!

▲ [RETOUR](#) ▲

Voici pourquoi une autre crise bancaire est peu probable... Nous aurons de l'inflation à la place

par [Alex Krainer](#) 23 mars 2023





Note de l'éditeur : Alex Krainer est un ami de Doug Casey. Il est négociant en matières premières, auteur et créateur de **I-System Trend Follow** . Alex écrit l'un des meilleurs bulletins d'information sur les tendances du marché, offrant une aide à la décision quotidienne fiable, polyvalente et efficace pour les investisseurs et les commerçants.

Son livre « **Mastering Uncertainty in Commodities Trading** » a été classé premier livre sur la liste de **Financial Expert UK** des « 5 meilleurs livres sur les matières premières pour les investisseurs et les traders » pour 2021 et 2022.

Je ne crois pas que nous aurons une autre crise bancaire majeure. En juin 2007, deux fonds spéculatifs de Bear Stearns ont eu d'importants appels de marge (plus de 400 millions de dollars), auxquels ils n'ont pas pu répondre. Les retombées de cet événement ont été limitées, et nous avons eu de nombreuses assurances qu'il s'agissait d'un petit hoquet, qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, que le système fonctionnait bien, etc. Mais le système n'était pas solide du tout - il l'était et est toujours très fragile et sujette aux crises. Par exemple, *entre 1992 et 2002, plus de 65 crises financières majeures ont éclaté dans le monde.*

Cette fois, c'est différent

La plus importante – la crise financière mondiale de 2008 – s'est produite huit mois après la crise de Bear Stearns avec la faillite « soudaine » de Lehman Brothers. Mais je ne crois pas que les faillites de la Silicon Valley Bank et de la Signature Bank déclencheront une avalanche en cascade comme les fonds spéculatifs de Bear Stearns l'ont déclenchée il y a 14 ans. Cette fois, c'est différent. Rappelons qu'en 2008, la Fed n'était pas en mesure de renflouer le système bancaire sans l'approbation du Congrès. Le secrétaire au Trésor, **Hank Paulson**, a dû implorer un renflouement de 700 milliards de dollars des banques «trop grandes pour faire faillite», littéralement à genoux. Mais une telle prostration n'est plus nécessaire : aujourd'hui, la Fed a toute latitude pour renflouer les institutions bancaires en cas de besoin. Et le besoin est bien plus important qu'il ne l'était en 2008 :

Le système est bel et bien cassé ; Les banques américaines ont accumulé des pertes massives sur leurs investissements obligataires et, sans renflouement, elles pourraient être contraintes de vendre des actifs dans leurs livres. Cela précipiterait une crise bien pire que celle que nous avons connue en 2008. C'est cette « graine de malheur », qui est intégrée dès le départ dans l'équation de la réserve fractionnaire bancaire : les faillites bancaires ne sont qu'une question de temps.

Mais dans un monde où les banques centrales ont la possibilité « d'imprimer » des quantités infinies de devises pour parer aux pertes des entreprises et du système bancaire, les banques en faillite peuvent continuer à fonctionner, mortes-vivantes pendant des années, voire des décennies. La crise actuelle sera probablement utilisée pour consolider l'industrie et nous pourrions voir de nombreuses petites banques régionales échouer ou être absorbées alors que les monopoles englobent la concurrence, mais une défaillance du système ne sera pas autorisée.

Nous sommes dans le socialisme maintenant, bébé

Donc, si les banques centrales choisissent de maintenir le système à flot - créances douteuses, pertes et tout - ce que nous obtenons inévitablement, c'est de l'inflation et un effondrement progressif de la monnaie. Dans un système de marché libre capitaliste, cela ne devrait pas arriver : les banques défaillantes faisaient faillite et dans un marché libre, les paniques bancaires étaient périodiques. Mais nous ne fonctionnons plus dans ce système :

un coup d'État bancaire silencieux a eu lieu et il a inauguré le socialisme, mais seulement pour les banques et les grandes entreprises trop grandes pour faire faillite. Pour tous les autres, c'est toujours le capitalisme rude et impitoyable.

J'ai grandi dans le socialisme et une grande partie de ce que j'observe aujourd'hui me rappelle ma jeunesse. Dans l'ex-Yougoslavie, nous avons eu une mauvaise crise de stagflation tout au long des années 1970 et 1980, mais jamais de crise bancaire. J'étais trop jeune pour remettre en question le fonctionnement du système à l'époque, mais il était clair que la banque centrale fournissait toutes les liquidités nécessaires pour maintenir le système à flot et garder les travailleurs employés. Mais le prix a été payé collectivement par tout le monde à travers l'inflation qui s'est progressivement accélérée jusqu'à ce que la monnaie devienne totalement sans valeur.

La Fed imprimera...

Je crois que la Réserve fédérale suivra le même chemin. L'avantage de choisir cette voie est que la crise se déroulera progressivement. L'alternative, permettant aux grandes banques de faire faillite et aux entreprises de faire faillite, précipiterait un effondrement rapide avec un chômage de masse et des perturbations qui pourraient déclencher des soulèvements sociaux avec des retombées qui pourraient être extrêmement difficiles à contrôler.

Ainsi, le choix des banquiers centraux du monde développé est soit de laisser fonctionner les marchés libres, soit d'adopter le socialisme. C'est un choix entre un effondrement soudain et une crise ingérable, ou « imprimer » toute la monnaie nécessaire pour couvrir les trous financiers béants du système et avoir un dénouement plus progressif et plus gérable. Je pense qu'aucune banque centrale au monde n'optera pour le capitalisme de marché libre à ce stade.

L'inflation va repartir à la hausse

La conséquence de ce choix sera que la crise de l'inflation se poursuivra, infligeant des pertes très importantes aux investisseurs. Selon **Stanley Fischer** « [Modern Hyper- and High Inflation](#) », depuis 1960, plus des deux tiers des économies de marché mondiales ont connu des épisodes d'inflation de 25 % ou plus. En moyenne, les investisseurs ont perdu 53 % de leur pouvoir d'achat lors de tels épisodes. Dans de nombreux cas, les pertes étaient bien pires. Au cours de l'inflation des années 1970, les investisseurs américains ont perdu jusqu'à 65 % en termes réels.

Inflation causes massive losses in real wealth			
Inflation experience	10-year inflation rate (annualized)	60/40 stock/bond portfolio real return (annualized)	Decline in real portfolio value
USA (1972 – 1982)	9%	-3.5%	-65%
UK (1910 – 1920)	11%	-9.3%	-86%
Japan (1946 – 1956)	23%	3.3%	-52%
Source: Alliance Bernstein, "Deflating inflation – redefining the inflation-resistant portfolio," April 2010.			

Dans certains épisodes, comme la République de Weimar il y a 100 ans, les pertes ont frôlé les 100 %. Alors que faire? Bien sûr, les investisseurs devraient prendre des mesures audacieuses pour protéger leurs portefeuilles, et il n'y a pas beaucoup de bonnes alternatives.

Comment se prémunir contre l'inflation ?

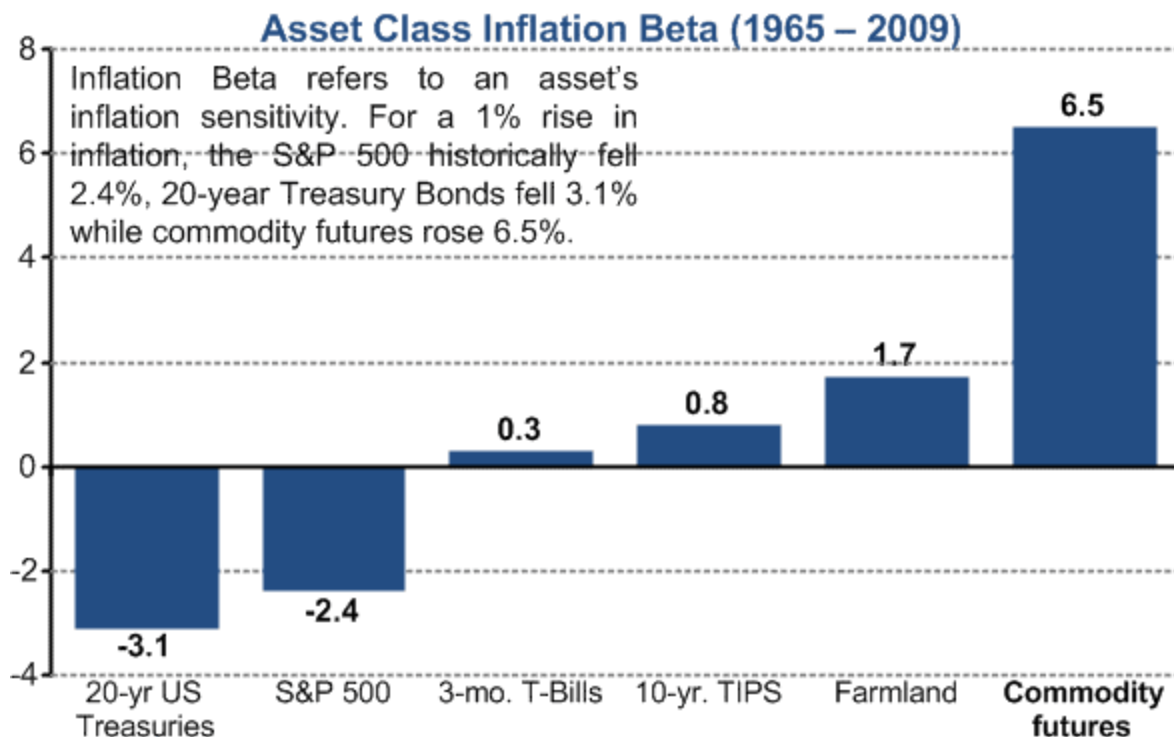
Contrairement aux opinions populaires, les actions ne constituent pas dans l'ensemble une bonne couverture contre l'inflation. L'or et l'argent finiront par briller et devraient certainement être pris en compte. Les terres agricoles sont une autre option viable. Avant 2021, j'aurais également suggéré Bitcoin, mais ce n'est pas une panacée sans risque et je pense qu'il ne devrait être considéré que comme l'un des actifs à inclure dans un portefeuille largement diversifié. Cependant, il existe une classe d'actifs qui l'emporte sur toutes les autres en matière de couverture contre l'inflation...

La meilleure couverture : les contrats à terme sur matières premières

À mesure que le pouvoir d'achat d'une monnaie diminue, les prix des biens réels que les gens utilisent dans leur vie quotidienne augmenteront, en particulier l'énergie, les métaux et les matières premières agricoles. Cette idée de bon sens est également étayée par de nombreuses preuves empiriques.

Par exemple, dans l'article intitulé « [Assessing Managed Futures as an Inflation Hedge Within a Multi-Asset Framework](#) », publié dans le Journal of Wealth Management (avril 2011), les auteurs ont conclu que **«les contrats à terme gérés surpassent les autres classes d'actifs... Aucune autre classe d'actifs ne se présente comme une couverture viable contre l'inflation.**

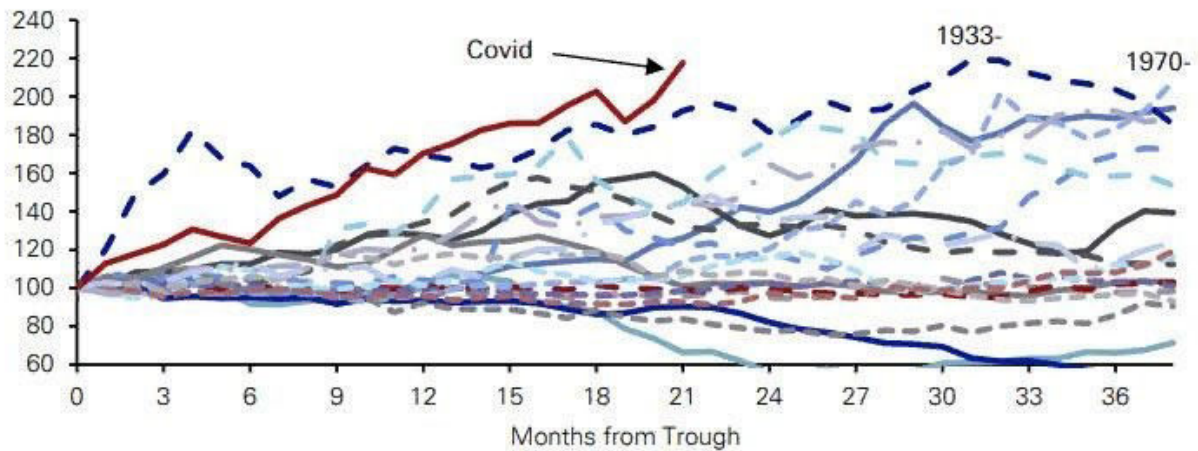
Leur conclusion corrobore une recherche antérieure d'Alliance Bernstein qui a révélé que les « contrats à terme gérés » (c'est-à-dire l'exposition aux prix des contrats à terme sur matières premières) avaient le bêta d'inflation le plus élevé de toutes les classes d'actifs :



Source: Alliance Bernstein, "Deflating Inflation: Redefining the Inflation-Resistant Portfolio," April 2010.

Eh bien, la crise actuelle de l'inflation nous en a donné une autre confirmation : alors que les pressions inflationnistes s'accumulaient progressivement, l'indice Goldman Sachs des matières premières a grimpé en flèche de plus de 3,5 fois, passant de 231 en avril 2020 à 830 en juin 2022. Une étude récente de Jim Reid de la [Deutsche Bank](#) a montré que ce **cycle des matières premières a jusqu'à présent été le plus fort jamais enregistré, éclipsant tous les 20 cycles précédents depuis 1914**, comme le montre le graphique suivant :

Figure 1: Commodity index recoveries through every US business cycle since 1914



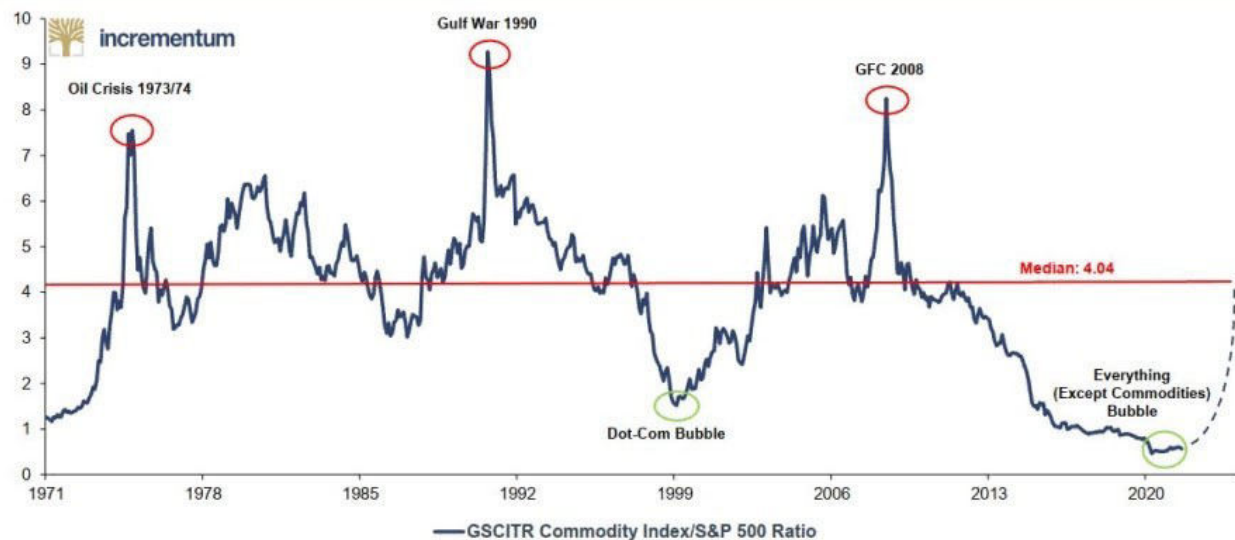
Source : Thomson Reuters Core Commodity CRB Index (with GFD extension), Deutsche Bank

Les contrats à terme sur matières premières doublent leur rôle de diversificateur de portefeuille

Les contrats à terme sur matières premières offrent aux investisseurs un autre avantage : ils constituent le moyen idéal de diversifier leur portefeuille. Si les cours des actions et des obligations s'effondrent, ils emporteront avec eux la plupart des classes d'actifs et il y aura peu d'échappatoires pour les investisseurs. Alors que les matières premières pourraient subir de fortes corrections à court terme, leur baisse est probablement très faible par rapport à la hausse que nous pourrions voir à plus long terme. Le graphique ci-dessous montre la relation historique entre les prix des matières premières et les actions, et nous sommes toujours proches des plus bas historiques :

Compared to the S&P500 Commodities Are Dirt Cheap

GSCITR Commodity Index/S&P 500 Ratio, 01/1971-08/2021



Source: Lynkeus Capital LLC, Dr. Torsten Dornin, Reuters Eikon, Incrementum AG

Un simple retour vers des niveaux de valorisation « normaux » peut constituer une opportunité d'investissement attrayante en soi ainsi qu'un véritable moyen de diversification au moment où cela s'avère le plus urgent. L'exposition aux matières premières comme l'énergie, les métaux et les matières premières agricoles clés devrait figurer parmi les alternatives d'investissement les plus convaincantes pour la décennie 2020.

Les marchés évoluent selon les tendances

Un mot d'avertissement s'impose : il ne suffit pas d'acheter simplement un FNB de matières premières et de suivre le cycle passivement, ce n'est peut-être pas la meilleure approche. Les prix des matières premières peuvent être volatils et ils ont tendance à être assez sensibles aux conditions de liquidité sur le marché. Je crois que la meilleure, et peut-être la seule solution durable à l'incertitude de la fluctuation des prix du marché est le suivi des tendances, et de préférence le suivi *systématique* des tendances.

Le suivi des tendances offre aux investisseurs un certain nombre d'avantages importants, dont le **premier est la vérité**. À savoir, le suivi des tendances est basé sur la seule source d'informations de marché qui soit vraie, sans ambiguïté et opportune : le prix des titres lui-même. Les suiveurs de tendance peuvent ignorer toutes les autres informations qui isolent leur prise de décision des rapports biaisés, des données erronées, des analyses erronées et des mensonges.

Deuxièmement, le suivi des tendances nous dispense entièrement de la nécessité d'avoir raison sur l'avenir des marchés. La stratégie vous gardera long à travers les tendances haussières, court pendant les tendances baissières et elle "changera d'avis", lorsque les événements du marché le justifient, débarrassée de croyances et de convictions qui pourraient s'avérer erronées.

Troisièmement, le suivi des tendances peut grandement améliorer la polyvalence et la diversification des investisseurs. Étant donné que la stratégie ne concerne que l'analyse des fluctuations des prix des titres, elle peut être appliquée sur n'importe quel marché. Vous pouvez tout aussi facilement trader des actions, des obligations, des devises ou des matières premières, même si vous ne connaissez pas ou peu ces marchés. Si vous pensez que j'exagère, je dois avouer qu'au cours de ma carrière, j'ai négocié sur plus de 50 marchés à terme financiers et de matières premières différents et je ne sais presque rien sur la plupart d'entre eux. Malgré cela, j'ai pu constamment surpasser mes repères stratégiques pendant 13 années consécutives.

La polyvalence du suivi systématique des tendances pourrait être particulièrement importante dans les conditions de marché actuelles. La capacité à se diversifier à partir des classes d'actifs traditionnelles surgonflées et à se diversifier vers des matières premières comme le pétrole brut, le cuivre ou l'argent, voire des matières premières agricoles comme le blé, le maïs, le coton et le café pourrait s'avérer décisive.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Trois faillites... et combien d'autres à venir ?

rédigé par Philippe Béchade 23 mars 2023



Quelques banques régionales américaines montrent encore des signes de faiblesse alarmants, alors même que des mesures « rassurantes » ont déjà été prises.



Ce 18 mars, il n'y en avait dans tous les médias que pour le **Credit Suisse**, avec ses 50 puis 100 milliards de francs suisses surgis comme par magie des planches à billet de la BNS pour sauver la situation.

Puis, seulement 48 heures plus tard, c'était le système bancaire américain qui se retrouvait de nouveau au bord de l'abîme avec la faillite potentielle de la **First Republic Bank** aux Etats-Unis.

Une banque presque banale, même si elle pointe parmi les 20 premières du pays par le montant de ses dépôts. Sauf qu'elle présente des difficultés emblématiques de celles que pourraient rencontrer toutes les autres... y compris les banques européennes.

Des difficultés liées à une saturation du système financier par un excès de dettes, dont le coût devient insoutenable du fait d'une hausse de taux qui apparaît soudain comme trop brutale. Les banques centrales entendent régler par une saturation du système en liquidités.

Un nouveau déluge d'argent magique en mode « *no limit* » (après un bref épisode de « normalisation » de seulement 10 mois) destiné à refinancer encore plus de dettes menaçant de se désintégrer et de ruiner leurs détenteurs.

Valorisation par décret

Et voici le retour de la métaphore du drogué en cure de désintoxication et qui, ne supportant la sensation de manque, replonge comme un forcené dans ses addictions et s'injecte une double dose pour retrouver ses sensations de plénitude d'avant la cure pour overdose.

Ce drogué, c'est indifféremment la Fed ou le « marché ». Les deux ne font plus qu'un, puisque c'est la Fed qui, au mieux, fixe la « valeur de marché » (le risque vaut zéro, donc tout se vaut) et, au pire, abolit le marché en décrétant que ce qui vaut 80 vaut 100 pour certains. Et peu importe le moment, peu importe les conséquences pour ces autres acteurs dont les actifs valent 80 aujourd'hui, mais pourront valoir 0 demain, comme par exemple les émissions obligataires de SVB Financial, Signature Bank, ou les 17 Mds\$ d'AT1 (dettes non garanties) du Credit Suisse.

Les autorités helvétiques (FINMA et BNS) ont décrété que ces AT1 valaient zéro, et tous les détenteurs tirent donc un trait sur cet actif, sans aucune indemnisation... c'est aussi simple que cela.

En ce qui concerne les bons du Trésor américains qui valaient 83% de leur valeur d'achat initiale – c'est un exemple –, s'ils sont offerts en garantie à la Fed pour obtenir des liquidités, ils sont désormais valorisés 100% de cette valeur... c'est aussi simple que cela.

Et si des banques ont besoin de liquidités, tant qu'elles ont du « collatéral » (des actifs obligataires, des MBS, ou toute autre type de dette non dégradée), elles peuvent s'en procurer en quantité illimitée, c'est aussi simple que cela !

Les règles changent

Oui, tout paraît simple, mais quelque chose ne fonctionne pas.

Pour le Credit Suisse, les actionnaires se retrouvent expropriés, absorbés par UBS sans avoir leur mot à dire.

Mais, au moins, ils récupèrent 0,75 CHF par titre détenu.

Parmi ces actionnaires, il y a la Saudi National Bank (banque nationale saoudienne), qui avait participé à la dernière augmentation de capital de 1,2 MdCHF en novembre 2022 (à 3,80 CHF l'action) et détenait 9,8% du capital : elle va subir 80% de perte sur cet investissement... une paille.

Pour les détenteurs de dette, c'est un trait de plume sur leur créance : ils avaient qu'à ne pas prendre ce genre de risque pour gagner quelques points de rendement par rapport aux dettes senior.

Le problème, c'est que ce n'est pas comme ça que le monde de la finance fonctionnait jusqu'à ce 18 mars dernier : les actionnaires étaient les premiers « rincés », avant les créanciers, peu importe la catégorie de dette détenue !

Mais quand la survie du système financier est mise à rude épreuve, les banques centrales changent les règles du jeu à leur convenance... mais en voulant rassurer à tout prix, elles engendrent cette fois de nouveaux déficits de confiance : tout devient trop instable, le danger peut surgir de partout.

Du bilan des banques (qui se partagent **2 millions de milliards d'encours de dérivés**), d'un redémarrage de l'inflation (*all in* monétaire), d'une récession, alors que **beaucoup de banques ne sont plus en mesure de prêter à qui que ce soit**.

Une quatrième banque américaine ?

Sans affirmer que la chute des dominos a débuté et que plus personne ne sait comment l'arrêter, nous assistons toute de même à une inquiétante loi des séries.

Après Silvergate, SVB, Signature, First Republic, c'est au tour de la banque régionale californienne **Pacific West Bank** – ou PacWest (53ème banque la plus importante aux Etats-Unis, avec 41 Mds\$ d'actifs) – de dévisser de 18% sur le Nasdaq ce 22 mars. Elle a en effet annoncé que ses dépôts avaient fondu de 20%, essentiellement à cause des retraits de sociétés de capital-investissement qui ont déjà retiré 43% de leurs avoirs.

La division du titre par cinq en 1 an (et la chute de 63% en 10 jours) amène les dirigeants de PacWest à écarter la possibilité d'une augmentation de capital à court terme du fait de « *la volatilité des marchés et de la dépréciation des cours des actions de banques régionales* ».

Ces banques régionales sont près de 200 à présenter un profil similaire aux Etats-Unis. Elles contribuaient collectivement, ces dernières années, pour 50% de la masse des crédits distribués dans le pays, et pour 60% à l'octroi de crédits hypothécaires.

Vu le stress actuel, la dépréciation de leur matelas d'actifs et des transferts de capitaux au profit des banques « systémiques » qui bénéficient de la garantie de la Fed, elles ne sont plus guère en mesure de soutenir les entreprises et les particuliers.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le système patine irrésistiblement

rédigé par Bruno Bertez 24 mars 2023



Les banques n'ont pas dans leurs coffres l'argent que vous croyez y avoir déposé... et le marché boursier

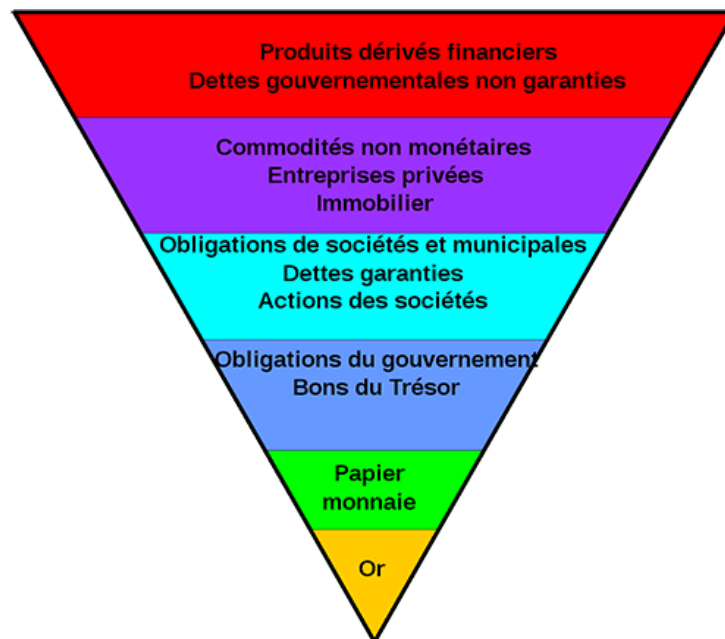
dans son ensemble est dans une situation similaire.



Je soutiens et je démontre que le marché financier est une colossale banque et qu'il en accomplit toutes les fonctions, en particulier la transformation.

Mais le marché est un *pool* colossal, donc sa destruction sera beaucoup, beaucoup plus lente que celle des banques. Mais elle sera irréversible, car les masses engagées n'ont aucun rapport avec ce que les banques centrales peuvent créer. Les marchés contiennent, en germe, toute la monnaie de base qu'il faudra – ou faudrait créer un jour – pour les sauver !

La pyramide d'Exter repose sur la pointe mais un jour pour la stabiliser il faudra que la pointe devienne, aussi large que le plafond. Sur cette illustration, le plafond, c'est la zone rouge.



Cette pyramide n'est cependant pas exacte dans le système moderne, car la pointe ce n'est plus l'or, c'est la monnaie de base.

Dans la panique, dans nos systèmes, ce que l'on demande quand il y a « *run* », ce n'est pas de l'or, mais de la monnaie de base. C'est ce que les banques centrales doivent fournir, et qu'elles fournissent à chaque fois.

Un jour la monnaie des banques centrales ne sera plus acceptée et ce sera peut-être l'or qui sera demandée et il retrouvera son rôle ; mais ce n'est pas le cas à notre époque.

Petits et gros paquets

C'est pour permettre au marché de décupler cette fonction bancaire colossale que l'on a dérégulé la finance et les Bourses. Cela permet d'élargir le *pool*, de noyer les insolvabilités et les pourritures, de créer des classes d'initiés qui tondent le public, d'entretenir l'esprit de jeu qui permet de financer moins cher les gouvernements et les entreprises tout en bonifiant les profits du capital.

Si vous préférez, le marché permet le Ponzi et la dissémination et la destruction des plus faibles et l'enrichissement des classes supérieures – enrichissement des princes, aurait-on dit dans l'Ancien Régime.

Le marché boursier est une sorte de lieu de d'empaquetage qui permet :

- de financer le « long » avec du « court » voire du très court ;
- de se passer de l'épargne ;
- de multiplier des promesses de plus en plus déconnectées de la réalité qui, fondamentalement, est la richesse économique réelle ;
- d'hypothéquer de plus en plus loin ;
- de nier le risque et de le remplacer par l'appétit pour le jeu.

Il n'y a pas que les banques qui n'ont pas l'argent que vous croyez y avoir déposé, le marché boursier dans son ensemble c'est la même chose. Il n'a pas, ni dans le présent, ni dans le futur, ce qu'il prétend avoir ou prétend qu'il va avoir. Présenté autrement, il permet d'anticiper de plus en plus loin, de reporter.

Le marché comme les banques n'est solide et résilient que si et seulement si, face à son entropisation, les autorités l'alimentent en continu avec de l'air chaud – de la *hot money*, c'est-à-dire de la monnaie nouvelle à la recherche d'opportunités spéculatives.

Le jour où vous aurez compris que le marché boursier est une gigantesque banque, avec les mêmes vices et défauts cachés multipliés au centuple, vous ne le verrez plus jamais du même œil.

Le mirage de l'autorégulation

La régulation par le marché est devenue impossible ont reconnu les autorités, puisque l'on ne peut plus ajuster librement, sans risque, le prix central du système, le taux d'intérêt. Il faut monter des usines à gaz, essayer de réglementer, de façon de plus en plus complexe, intrusive, serrée et finalement arbitraire. Il faut détourner les lois existantes.

Par exemple, on ne peut se débarrasser du mistigri des réserves excédentaires des banques, alors il faut que la nation leur verse une rente immorale, tombée du ciel, pour stabiliser ces réserves !

C'est une seringue : on ne peut plus en sortir car, si on en sortait, tout s'effondrerait. Il faut bétonner et rigidifier. Il faut s'écarter de tous les prix qui seraient fixés par les marchés. Il faut imposer ceux, les fausses valeurs, qui permettent de durer. Bientôt, il faudra passer au contrôle des prix des principaux biens et des services et à la politique des revenus.

Le maître mot de la période c'est : encadrement.

C'est le cas bien sûr flagrant au niveau des comptabilités des inventaires des banques : on ne peut plus les évaluer au prix de marchés, aux prix mathématiques ou autres. Il faut les valoriser à ce que l'on appelle le « *mark to fantasy* », c'est-à-dire en fonction des besoins.

L'arbitraire règne en maître, comme par exemple sur la valeur d'un dépôt bancaire : est-il assuré ou non ? Plus personne ne le sait, les règles ont disparu.

Si tous les dépôts bancaires sont assurés, cela veut dire que l'on a transféré le risque ailleurs : où ? Bien sûr au niveau du couple maudit et de l'ensemble de la société, ce qui signifie que c'est la monnaie émise qui est viciée, qui vaut moins, car elle est susceptible lors de tout accident d'être jetée à la poubelle.

Il n'y a plus de phénomènes de rééquilibrages spontanés, les excès ne sont plus auto-correcteurs, car tous les opérateurs savent que les valeurs fondamentales, les valeurs d'usage, ne jouent plus et qu'elles sont devenues secondaires. Mieux vaut étudier les discours des gouverneurs de la Fed qu'étudier les bilans et l'économie.

Etudier les signaux ne sert plus à rien, puisque les signaux sont faussés plus ou moins délibérément. La fonction des autorités a cessé d'être d'éclairer l'avenir. C'est l'inverse : leur fonction est devenue de le brouiller afin de briser et d'empêcher les anticipations rationnelles de se former.

C'est le règne du *moral hazard* généralisé, de l'argent mal gagné, non mérité, non légitime.

En même temps, en rendant inutile tout véritable travail d'investissement et d'allocation efficace des ressources, les usurpateurs stimulent et justifient la spéculation. Il n'y a plus qu'elle qui donne des résultats.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Powell décoît Wall Street

Brian Maher 22 mars 2023

DAILY RECKONING



À l'instar d'un père qui attend un enfant, les marchés ont arpenté les salles de marché aujourd'hui.

Hausse des taux ou pas ? Les hésitations des banques vont-elles pousser la Réserve fédérale à l'inaction ? Les cigares allaient-ils circuler - ou non ?

La nouvelle est tombée à 14 heures (heure de l'Est). Une hausse de 0,25 % a été décidée.

Le taux des fonds fédéraux oscille donc entre 4,75 et 5 %... son plus haut niveau depuis 2007.

Que faut-il penser de l'augmentation d'aujourd'hui ? Lisa Sturtevant de Bright MLS :

La décision de poursuivre ses augmentations de taux intervient alors que la Réserve fédérale se trouvait entre le marteau et l'enclume, luttant contre des objectifs contradictoires de réduction de l'inflation et de stabilisation de l'incertitude dans le secteur financier.

La décision d'aujourd'hui suggère que la Fed pense que le pire de la crise bancaire est derrière nous, notant dans son communiqué de presse que le système bancaire américain est sain et résilient.

C'est tout à fait exact. Mais qu'en a pensé Wall Street ? La hausse d'aujourd'hui était-elle un garçon ou une fille ?

Le marché boursier n'a pas pu se décider dans un premier temps.

Les actions ont rebondi, mais seulement légèrement. Mais dans l'heure qui a suivi, elles ont fait un véritable bond... et les cigares ont commencé à circuler. Pourquoi ?

Parce que Wall Street a déchiffré le télégraphe post-annonce de la Réserve fédérale. Dont voici un extrait :

Le Comité prévoit qu'un certain raffermissement supplémentaire de la politique monétaire pourrait être approprié afin d'atteindre une orientation de la politique monétaire qui soit suffisamment restrictive pour ramener l'inflation à 2 % au fil du temps.

L'expression "un certain raffermissement supplémentaire de la politique monétaire" constitue un recul notable par rapport aux menaces précédentes de la Réserve fédérale de procéder à des "augmentations continues".

Wall Street a cru - de toute évidence - que M. Powell et ses copains allaient bientôt abandonner le sentier de la guerre.

Pourtant, une heure plus tard, le marché boursier a entrepris une réévaluation... et l'indice Dow Jones s'est soudainement effondré de 250 points.

Cette dégringolade s'est poursuivie jusqu'au coup de sifflet final.

L'indice a terminé en baisse de 530 points. Le S&P 500 a perdu 66 points, tandis que le Nasdaq Composite s'est replié de 190 points.

Peut-être que l'orientation de la Réserve fédérale n'est pas si "dovish" après tout. M. Mike Loewengart de Morgan Stanley Global Investment :

Les observateurs du marché pourraient interpréter la hausse des taux d'aujourd'hui comme un soutien à la Fed qui considère les récents problèmes des banques comme idiosyncrasiques, ce qui est une bonne chose pour ceux qui s'inquiètent des fissures systémiques dans le système.

En outre, la Fed a laissé entendre qu'un pivot pourrait bientôt être mis en place, ce qui constitue une autre bonne nouvelle pour les investisseurs. Mais il faut garder à l'esprit que cela ne signifie pas que les taux d'intérêt seront bientôt abaissés et que la Fed a laissé entendre qu'elle ferait tout ce qui est en son pouvoir pour ramener l'inflation à près de 2 %. Ainsi, même si la Fed s'arrête à 10 hausses, la volatilité restera probablement le mot d'ordre.

Jim Rickards s'est entretenu avec Charles Payne de Fox Business cet après-midi. Il a rejeté la théorie dovish :

L'inflation est la première chose à faire. S'il y a une récession, tant pis, si le chômage augmente, tant pis. Nous ne nous arrêterons pas tant que nous n'aurons pas atteint un niveau, dit taux terminal, où l'inflation diminuera d'elle-même...

Ils n'ont pas fini. Je m'attends à ce qu'ils augmentent à nouveau leurs taux en mai... Beaucoup d'autres choses négatives peuvent arriver, mais ils sont déterminés à maîtriser l'inflation.

Mais qu'en est-il du bilan de la Réserve fédérale ? La Réserve fédérale avait réduit son bilan pour accompagner ses hausses de taux.

Mais les récents sauvetages de banques ont entraîné une forte expansion du bilan. La Réserve fédérale travaille donc à contre-courant, explique Jim :

Le resserrement quantitatif n'a plus lieu d'être à cause de ce programme de prêts bancaires. Elle a invité toutes les banques des États-Unis à lui envoyer 1 000 milliards de dollars d'obligations, qu'elle paiera au pair avec de l'argent nouvellement imprimé. Il s'agit donc d'un assouplissement quantitatif. Ils

assouplissent donc leur bilan tout en resserrant les taux d'intérêt. Il s'agit donc d'une question de finesse. Ils n'essaient pas de jouer sur les deux tableaux. Mais cela signifie plus de hausses de taux s'il s'agit d'assouplir le bilan.

Ainsi, la Réserve fédérale court avec le lièvre et chasse avec les chiens.

Elle court avec le lièvre de l'expansion du bilan... tout en chassant avec les chiens des hausses de taux d'intérêt.

Saura-t-elle faire preuve de finesse ?

Nous n'avons pas de réponse définitive. Cependant, étant donné **le palmarès presque impeccable des échecs de la Réserve fédérale**, nous pensons qu'elle n'y parviendra pas.

L'or a rendu son propre verdict cet après-midi - en hausse de 36 dollars et quelques.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pourquoi la Fed continue de se tromper

Jim Rickards 22 mars 2023

DAILY RECKONING



Le marché est actuellement très instable. Ces fluctuations violentes montrent l'inadéquation des modèles standard utilisés par la Fed et d'autres analystes traditionnels.

La Fed part d'un grand nombre d'hypothèses sur les marchés qui sont tout simplement fausses, comme le fait que les marchés sont toujours efficaces, par exemple. Ce n'est pas le cas. Dans des conditions aussi volatiles que celles que nous connaissons actuellement, ils fluctuent à la hausse et à la baisse - ils n'évoluent pas de manière

rationnelle et prévisible, comme le suppose l'hypothèse de l'efficacité des marchés.

Le problème est que les modèles de la Fed sont faux d'un point de vue empirique. Des études ont prouvé à quel point ces modèles sont défectueux. La Fed a les pires résultats au monde en matière de prévisions. Elle s'est pratiquement trompée chaque année depuis 2009.

Les modèles d'équilibre tels que ceux utilisés par la Fed disent en fait que le monde fonctionne comme une horloge et qu'il arrive parfois qu'il soit déséquilibré. Il suffit alors de modifier la politique ou de manipuler une variable pour le ramener à l'équilibre.

C'est comme remettre une horloge à l'heure. C'est une façon abrégée de décrire ce qu'est un modèle d'équilibre. Ils traitent les marchés comme s'il s'agissait d'une sorte de machine. C'est une approche mécaniste qui date du XIXe siècle.

Mais les approches traditionnelles qui s'appuient sur des modèles statiques n'ont que peu de rapport avec la réalité.

Les marchés du XXIe siècle ne sont pas des machines et ne fonctionnent pas comme des horloges.

La Fed utilise des modèles d'équilibre pour comprendre une économie qui n'est pas un système d'équilibre, mais un système dynamique complexe.

La Fed utilise la courbe de Phillips pour comprendre la relation entre le chômage et l'inflation alors que 50 ans de données indiquent qu'il n'y a pas de relation fixe. La Fed utilise ce que l'on appelle une modélisation de la valeur à risque basée sur des événements normalement distribués, alors qu'il est évident que la distribution des degrés des événements à risque est une courbe de puissance, et non une courbe normale ou une courbe en cloche.

En raison de ces modèles défectueux, la Fed a imprimé des milliers de milliards de dollars d'argent frais à partir de 2008 pour "stimuler" l'économie, ce qui n'a fait que produire la reprise la plus faible de l'histoire. Besoin d'une preuve ? Chaque année, la Réserve fédérale prévoit la croissance économique sur un an.

Et elle s'est trompée chaque année depuis près de dix ans. Quand je dis "erronées", c'est par ordre de grandeur. Si la Fed prévoyait une croissance de 3,5 % et que la croissance réelle était de 3,3 %, je trouverais cela formidable.

Mais si la Fed prévoyait une croissance de 3,5 %, elle n'atteindrait que 2,2 %. C'est loin d'être le cas, étant donné que la croissance est limitée à plus ou moins 4 % la plupart du temps.

À l'heure actuelle, l'économie est confrontée à de sérieux vents contraires, sous la forme d'une instabilité géopolitique, d'une inflation et de perturbations constantes de la chaîne d'approvisionnement. Les risques de récession sont très élevés.

La Fed a besoin de taux d'intérêt compris entre 4 et 5 % pour lutter contre la récession. C'est la quantité de "poudre sèche" dont la Fed a besoin en cas de récession. En septembre 2007, le taux des fonds fédéraux se situait à 4,75 %, vers le haut de la fourchette. La Fed disposait donc d'une grande marge de manœuvre pour réduire les taux, ce qu'elle n'a pas manqué de faire. Entre 2008 et 2015, les taux ont été pratiquement nuls.

La bonne nouvelle, si l'on peut dire, est que le taux cible actuel des fonds fédéraux se situe entre 4,75 % et 5 %. C'est ce que la hausse des taux d'aujourd'hui a permis d'atteindre. Ainsi, en cas de récession cette année, la Fed dispose de la poudre sèche nécessaire pour y faire face. Mais le cycle recommence.

Voici le problème le plus profond de toutes les manipulations de la Fed...

Le problème avec toute forme de manipulation du marché (ce que les banquiers centraux appellent **la "politique"**) est qu'il n'y a aucun moyen d'y mettre fin sans conséquences imprévues et généralement négatives. Une fois que l'on s'est engagé sur la voie de la manipulation, il faut de plus en plus de manipulations pour que le jeu continue.

Finalement, il n'est plus possible de faire marche arrière sans que le système ne s'effondre.

Bien entendu, la manipulation par les agences gouvernementales et les banques centrales part toujours d'une bonne intention. Elles tentent de "sauver" les banques ou de "sauver" le marché de résultats extrêmes ou de krachs.

Mais ce désir de sauver quelque chose ne tient pas compte du fait que les faillites bancaires et les krachs boursiers sont parfois nécessaires et salutaires pour éliminer les excès et les dysfonctionnements antérieurs. Un krach peut nettoyer la pourriture, mettre les pertes à leur juste place et permettre au système de repartir avec un bilan propre et une solide leçon de prudence.

Au lieu de cela, les banquiers centraux se portent au secours des banques corrompues ou mal gérées (bonjour SVB !). Cela sauve les mauvaises personnes (les directeurs de banque et les investisseurs incompetents et corrompus) et nuit à l'investisseur ou au travailleur ordinaire qui voit son portefeuille implorer tandis que les directeurs de banque incompetents conservent leur emploi et leurs gros bonus.

Tout ce qu'elle fait, c'est préparer le terrain pour une crise plus grave à l'avenir. Cela n'a certainement pas aidé l'économie.

Dans mon livre de 2014, *The Death of Money*, j'ai écrit : "*Les États-Unis sont le Japon à plus grande échelle.*" C'était il y a neuf ans. Le Japon a entamé sa "décennie perdue" dans les années 1990. Aujourd'hui, leur décennie perdue s'est étendue sur plus de trois décennies perdues. Les États-Unis ont entamé leur première décennie perdue en 2009 et en sont aujourd'hui à leur deuxième décennie perdue, sans qu'aucune fin ne soit en vue.

Les dégâts économiques causés par les blocages covid n'ont certainement pas aidé.

Ce que j'ai mentionné en 2014, c'est que la politique de la banque centrale dans les deux pays a été totalement inefficace pour rétablir la croissance tendancielle à long terme ou pour résoudre l'accumulation constante d'une dette insoutenable.

Au Japon, le problème a commencé dans les années 1990, et aux États-Unis, en 2009, mais il s'agit du même problème, sans solution claire. L'ironie est qu'au début des années 2000, l'ancien président de la Fed, Ben Bernanke, critiquait régulièrement les Japonais pour leur incapacité à sortir de la récession, de la déflation et d'une croissance lente.

Lorsque la récession américaine a commencé pendant la crise financière mondiale de 2008, M. Bernanke a promis qu'il ne commettrait pas les mêmes erreurs que les Japonais dans les années 1990. Au lieu de cela, il a commis toutes les erreurs commises par les Japonais, et les États-Unis sont bloqués au même endroit et le resteront jusqu'à ce que la Fed prenne conscience de ses problèmes.

Bernanke pensait que les faibles taux d'intérêt et l'impression massive d'argent entraîneraient des prêts et des dépenses qui rétabliraient la croissance tendancielle à 3,2 % ou plus. Mais il a ignoré le rôle de la vélocité (vitesse de circulation de l'argent) et la réticence des banques à prêter ou des particuliers à emprunter.

Dans ce cas, la Fed se contente d'imprimer de l'argent sans autre résultat que des bulles d'actifs.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Des tortues jusqu'au bout des ongles*

Brian Maher 23 mars 2023

DAILY RECKONING

**Fait référence à la chanson de Sturgill Simpson « Turtles All the Way Down ».*



Le philosophe britannique du vingtième siècle Bertrand Russell a un jour donné une conférence publique sur l'astronomie.

Un participant - supposé - a affirmé que la Terre n'était pas située dans l'espace, comme le soutenait ce Russell...

Ce participant prétendait au contraire que la Terre reposait sur le dos d'une monstrueuse tortue.

Russell a demandé à cet individu sur quelle solidité particulière reposait la tortue, quelle structure la soutenait.

Le participant a répondu qu'il n'y avait aucune solidité. Aucune structure ne la soutenait. C'était "des tortues sur toute la ligne".

Dans le système monétaire byzantin, déroutant et séduisant d'aujourd'hui, ce ne sont pas des tortues qui tombent.

C'est au contraire le crédit qui s'effondre.

Le crédit soutient l'ensemble de l'univers monétaire sur ses épaules à la fois larges et délicates.

L'argent est du crédit, le crédit est de l'argent

Le dictionnaire définit le crédit comme suit :

La capacité d'un client à obtenir des biens ou des services avant paiement, sur la base de la confiance que le paiement sera effectué à l'avenir.

Mais c'est là que réside une vaste histoire...

Le dictionnaire parle de paiement. Mais de quoi s'agit-il ? Qu'est-ce qui constitue précisément un paiement à notre époque sans ancrage et sans or ?

La réponse - en fin de compte - est le crédit.

Le crédit et la dette sont des jumeaux. Le crédit des uns est la dette des autres. Le crédit est une dette déguisée.

Vous pouvez effectuer votre paiement en dollars. Pourtant, le dollar lui-même est une manifestation du crédit. Tous les dollars sont empruntés pour exister.

En d'autres termes, le paiement en dollars est lui-même un instrument de crédit.

Nous nous engageons ainsi dans ce que les philosophes appellent une "*tautologie*".

C'est-à-dire : "*une phrase ou une expression dans laquelle la même chose est dite deux fois avec des mots différents*".

Un dollar est égal à 100 cents. Mais qu'est-ce qu'un cent sans référence à un dollar ? C'est une tautologie.

Sans dette, il n'y a pas d'argent

Le 30 septembre 1941, le président de la Réserve fédérale, Marriner Eccles, était assis devant la commission des banques et de la monnaie de la Chambre des représentants.

Le président de la commission, Wright Patman, lui demande où la Réserve fédérale s'est procuré l'argent nécessaire à l'achat de 2 milliards de dollars d'obligations d'État. Leur échange s'est déroulé comme suit :

ECCLES : Nous l'avons créé.

PATMAN : À partir de quoi ?

ECCLES : Du droit d'émettre de la monnaie de crédit.

PATMAN : Et il n'y a rien derrière, n'est-ce pas, à part le crédit de notre gouvernement ?

ECCLES : Voilà ce qu'est notre système monétaire. S'il n'y avait pas de dettes dans notre système monétaire, il n'y aurait pas d'argent.

Vous en avez maintenant la saveur. C'est du crédit sur toute la ligne.

Faut-il s'étonner alors que le système financier d'aujourd'hui soit vulnérable aux frayeurs bancaires du type de celles que l'on observe actuellement ?

Il ne repose même pas sur les fondations mouvantes du sable de la plage, mais sur des fondations d'air.

Il est dépourvu de tout ancrage dans les réalités matérielles. Un ancrage dans l'or, par exemple.

Le crédit ne peut pas être de l'argent

Économiste **Alasdair Macleod** :

Sous un étalon-or, les biens incorporels tiraient leur valeur d'un bien matériel. Dans le cadre de l'étalon dollar actuel, toutes les formes de biens incorporels tirent leur valeur d'un autre bien incorporel, les billets de banque, qui sont la responsabilité d'une banque centrale. Le crédit n'a de valeur que dans un autre crédit, un arrangement qui est intrinsèquement instable, quelles que soient les variations de sa quantité.

Encore une fois, il s'agit de crédit jusqu'au bout. Pourtant, depuis l'antiquité, ajoute M. Macleod, il a été clairement établi que la valeur de l'argent n'était pas une question d'argent :

Il était clair que la valeur du crédit était basée sur l'argent, qui était de l'or et de l'argent physiques.

Sans le lien de valeur avec l'or ou l'argent, il n'y avait aucun moyen d'évaluer le crédit, et toutes les promesses, qui sont l'essence du crédit, doivent être évaluées... Même s'il n'apparaît pas en tant que tel dans les économies et les sciences économiques modernes, l'or reste la principale forme corporelle de moyen d'échange.

En d'autres termes, le crédit ne peut être évalué par référence au crédit. Le crédit doit être ancré dans la monnaie authentique, il doit tirer son existence de celle-ci. Plus d'informations :

La dette et le crédit doivent tirer leur valeur de quelque chose... Dans l'histoire, l'ancrage de la valeur a toujours été une entité corporelle telle que l'or. Aujourd'hui, il est ancré à un autre actif incorporel : le crédit de la banque centrale ou les billets de banque. En d'autres termes, toute la structure du crédit national repose sur la crédibilité du gouvernement en tant qu'émetteur d'obligations monétaires.

En conclusion, la seule solution pour éviter les monnaies fiduciaires est la suivante :

La seule solution pour éviter que les monnaies fiduciaires ne s'effondrent complètement est de reconnaître officiellement et de réintroduire l'or comme monnaie, en en faisant l'étalon par rapport auquel tous les crédits sont évalués. <Ce qui est impossible à faire.>

Les gouvernements détestent l'or

Pourtant, ce Macleod n'est pas un fantaisiste. Il comprend bien qu'aucun gouvernement ne se mettra volontairement des menottes en or aux poignets. Aucun gouvernement ne relâchera volontairement sa mainmise sur la fabrication et la distribution du crédit.

Autant s'attendre à ce que le diable avale de l'eau bénite. Cela n'enlève rien à l'affaire ?

Comme nous l'avons déjà dit :

L'or évolue à son propre rythme. Il ne se préoccupe pas du bien commun. Il est dépourvu de toute compassion humaine.

L'or est aussi civique qu'un chat.

Et il se retourne au son des trompettes. "Vous allez là-bas", dit Gold. "Je reste ici."

Comme l'ont écrit nos cofondateurs Bill Bonner et Addison Wiggin dans Empire of Debt :

Le problème avec l'or, c'est qu'il tourne le dos à ceux qui améliorent le monde, aux bâtisseurs d'empire et aux bienfaiteurs. Ce qu'il y a de bien avec l'or, c'est qu'il ne réagit pas. Il ne rit pas et n'applaudit pas.

C'est précisément pour cette raison que l'or n'a pas pu perdurer...

Seul un système de papier-monnaie garanti par la dette a pu financer les grandes guerres, les améliorations sociales et les rêves enfiévrés du XXe siècle.

Cette monnaie est idéale pour le service public.

Il est civique. Il a du cœur. Il suit les ordres. <C'est-à-dire « aller dans les poches des riches ».>

Quelle que soit la guerre, quel que soit le gâchis, quelle que soit l'escroquerie qu'on lui ordonne de soutenir... il

le fera.

La monnaie fiduciaire - la monnaie de crédit, la monnaie garantie par une dette - sacrifie volontiers sa valeur pour le « bien » commun.

L'étalon-or de la monnaie

Selon nous, l'or est peut-être la monnaie idéale, la monnaie par excellence - si vous me permettez l'expression, l'étalon-or de la monnaie.

Il ne peut pas être fabriqué d'un seul coup.

L'argent doit être rare. Les pierres, par exemple, ne peuvent pas être de l'argent. La terre non plus.

Pourtant, il doit y avoir suffisamment d'argent pour "faire le tour".

L'or est rare. Mais il y en a assez pour tout le monde. Il répond donc aux conditions strictes de l'argent.

L'or est également durable. L'or extrait il y a des milliers d'années vit encore, frais comme une branche, sans rides ni fléchissements.

Et contrairement aux pierres précieuses ou aux diamants, l'or est divisible. Il peut être transformé en barres ou en pièces, selon les besoins.

En attendant, la monnaie doit être une réserve de valeur. Là encore, l'or suffit aux besoins. L'or conserve sa valeur à travers les siècles, à travers les millénaires.

En bref, l'or est tout ce que le crédit n'est pas : L'or est tout ce que le crédit n'est pas.

Il est temps que le monde accorde à nouveau le crédit là où il est dû : l'or.

▲ [RETOUR](#) ▲

Monnaie numérique : tout nous y mène

rédigé par Philippe Béchade 27 mars 2023



Gare aux « cocos » et aux AT1... ou comment les petits seront dévorés par les gros.



Si nous avions prétendu il y a quinze jours qu'un *bank run* affectant une banque « de niche » de la Silicon Valley allait entraîner l'effondrement boursier de la plupart des banques régionales américaines cotées sur le Nasdaq, la désintégration suivie du rachat du Credit Suisse, et le plongeon de la Deutsche Bank, vous vous seriez demandé : qu'est-ce que nous ne sommes pas prêts à inventer pour faire paniquer l'épargnant, et pousser en avant notre thèse que les banques centrales ont un agenda – qui n'est même plus secret – visant à imposer une monnaie numérique d'ici deux ans.

L'histoire du système financier vient de connaître une accélération que nous parvenons à peine à suivre, tant une potentielle catastrophe bancaire chasse l'autre !

Nous n'allons pas revenir sur le feuilleton dément du Credit Suisse ([que nous avons déjà décrypté](#)), mais nous ne pouvons pas non plus sauter à l'étape suivante – la mise en œuvre des monnaies numériques de banque centrale (MNBC) – sans avoir bien expliqué l'enjeu crucial que constitue l'appétence ou le rejet pour des véhicules obligataires hybrides baptisés « AT1 » (Additional Tier One) ou « coco bonds » (dettes non sécurisées convertibles en actions).

Sans aucun risque !

Ces obligataires hybrides, de maturité généralement courte, présentent évidemment un risque supérieur aux émissions « senior », c'est-à-dire donc le détenteur est considéré comme créancier prioritaire en cas de difficultés rencontrées par l'emprunteur. Ce risque, bien que jugé très faible depuis 10 ans – en l'absence de toute faillite bancaire retentissante, les dernières s'étant produites en mars 2013 à Chypre –, permet au détenteur de ces obligations d'être bien mieux rémunéré que celui détenant une dette « senior ».

Depuis 10 ans, les « AT1 » ou « coco bonds » font ainsi figure de placement rémunérateurs avec quasiment zéro risque. Sans aucun sinistre répertorié pour les utilisateurs de part et d'autre de l'Atlantique, il y a de quoi se sentir en sécurité... d'autant plus que des maturités courtes limitent l'exposition au risque lié à des accidents ponctuels (plus le temps passe, plus la probabilité augmente).

Voilà encore un avantage de taille par rapport – et oui, vous avez certainement fait le lien – aux prêts *subprime*. Ces derniers affichaient en effet de gros rendements, mais représentaient un vrai pari sur l'avenir compte tenu de maturités très longues, s'agissant de dettes immobilières.

Les « cocos », c'était de copieux revenus et de l'argent vite gagné... mais voilà qu'avec le Credit Suisse, cela se transforme en argent vite perdu ! Les détenteurs s'aperçoivent que le risque qu'ils pensaient apparemment nul depuis 10 ans – même en étant extrêmement malchanceux – est en réalité général, voire quasi universel.

Les banques centrales réaffirment qu'en dehors des banques systémiques qu'elles supervisent et qu'elles promettent de sauver « quoi qu'il en coûte », les autres établissements de crédit ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

C'est-à-dire sur leurs fonds propres et, à défaut, sur les fameux « cocos », pour se procurer rapidement de la liquidité lorsque la demande de crédit est forte.

Qui veut des cocos ?

Ou, comme les marchés viennent d'en prendre conscience, lorsque la banque devient « un peu juste » en terme de ratio « Tier 1 » (selon les critères de Bâle), du fait de la dépréciation de certains actifs figurant à son bilan. Comme par exemple les bons du Trésor, parmi les actifs les plus solides de ce Tier 1, qui ont subi un krach de 15 à 20% suivant les maturités, en 2022.

En rappelant que la plupart des banques ne bénéficient pas d'un « *put* banque centrale » (ce qui entretient un aléa moral difficilement défendable), Janet Yellen aux Etats-Unis puis les autorités suisses viennent soudain de leur accrocher une cible dans le dos. En effet, si les clients fuient une banque non systémique, seuls leurs avoirs sont intégralement garantis (et encore, seulement dans les faits et pas encore dans les textes, car il faudrait modifier la législation), mais pas la mise de leurs créanciers, et encore moins celles de leurs actionnaires.

Qui va encore vouloir participer à des émissions de « cocos » dans ces conditions ?

Comment les banques concernées vont-elles se refinancer si les gérants de portefeuilles « *high yield* », les fonds de « *private equity* » et les assureurs cessent d'en acheter ?

Il ne leur reste plus qu'à se tourner vers la banque centrale elle-même, en espérant qu'elle déroge à ses propres règles de non intervention pour éviter un désastre systémique. Ou alors vers ses concurrents systémiques, qui se verraient offrir un droit de vie ou de mort, en l'échange d'une coopération largement à leur avantage, que ce soit un financement – généreusement rémunéré – contre le partage, ou bien la cession d'activités s'avérant complémentaires.

Mais, au bout du chemin, c'est une vampirisation des « petits » par les « gros », avec la complicité assumée de la banque centrale, qui se profile.

Et la logique de concentration qui en découle ne va pas s'arrêter là : la Fed vient de tracer la route qui mènera inexorablement à l'instauration des MNBC. Ceci fera l'objet de notre prochaine chronique...

▲ [RETOUR](#) ▲

Quand le pardon sera-t-il de mise ? **Et lettre ouverte de nous, les paysans...**

Joel Bowman 26 mars 2023



Joel Bowman nous décrit la situation depuis Buenos Aires, Argentine...



Bienvenue à une nouvelle session dominicale, cher lecteur, ce moment de la semaine où nous... nous envolons pour Mendoza afin de remercier et de louer Dionysos !

Oui, cher mécène, votre correspondant du week-end, sélectivement pieux, est sur la route (ou dans les airs) au moment où vous lisez ces lignes, en route vers la célèbre région viticole d'Argentine, nichée au pied de la spectaculaire Cordillère des Andes. Nous avons de la famille en ville, des veaux gras à sacrifier et des libations à verser, c'est pourquoi nous ferons en sorte que ce préambule d'ordinaire ampoulé soit court et doux...

Vous trouverez ci-dessous une lettre ouverte, adressée au hoi polloi au nom du hoi oligoi. N'hésitez pas à la faire circuler largement, en ajoutant vos propres observations du type "souvenez-vous quand..." dans la section des commentaires, ci-dessous...

Quand est-ce qu'on s'est excusé ? Une lettre ouverte de nous, les paysans

Par Joel Bowman

À ceux qui ne se sentent pas concernés,

Nous - la masse collective et excédentaire de l'humanité que vous appelez avec tant de désinvolture, du haut de votre long nez narquois, "le peuple" - aimerions savoir :

Quand pouvons-nous espérer ces excuses ? Eh ? Eh ?

Nous comprenons que vous soyez occupés à nous protéger contre l'incertitude d'un avenir effrayant et tout le reste. Vous avez des taux à triturer, des marchés à tripoter et des pouces à tourner, même si l'Empire brûle. Votre panjandrin du climat, John Gulfstream Kerry, nous assure que vous êtes un "groupe d'êtres humains triés sur le volet", en mission pour "sauver la planète Terre". Une tâche "extraterrestre", comme il l'a dit.

Mince alors ! L'air doit être raréfié, là-haut, au sommet de la montagne !

Même si ce n'est rien comparé à vos Causes majuscules, Grandes et Grandes, nous avons été occupés, nous aussi, ici, sur les plaines de la saleté et de l'ignorance... occupés à entretenir nos propres jardins, à balayer nos perrons, à faire nos lits et, en général, à nous occuper de nos propres affaires. Ce n'est pas tout à fait sauver la planète, certes, mais au moins c'est honnête. (Vous n'avez qu'à nous croire sur parole.)

Malgré tout, malgré notre obstination à nous occuper de nos affaires, nous n'avons pas pu nous empêcher de remarquer que vous semblez avoir... osé... commis des erreurs ces derniers temps. Nous sommes persuadés que ces erreurs ne sont que de simples oublis, produits ni de la malveillance ni de la stupidité. (Comment expliquer autrement la présence du mal dans un monde surveillé par des êtres omnipotents, omniscients et bienfaisants ? Hmm...) Néanmoins, nous pensons qu'il vaut la peine de les porter à votre attention. Voici donc quelques sujets de préoccupation...

Vous avez sans doute remarqué (comment ne pas l'avoir fait ?) que des fissures sont apparues dans le système financier ces derniers temps. L'édifice, construit sur la base de la confiance dans la "pleine foi et le crédit" du gouvernement américain, que beaucoup d'entre vous - élus et non élus - préside, semble céder.

Silvergate Bank... Silicon Valley Bank... Signature Bank... Crédit Suisse... Deutsche Bank... First Republic Bank...

Et pourtant, il y a quelques années à peine (le temps d'un clin d'œil pour vos semblables immortels/morts-vivants), la présidente de la Réserve fédérale de l'époque, Mme Janet Louise Yellen, s'est présentée devant la nation et a déclaré, le visage impassible : "Est-ce que je dirais qu'il n'y aura plus jamais de crise financière ?

"Est-ce que je dirais qu'il n'y aura jamais, jamais, une autre crise financière ? Vous savez, ce serait probablement aller trop loin, mais je pense que nous sommes beaucoup plus en sécurité et j'espère que ce ne sera pas de notre vivant et je ne crois pas que ce sera le cas".

~ Janet Yellen, 20 juin 2017

Mais voilà, contrairement à ses pronostics grassement payés.... Mme Yellen vit, alors même que les grandes institutions sous sa tutelle passent l'une après l'autre à la trappe. Plus étonnant encore, Mme Yellen ne gagne pas sa vie en tant qu'elfe du Père Noël au centre commercial local, ni en faisant tourner un panneau de pizza à un carrefour abandonné, ni même en écrivant des chroniques du week-end dans une quelconque publication de Substack (Hermès interdit !)... mais elle est à la fois chef du département du Trésor des États-Unis et directeur financier du gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique.

Bienveillants suzerains, nous ne sommes pas dépourvus de sens de l'humour... mais il va falloir que vous nous expliquiez cette chute.

Et puis il y a le compagnon d'armes de Mme Yellen, à la Réserve fédérale. Avant que vous ne fronciez vos sourcils, nous comprenons que le président Powell a hérité d'un gâchis aux proportions épiques. Et nous comprenons que l'os Powell est lié à l'os Yellen, lié à l'os Bernanke, etc. Et oui, nous comprenons que le Covid n'était pas la fuite du président (nous y reviendrons dans une seconde).

Mais en maintenant les taux au plancher pendant 21 mois d'affilée, alors même que ses collègues du gouvernement fédéral arrosaient l'économie avec des trillions de gallons de kérosène, c'est M. Powell qui a allumé l'allumette qui a déclenché la plus grande conflagration des prix depuis plus de quarante ans. Qui plus est, agir de la sorte tout en disant aux Américains de la classe des non-bazillionnaires - qui étaient à l'époque bâillonnés, enfermés et badigeonnés de Lysol, conformément aux recommandations des experts - qu'un tel pic douloureux serait "transitoire", était plus qu'un simple manquement à la décence. C'était carrément de la duplicité.

Maintenant, s'il ne s'agissait que d'une question d'argent... limitée à votre manipulation du prix du crédit, de la valeur de votre fiat diabolique, de la stabilité de votre système financier empilé et corrompu... nous pourrions peut-être fermer les yeux. Contrairement à vous, nous, les habitants des basses terres, n'adorons pas exclusivement les pieds de Mammon (bien qu'un peu de prévisibilité, de stabilité et de durabilité dans notre monnaie ne soit pas inapprécié... donc, de l'or).

Le problème, hélas, c'est que vos McMission effrayantes s'infiltrèrent dans d'autres domaines de notre vie. Dans notre langue, voyez-vous, des concepts tels que "liberté", "autodétermination" et "vie privée" ne sont pas des péjoratifs, mais des valeurs qui nous sont chères. Ce sont donc vos intrusions manifestes et incessantes dans ces domaines qui nous choquent. (Et nous vous prions de bien vouloir excuser notre utilisation du "vous royal" ci-après - nous n'y voyons aucun respect excessif).

Vous vous souvenez quand vous nous avez dit que vous ne meniez pas de recherches sur Gain of Fauci à l'Institut de virologie de Wuhan...

...alors que vous le faisiez ?

Rappelez-vous quand vous nous avez dit que le simple fait de poser des questions sur une éventuelle "fuite de laboratoire" revenait à s'attaquer à "la science"...

...alors que ce n'était pas le cas ?

Rappelez-vous quand vous avez verrouillé nos communautés, nos entreprises, nos écoles, nos églises, nos théâtres, nos aéroports, nos frontières nationales, les terrains de jeu de nos enfants, parce que c'était nécessaire pour "notre propre sécurité"...

...alors que ce n'est pas le cas ?

Vous souvenez-vous de l'époque où vous plaquiez les gens au sol parce qu'ils aspiraient à respirer librement...

...alors que l'air frais était ce dont ils avaient le plus besoin ?

Rappelez-vous quand vous avez construit des camps de quarantaine dans l'arrière-pays australien...

...et que vous nous avez dit que nous devrions en être "reconnaissants" ?

Vous souvenez-vous quand vous nous avez assuré que les vaccins étaient sûrs et efficaces...

...alors qu'ils ne l'étaient pas ?

Rappelez-vous quand vous nous avez dit que vous aviez mené des essais cliniques sur leur efficacité en matière de transmission...

...alors que ce n'était pas le cas ?

Rappelez-vous quand vous avez licencié des millions d'infirmières, de pompiers, de policiers, de pilotes, d'enseignants, de chirurgiens, d'ouvriers et de chauffeurs routiers, parce qu'ils avaient osé exercer leur autonomie corporelle...

...comme c'était leur droit ?

Rappelez-vous quand vous nous avez dit de masquer nos chers enfants, parce que bâillonner leurs précieux petits visages était nécessaire pour les protéger...

...alors que ce n'était pas le cas?*

Rappelez-vous quand vous nous avez dit que Black Lives Matter n'était pas une gigantesque escroquerie, conçue pour dépouiller les non-racistes bien intentionnés de leur argent durement gagné...

...juste avant que le fondateur n'achète un hôtel particulier de 6 millions de dollars ?

Vous vous souvenez quand vous nous avez dit que les mâles biologiques n'avaient aucun avantage sur les femelles dans le sport...

...et que vous n'avez pas réussi à aplanir la courbe de Lia Thomas ?



Rappelez-vous quand vous avez dit qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak...

...alors qu'il n'y en avait pas ?

Souvenez-vous quand vous avez promis, à plusieurs reprises, de "mettre fin" au gazoduc Nord Stream...

...et que vous avez ensuite prétendu ne pas l'avoir fait ?

Rappelez-vous quand vous avez dit que l'histoire de l'ordinateur portable de Hunter Biden était une fausse nouvelle...

...alors qu'elle était aussi réelle que les chèques de paie du grand patron ?

Rappelez-vous quand vous nous avez dit que $2+2$ pouvaient = 5...

...alors que c'était 4.

Tu te souviens quand tu nous as dit qu'il nous restait deux, cinq, dix, vingt ans, au choix, avant que les calottes glaciaires ne fondent...

...et qu'elles n'ont pas fondu ?

Tu te souviens quand tu as dit que la Grande Barrière de Corail allait disparaître...

...juste avant qu'elle ne se développe à un rythme record ?

Rappelez-vous quand vous avez dit que les ouragans et les phénomènes météorologiques extrêmes augmentaient à cause du réchauffement de la planète...

...et que vous avez refusé de vous rétracter après que la National Oceanic and Atmospheric Administration (que vous avez citée !) a contesté vos affirmations ?

Rappelez-vous quand vous avez dit que les économies avancées et industrialisées, comme l'Allemagne, pouvaient très bien fonctionner avec des énergies renouvelables...

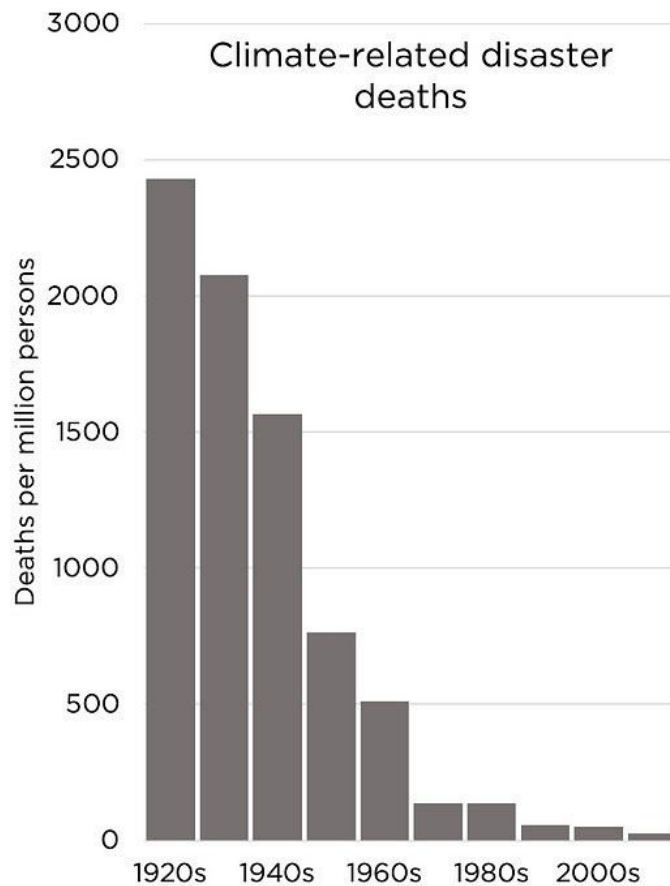
...juste avant que les citoyens de ce pays ne passent l'hiver à abattre des forêts vierges et à brûler des déchets pour se réchauffer ?

Vous souvenez-vous d'avoir dit qu'il s'agissait de "protestations pacifiques" ?



Rappelez-vous quand vous disiez que les décès liés au climat explosaient...

...alors qu'ils sont à un niveau historiquement bas ?



(Source : *FossilFuture.com*, *www.emdat.be*)

Vous souvenez-vous quand vous avez dit qu'il fallait "dégraisser la police"...

...juste avant une vague de criminalité épique ?

Vous vous souvenez quand vous avez dit que vous alliez assécher le marais/fermer Gitmo/réduire les dépenses publiques...

... puis que vous ne l'avez pas fait ?

Vous vous souvenez quand vous nous avez dit que vous ne pouviez pas définir une femme...

...parce que vous n'êtes pas biologiste ?

Tu te souviens quand tu as dit que les "non-femmes" pouvaient tomber enceintes...

...alors que... vraiment, est-ce qu'on doit encore faire celle-là ?

Nous pourrions continuer. En effet, nos fidèles lecteurs sont sans doute impatients de découvrir une nouvelle douzaine d'exemples de votre ineptie... (n'hésitez pas à les laisser dans la section des commentaires ci-dessous...)

Sur ces points, et sur tant d'autres, vous n'avez pas seulement échoué au test de l'odeur, vous avez carrément empesté l'endroit. Et pourtant, vous continuez à revendiquer l'autorité sur nos vies, nos libertés, nos destins. Pourquoi devrions-nous vous écouter, vous qui n'auriez pas pu vous tromper davantage... sur plus de sujets... avec plus de fréquence ?

Nous ne demandons pas grand-chose dans cette vie, simples paysans que nous sommes. Qu'on nous laisse tranquilles, que nous vivions et laissions vivre, que nous tracions notre propre route, du mieux que nous pouvons...

Nous ne sommes qu'un peuple simple, qui a renoncé à l'éducation erronée de vos usines de monoculture et de l'Ivy League. Oui, nous avons lu vos livres... vos Keynes et Marx ; nous avons subi vos pages d'opinion, vos Krugman et Friedman ; nous avons même enduré vos prétendus "comiques", vos Colbert et Fallon. Nous avons écouté, poliment, lorsque vous avez lancé vos épithètes sans lettres - déplorables, théoriciens du complot, anti-vaxxers, racistes, etc.

Mais tout ce que nous voulons vraiment savoir, étant donné les crimes et délits perpétrés par votre misérable groupe, c'est...

...quand est-ce qu'on est désolé ?

* Oh, et qu'un chaudron particulièrement nocif, bouillonnant de l'autre côté de la rivière Styx, attende ceux d'entre vous qui ont appliqué cet horrible diktat.

Voilà pour cette nouvelle session dominicale, cher lecteur. Comme d'habitude, n'hésitez pas à aimer et à partager notre travail et à nous faire part de vos propres réflexions dans la section des commentaires ci-dessous...

Si tout s'est déroulé comme prévu, votre rédacteur devrait être en train de boire un verre à la Bodega Azul, l'un de nos sanctuaires viticoles préférés dans la région vierge de Tupungato. Photos à venir la semaine prochaine.

Bill reviendra avec ses missives habituelles à partir de demain, de même que Tom et Dan, avec leurs recherches rémunérées, respectivement mercredi et vendredi.

Quoi que vous fassiez ce week-end, soyez bons... ou soyez bons dans vos activités.

[**▲ RETOUR ▲**](#)

Où aller en cas d'ouragan ?

par Jeff Thomas 27 mars 2023



En tant qu'Antillais, j'ai traversé un certain nombre d'ouragans. Mon niveau de responsabilité a varié considérablement d'un cas à l'autre. J'avais huit ans lorsque j'ai vécu mon premier ouragan et j'ai trouvé cela très amusant, car c'était très excitant pendant l'ouragan et, par la suite, le paysage avait tellement changé que j'avais plein de nouveaux endroits où jouer.

À l'autre bout de l'échelle, en 2004, mon pays, les îles Caïmans, a connu un ouragan de catégorie 5, avec des vents atteignant 200 milles à l'heure, qui est resté sur nous sans bouger pendant 36 heures. J'étais chargé de veiller à ce que la sécurité soit assurée pour un grand nombre de mes employés avant l'ouragan. Après la tempête, l'une de mes entreprises a pris en

charge la reconstruction complète des installations de distribution alimentaire de gros et de détail du pays afin de s'assurer que la population du pays dispose des produits de base les plus essentiels, à savoir la nourriture et l'eau. (Le niveau de responsabilité a beaucoup évolué au fil des ans).

En plus d'avoir passé des décennies à planifier les dommages causés par les ouragans, j'ai également passé des décennies en tant qu'économiste à planifier les grandes tempêtes économiques. En 1999, j'ai déterminé que le monde connaîtrait ce que Doug Casey a appelé une Grande Dépression qui serait plus dévastatrice que tout autre événement économique que le monde ait jamais connu. J'ai prédit qu'elle se produirait par étapes et que la dernière étape serait la plus dévastatrice. J'aurais été ravi d'avoir eu tort, mais malheureusement, mes prédictions se sont réalisées. Je pense que nous sommes maintenant assez proches de la phase de destruction finale, une période qui conduira à l'effondrement de nombreuses économies autrefois les plus fortes du monde et qui coïncidera avec une période de guerre dévastatrice. Dans le cas de l'économie comme dans celui de la guerre, les principaux acteurs mondiaux croiront pouvoir contrôler l'ampleur de la dévastation et même en tirer profit, mais les événements échapperont à leur contrôle et prendront une tournure qui leur est propre.

Comme le montre l'image ci-dessus, il n'y aura pas un mais plusieurs épicentres. L'Europe et l'Amérique du Nord seront les plus durement touchées sur le plan économique. Viendront ensuite les pays, tels que le Japon, l'Australie, etc., qui sont le plus étroitement liés à ces centres sur le plan économique. Viennent ensuite les pays qui dépendent de ces centres, mais de manière plus périphérique, comme le Panama ou le Mexique. Enfin, il y aura les pays les moins liés aux grands centres, comme l'Uruguay ou la Thaïlande.

Tous les pays seront touchés par l'ouragan économique à venir, mais les effets varieront. Les États-Unis et l'Europe subiront l'équivalent d'un ouragan de catégorie 5. L'Australie et le Japon connaîtront un ouragan de catégorie 4. Les pays de la troisième catégorie subiront un ouragan de catégorie 3, et les pays éloignés des épicentres ou les moins dépendants économiquement de ces derniers subiront des dégâts de catégorie 2, voire de catégorie 1.

Il ne s'agit pas là de simples spéculations. En examinant les précédentes dépressions et les deux dernières guerres mondiales, nous pouvons constater que les pays qui étaient le moins liés aux événements ont eu tendance à s'en sortir. Il en sera de même cette fois-ci.

Lorsque nous allumons la télévision et que le présentateur météo annonce l'arrivée d'un ouragan, nous devons prendre une décision. Faisons-nous confiance à l'espoir qu'il ne passe pas directement au-dessus de nous ? Remettons-nous en question la gravité de la tempête telle qu'elle nous est décrite ? Devons-nous prévoir de rester chez nous, comme dans le cas d'une tempête de catégorie 1 ou 2, ou de nous rendre dans un abri local, comme dans le cas d'une tempête de catégorie 3 ou 4 ? Ou bien croyons-nous que nous allons vivre la dévastation d'une tempête de catégorie 5, auquel cas nous ferions nos valises, dirions adieu à notre maison et nous éloignerions le plus possible de l'épicentre ?

Tout d'abord, il convient d'examiner les catégories, puis, en fonction de l'endroit où nous nous trouvons, de nous demander ce que nous devons faire. Nous sommes actuellement dans une situation de catégorie 1.

Guerre de catégorie 1 : Désobéissance civile mineure et/ou émeutes

Économie de catégorie 1 : augmentation des saisies hypothécaires, fermeture de certains magasins et centres commerciaux, baisse générale des dépenses.

Guerre de catégorie 2 : Désobéissance civile majeure, émeutes et/ou insurrection

Catégorie 2 Économie : Ce qui précède, plus des guerres tarifaires, des krachs boursiers et obligataires.

Guerre de catégorie 3 : Bombardements mineurs et/ou invasion terrestre

Catégorie 3 Économie : Ce qui précède, plus une incapacité mineure des gouvernements à payer les droits, une inflation importante, l'effondrement du crédit.

Guerre de catégorie 4 : Bombardements majeurs et/ou invasion terrestre

Catégorie 4 Économie : Ce qui précède, plus la fin du dollar en tant que monnaie de réserve/la fin du pétrodollar, une inflation considérable, des fermetures de banques à court terme.

Guerre de catégorie 5 : Destruction nucléaire

Catégorie 5 Économie : Ce qui précède, plus l'incapacité majeure des gouvernements à payer les droits, la fermeture permanente de la majorité des banques, l'effondrement de la monnaie, la confiscation des dépôts, d'importants contrôles internes des capitaux.

Les descriptions ci-dessus ne sont en aucun cas exhaustives. Elles représentent des catégories de base, auxquelles de nombreux détails peuvent et doivent être ajoutés.

Alors, quel devrait être votre plan personnel ? Si vous êtes situé dans l'un des épicentres (l'UE et les États-Unis), vous pouvez envisager de vous rendre à la campagne, si vous possédez ou louez une destination. Selon la gravité de la tempête, vous pourriez alors survivre aux dégâts. (Une zone rurale est l'équivalent d'un abri contre les ouragans.) Toutefois, si vous dépendez de votre gouvernement pour vos revenus, vous ne pourrez peut-être pas survivre à une tempête de catégorie 3. Même si vos revenus ne dépendent pas de votre gouvernement, vous ne pourrez peut-être pas survivre à une tempête de catégorie 4 ou 5, car vous serez toujours sous le contrôle d'un système qui s'effondre.

Plus vous êtes proche d'un épicentre, plus les dégâts risquent d'être importants pour vous personnellement. Et plus l'ouragan est puissant, plus les dégâts sont importants. Il est important de se rappeler que la préparation personnelle est utile, mais que plus l'état de votre gouvernement, de vos infrastructures, de vos entreprises locales et de vos voisins sera mauvais, plus vous serez affecté par leur état, même si vous êtes personnellement préparé.

À titre d'exemple, les personnes qui choisissent de rester à l'écart d'un ouragan monétaire et/ou de guerre de catégorie 5 en Uruguay s'en sortiront probablement très bien, tout comme les Européens qui s'y sont rendus pendant les guerres mondiales. (Très peu d'entre eux sont revenus après les guerres, ayant trouvé une vie meilleure à l'étranger).

En cas d'ouragan de catégorie 4, la vie devrait rester relativement stable dans des régions telles que les provinces du sud-est du Mexique. En cas d'ouragan de catégorie 3, la Nouvelle-Zélande pourrait tout juste être gérable.

Toutefois, afin d'évaluer votre situation personnelle, il serait souhaitable d'examiner à nouveau les catégories ci-dessus et de déterminer par vous-même le degré de dégâts probables dans un avenir proche, puis d'évaluer personnellement si vous êtes prêt à risquer de subir ce niveau de dégâts.

La question de savoir s'il y aura un ouragan n'est plus d'actualité, mais nous ne pouvons pas savoir avec certitude quelle sera sa gravité. Les vents s'intensifient déjà et ceux qui décident de se déplacer devront le faire rapidement.

[▲ RETOUR ▲](#)

.La route vers l'Argentine

Un regard sur un avenir possible pour l'Amérique...

Bill Bonner 22 mars 2023



Bill Bonner nous écrit de San Martin, en Argentine...



C'est le grand jour. Il n'y a que deux façons de résoudre la crise de la dette : l'inflation ou la déflation. Soit la mauvaise dette (50 000 milliards de dollars, selon nos estimations) est effacée, soit elle est gonflée.

Aujourd'hui, la Fed indique la voie qu'elle choisira. Bloomberg :

La Fed prise entre l'inflation et la crise bancaire

Tous les yeux du monde financier et économique seront braqués mercredi sur la Réserve fédérale, dont le président Jerome Powell tente de trouver un équilibre entre sa lutte contre l'inflation et une crise bancaire soudaine <mais parfaitement prévisible>.

M. Powell et ses collègues ont entamé leur réunion mardi avec un résultat inhabituellement flou. Alors que la plupart des économistes s'attendent à une hausse des taux d'intérêt d'un quart de point, certains estiment que les décideurs politiques devraient faire une pause...

À l'heure où vous lisez ces lignes, vous avez peut-être déjà appris la nouvelle. Mais de notre point de vue, cela n'a guère d'importance. La Fed a déjà commencé son "pivot furtif". Et même si Wall Street ne s'est toujours pas effondrée... et que l'économie n'est toujours pas entrée officiellement en récession... **les dirigeants sont au bord de la panique.**

Pendant ce temps, au bout du monde...

Mais ici, en Argentine, nous sommes plongés dans la crise... entourés d'ineptie... immergés dans la corruption. Cela nous donne un sentiment de déjà-vu... comme si l'avenir des États-Unis pouvait être lu dans les pages du Buenos Aires Herald au cours des 70 dernières années.

Plutôt que de spéculer sur ce que fera la Fed, nous allons donc regarder autour de nous.

Rick Rule nous a invités à ouvrir les yeux la semaine dernière. Rick est un vieil ami qui suivait des pumas en Patagonie et qui a décidé de s'arrêter pour nous rendre visite. Il a posé la même question que de nombreux lecteurs :

"Vous pourriez vivre n'importe où, pourquoi vivez-vous ici ? Oui, c'est magnifique, d'une manière un peu sauvage. Mais c'est aussi le cas de l'endroit où vit Dan, dans le Wyoming. Et l'inflation n'est pas de 105 % à Laramie".

Rick faisait référence au dernier rapport sur l'inflation. Au cours des 12 derniers mois, le taux d'inflation en Argentine est passé de 100 % à 105 %.

INDEC : les prix ont augmenté de 6,6 % en février, l'inflation s'élève à 105,8 % par rapport à l'année dernière....

Il s'agit du taux d'inflation le plus élevé depuis 32 ans. Il fait penser à ce qui pourrait suivre : **l'hyperinflation**. La dernière fois que l'inflation a dépassé les 100 %, elle a atteint **5 000 %**, alors qu'il fallait une brouette de pesos pour acheter une tasse de café.

Le peso se déprécie rapidement par rapport au dollar. Lorsque nous sommes arrivés il y a tout juste un mois, on nous proposait 370 pesos pour un dollar, au marché noir bien sûr. Aujourd'hui, le taux de change est de 392 pour un dollar.

Dysfonctionnement fonctionnel

"J'aimerais aussi savoir comment une économie peut fonctionner avec une inflation de 105 %", déclare Rick. "Cela semble impossible. Qui vient travailler ? Qui vote pour un président qui permet une inflation aussi élevée ? Comment les gens font-ils pour joindre les deux bouts ? Et pourtant, l'électricité fonctionne. Les aéroports sont ouverts et les avions volent. Les steaks sont épais et savoureux. Le vin est délicieux. On croirait presque que tout va bien".

Voici notre réponse :

"Il y a longtemps que les économistes ont distingué le Japon et l'Argentine comme des économies qui ne semblaient correspondre à aucun de leurs modèles. Mais il y a des choses qui sont toujours et partout vraies...

"...et comme l'a dit Milton Friedman "si vous voulez plus de quelque chose, subventionnez-le ; si vous voulez moins de quelque chose, taxez-le".

"Nous ne savons rien du Japon, mais nous venons en Argentine depuis près de 20 ans. C'est un pays riche en ressources. Et de savoir-faire. Mais pauvre en politiques publiques. Ici, on subventionne la pauvreté et on taxe les producteurs. Et ils ont fait de l'Argentine un pays pauvre.

"Les gens d'ici sont pauvres. La plupart sont au chômage. Mais il est difficile de trouver des gens pour cueillir le raisin. Il faut presque les supplier de venir travailler. Cela n'a pas toujours été le cas. Même il y a 20 ans, quand nous sommes venus ici pour la première fois [nous étions venus en groupe... avec Rick], ce n'était pas comme ça."

"Il suffit de regarder Buenos Aires. Il y a des milliers de bâtiments qui sont des reliques de la Belle Époque... une époque où les Argentins moyens avaient l'argent et l'ambition de construire de beaux bâtiments. Aujourd'hui, quelques-uns veulent encore de belles maisons de banlieue... mais la plupart vivent dans les vestiges délabrés de Buenos Aires... ou dans les logements inachevés et improvisés des quartiers périphériques.

"Le PIB par habitant n'est que de 10 000 dollars par personne. Même les bénéficiaires de la sécurité sociale reçoivent trois fois plus aux États-Unis.

Quand la musique s'arrête

Nous avons invité Rick dans le salon, où se trouve un piano à queue offert par un ami.

"Ce piano appartenait à Robustiano Patron-Costas. Son histoire en dit long sur ce qui s'est passé ici. C'était un investisseur très énergique qui est devenu l'un des hommes les plus riches du pays (à une époque où le pays comptait beaucoup d'hommes riches) en réalisant quelque chose de remarquable. Il a développé une vaste industrie sucrière au milieu de ce qui était presque une friche. Il a construit une raffinerie... des maisons pour le personnel... un hôpital... un chemin de fer.

"Il est devenu très riche. Une sorte de Calvin Coolidge gaucho qui représentait les électeurs 'conservateurs' convaincus qu'ils pouvaient améliorer leur vie en travaillant dur et en dépensant beaucoup d'argent. En d'autres termes, il approuvait ce que nous appelons dans notre dernier livre "l'accord gagnant-gagnant" et désapprouvait tout ce qui s'y opposait.

"Mais il y avait un autre élément, en plein essor, dans la société argentine. À l'époque, les gens pensaient que la démocratie résoudrait tous leurs problèmes politiques... et les idéalistes étaient impatients d'étendre le droit de vote à tous les citoyens. Aujourd'hui, cela semble être la bonne chose à faire. Mais cela a soudainement changé le calcul politique du pays. Les politiciens ont

découvert qu'ils pouvaient gagner en faisant appel aux masses d'immigrants de la capitale, Buenos Aires. Et ils les ont séduits en leur offrant divers avantages "sociaux", c'est-à-dire des choses gratuites.

C'est essentiellement ce qu'ont fait les "péronistes". Et ils ont gagné élection après élection, en promettant toujours plus de programmes, pendant les sept décennies suivantes. De plus en plus d'emplois improductifs. Toujours plus d'aide sociale.

"Mais attendez... où trouver l'argent ? Taxer les riches !

"Robustiano était l'ennemi idéal. Immensément riche. Vieux jeu. Un peu vieux jeu. Et il représentait l'ancien ordre... les gens qui s'étaient enrichis avant que le gouvernement ne commence à gérer activement l'économie.

"Il était accusé d'exploiter ses ouvriers (qui n'avaient auparavant ni emploi, ni éducation, ni revenus, ni soins de santé). Son club de gentlemen à Salta a été confisqué par le nouveau gouvernement de gauche. La situation politique est devenue si tendue qu'il a dû s'enfuir en Uruguay.

"À partir de ce moment-là, les catastrophes se sont succédé.

"Inflation, krach, défaut de paiement, coup d'État, prise de pouvoir par l'armée, guerre, nouvelle monnaie, nouveau gouvernement, inflation à nouveau.

"Whee ! Quelle aventure !

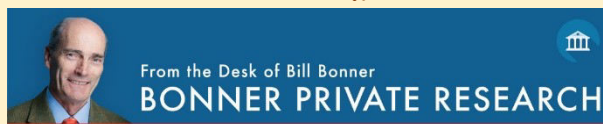
"Après sept décennies, les Argentins ont appris à survivre, mais pas à prospérer.

Notre conseil : investissez dans des brouettes.

[**▲ RETOUR ▲**](#)

.Un bouillon empoisonné Mauvais cuisiniers, ingrédients mortels, excès de liquidités...

Bill Bonner 23 mars 2023



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui de San Martin, en Argentine...



"Dirais-je qu'il n'y aura plus jamais de crise financière ? Vous savez, ce serait probablement aller trop loin, mais je pense que nous sommes beaucoup plus en sécurité et j'espère que ce ne sera pas de notre vivant et je ne crois pas que ce sera le cas".

~ Janet Yellen, 20 juin 2017

Selon une étude récente, le système bancaire américain - fortement réglementé par Janet Yellen, ses prédécesseurs et ses successeurs - est confronté à des pertes énormes.

Nous ne sommes pas des experts en matière bancaire, mais nous pensons comprendre le modèle de base. Les banques reçoivent l'argent des déposants et le "prêtent" ou l'"investissent". Les déposants peuvent demander à récupérer leur argent à tout moment. Mais les prêts et les investissements ne sont remboursés que lorsqu'ils sont prêts. Entre les deux périodes, longue et courte, les banques peuvent être prises à la gorge... si les déposants veulent soudainement récupérer leur argent. Les banques centrales ont été créées pour éviter cela. En cas de crise, elles fournissent des liquidités aux banques solvables.

Mais que se passe-t-il si les banques ne sont pas solvables ? Que se passe-t-il si leurs "actifs" - prêts et investissements - diminuent ? Que se passe-t-il si elles ont prêté de l'argent à un taux d'intérêt de 3 %... et que les taux d'intérêt passent ensuite à 5 % ? Et si leurs investissements - par exemple dans Amazon ou Rivian - perdaient tellement d'argent qu'elles ne pourraient jamais rendre leur argent aux déposants ?

Fauchés et brisés

Voici le point de vue des chercheurs universitaires Erica Jiang, Gregor Matvos, Tomasz Piskorski et Amit Seru :

La valeur de marché des actifs du système bancaire américain est inférieure de 2 000

milliards de dollars à la valeur comptable des actifs.

La valeur nette (valeur comptable) de l'ensemble du secteur bancaire américain n'est que de 2 100 milliards de dollars. En d'autres termes, l'ensemble du système bancaire est déjà presque insolvable. En faillite. Fauché. Vous pouvez imaginer ce qui se passerait si les actions baissaient encore de 10 %... 20 %...ou 40 %. Il y aurait l'enfer à payer.

Personne ne suggérerait de subventionner les plombiers qui installent des tuyaux qui fuient, ni d'accorder des subventions aux restaurants qui rendent leurs clients malades... mais ces groupes n'ont pas de lobbyistes !

L'essentiel des 500 prochains mots : mieux vaut garder le Pepto-Bismol à portée de main.

Les banques qui ne peuvent pas gérer leurs risques... et faire correspondre leurs actifs à leurs passifs... constituent une menace pour leurs déposants. Comme un porc atteint d'une épizootie, elles doivent être abattues avant d'infecter tout le troupeau.

Les clients ne meurent pas de faim parce qu'un mauvais restaurant fait faillite. Ils se rendent simplement dans un autre restaurant. Ils ne souffrent pas non plus de la faim lorsque les aliments toxiques sont retirés des épiceries. La vie continue, mieux qu'avant.

Cuisiniers et escrocs

Mais le secteur bancaire est l'un des plus riches et des plus puissants du pays. Il détient l'argent... et l'argent est ce qui fait tourner le monde. L'argent est aussi ce que les riches et les puissants convoitent... et ce qu'ils ont confié aux banques pour qu'elles le gardent pour eux. Les banques sont également protégées par les banques centrales, qui peuvent "imprimer" de l'argent.

Ainsi, pour éviter de payer l'enfer, les banques centrales du monde entier conspirent avec les grands déposants pour garantir les pertes. Les banques jugées "d'importance systémique" sont renflouées.

Quelles banques sont "d'importance systémique" ?

Celles qui ont les pires cuisiniers !

Dans le cas du **Credit Suisse**, la banque a perdu 143 milliards de dollars l'année dernière, un record. Elle a investi dans des transactions stupides et des actifs surévalués... et a prêté de l'argent à des taux d'intérêt sous-évalués. Puis, lorsque les taux d'intérêt ont augmenté et que les prix des actifs ont chuté, le Credit Suisse n'était plus viable.

C'est ainsi que les choses sont censées fonctionner. Si vous commettez trop d'erreurs, vous perdez. Mais dans le nouveau monde des marchés administrés et des finances contrôlées par les

gouvernements, les règles ont changé : vous faites des erreurs, quelqu'un d'autre paie.

Le secteur bancaire qui a connu la plus forte croissance au cours des dix dernières années est celui de l'immobilier commercial. À l'époque de la bulle, il était payant d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt très bas - auprès des banques - pour acheter des immeubles commerciaux.

Mais ensuite, que s'est-il passé ? Au début, les prix ont bien augmenté et les spéculateurs ont gagné de l'argent. Mais à l'arrivée de l'hystérie de Covid, les paris ont mal tourné. Les immeubles se sont vidés. Et encore, 3 ans après le décret d'urgence de Trump, ils sont loin d'être revenus à la normale. Nos employés à Baltimore, par exemple, ont appris à travailler depuis chez eux. Ils ne veulent pas revenir au bureau. Par conséquent, nos bâtiments sont à moitié vides... et certains sont complètement vides.

Nous n'avons pas d'hypothèques sur les propriétés... et pas de prêts sur celles-ci. Mais qu'en est-il de ceux qui en ont ?

Une leçon de vie importante

Le taux préférentiel a doublé depuis 2021. Les investisseurs immobiliers doivent désormais payer deux fois plus d'intérêts qu'il y a deux ans. Et leurs revenus locatifs diminuent, car les locataires négocient pour obtenir moins d'espace à des prix plus bas. Les taux d'inoccupation des bureaux augmentent. À San Francisco, près d'un tiers des bureaux sont vides. À l'autre bout du pays, à Manhattan, le taux d'inoccupation des bureaux a grimpé à 22 %.

La situation n'est pas bonne pour les banques qui détiennent des prêts à l'immobilier commercial. Leurs garanties perdent de la valeur car leurs emprunteurs ont du mal à rembourser ou à refinancer leurs prêts.

Mais aucun bilan de la crise bancaire de 2023 ne serait complet sans mentionner Janet Yellen, Ben Bernanke et les autres cuisiniers fous qui ont ajouté de la salmonelle au bouillon depuis 14 ans. Ce sont eux qui ont rendu irrésistible le fait de prêter de l'argent à des taux d'intérêt incroyablement bas. Le taux préférentiel susmentionné, en 2021, était en fait inférieur de 3,5 % au niveau de l'augmentation des prix à la consommation. James Freeman, dans le Wall Street Journal :

La vie semble avoir donné une leçon parfaite sur le caractère destructeur de la réglementation gouvernementale avec la faillite de la Silicon Valley Bank... Mais ce n'est pas la direction de la banque ou Dieu qui a créé l'environnement financier plus large qui a tant fait pour ébranler l'institution. Pour cela, nous pouvons remercier le Washington officiel pour les calamités politiques, à commencer par les règles bancaires, les distorsions économiques massives des politiques de fermeture de Covid, et l'inflation créée par les démocrates de Biden et la Réserve fédérale.

Oui, la vie nous donne une autre leçon. Les mauvaises banques seront subventionnées. Le public sera puni.

▲ [RETOUR](#) ▲